

19/06/2024

Dossier de spécifications externes de la facturation électronique

Cas d'usage

<u>DATE</u>	<u>DIFFUSION</u>	<u>STATUT / SUIVI DES MODIFICATIONS</u>
<u>19/06/2024</u>	<u>Publication v2.4</u>	<p><u>Modification des schémas :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Cas n°2 • Cas n°3 • Cas n°4 • Cas n°5 et 6 (2.2.5) • Cas n°10 • Cas n°11 • Cas n°13 • Cas n°14 • Cas n°15 • Cas n°17a • Cas n°17b • Cas n°19a • Cas n°20 et 21 (2.2.18) • Cas n°25 <p><u>Modification d'un cas de gestion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre 1.2 Présentation des annexes utilisées dans les cas d'usage (1.2) • Chapitre 1.3. Présentation des factures prises en compte dans les cas d'usage • Cas n°1 • Cas n°2 • Cas n°3 • Cas n°4 • Cas n°5 et n°6 • Cas n°7 • Cas n°8 • Cas n°9 • Cas n°10 • Cas n°11 • Cas n°13 • Cas n°14 • Cas n°15 • Cas n°17a • Cas n°17b • Cas n°19a • Cas n°20 et n°21 • Cas n°22a • Cas n°26 • Cas n°28 • Cas n°29 • Cas n°33 • Chapitre 3 Contacts

Table des matières

1.	Présentation générale	6
1.1	Présentation des circuits de facturation et des acteurs impliqués	6
1.2	Présentation des annexes utilisées dans les cas d'usage	6
1.3	Présentation des factures prises en compte dans les cas d'usage	7
2	Description des principaux cas d'usage	7
2.1	Tableau récapitulatif des cas d'usage	7
2.2	Traitement des principaux cas	8
2.2.1	Cas n°1 : Multi-commande / Multi-livraison	8
2.2.2	Cas n°2 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation au moment de l'émission de la facture	8
2.2.3	Cas n°3 : Facture à payer par un tiers désigné au moment de la facturation	9
2.2.4	Cas n°4 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance ...)	10
2.2.5	Cas n°5 et 6 : Frais payés par des collaborateurs (hors carte d'achat ou logée), avec facture au nom de l'entreprise (<i>e-invoicing</i>) ou facture au nom du collaborateur voire sans facture (simple ticket de caisse) (<i>e-reporting</i> des données de transaction hors facture)	12
2.2.6	Cas n°7 : Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat)	13
2.2.7	Cas n°8 à 10 : Factures à payer à un tiers (dont affacturage)	14
2.2.8	Cas n°11 : Facture avec « Adressée à » différent de l'acheteur	20
2.2.9	Cas n°12 : Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant acheteur	21
2.2.10	Cas 13 et 14 : Cas de la sous-traitance et co-traitance (B2B/B2G)	22
2.2.11	Cas n°15 : Facture de vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR	31
2.2.12	Cas n°16 : Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers	33
2.2.13	Cas n°17a : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur une marketplace)	33
2.2.14	Cas n°17b : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation	35
2.2.15	Cas n°18 : Gestion des notes de débit	36
2.2.16	Cas n°19a : Facture émise avec mandat de facturation	36
2.2.17	Cas n°19b : Auto-facturation	40
2.2.18	Cas n°20 et 21 : Facture d'acompte et facture définitive après acompte	42
2.2.19	Cas n°22a : Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à l'encaissement	45
2.2.20	Cas n°22b : Facture payée avec escompte en matière de livraisons de bien (ou PS avec option TVA sur les débits)	46
2.2.21	Cas n°23 : Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel	47
2.2.22	Cas n°24 : Gestion des arrhes	48
2.2.23	Cas n°25 : Gestion des bons et des cartes cadeaux	48
2.2.24	Cas n°26 : Factures avec clause de réserve contractuelle	50
2.2.25	Cas n°27 : Gestion des tickets de péage	50
2.2.26	Cas n°28 : Gestion des notes de restaurant	51
2.2.27	Cas n°29 : Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI	53

2.2.28	Cas n°30 : TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en <i>e-reporting</i> B2C, faisant l'objet d'une facture <i>a posteriori</i>	53
2.2.29	Cas n°31 : Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire 54	
2.2.30	Cas n°32 : Les paiements mensuels	56
2.2.31	Cas n°33 : Les opérations soumises au régime de la marge.....	60
2.2.32	Cas n°34 : Encaissement partiel et annulation d'encaissement	61
2.2.33	Cas n°35 : Notes d'auteur.....	62
2.2.34	Cas n°36 : Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles	62
3	Contacts.....	62

Table des figures

Figure 1 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation	9
Figure 2 : Facture à payer par un tiers désigné à la facturation	10
Figure 3 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance ...).	12
Figure 4 : Frais payés par un collaborateur, facture au nom de l'entreprise	12
Figure 5 : Frais payés par un collaborateur, facture au nom du collaborateur	13
Figure 6 : Facture à la suite d'un achat avec carte logée	14
Figure 7 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 1).....	14
Figure 8 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 8.1)	17
Figure 9 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 8.2)	18
Figure 10 : Facture à payer à un tiers inconnu à la facturation	19
Figure 11 : Facture avec « Adressée à » différent de l'acheteur	21
Figure 12 : Intermédiaire transparent	22
Figure 13 : Facture de sous-traitance (F1) à payer par un tiers.....	24
Figure 14 : Facture principale F2 du titulaire à l'acheteur final.....	25
Figure 15 : Circuit de la demande de paiement avec paiement direct	28
Figure 16 : Facture à payer par un tiers (cas de co-traitance en B2B).....	30
Figure 17 : Facture à payer par un tiers (cas de cotraitance en B2G)	31
Figure 18 : Facture de vente suite à commande (et éventuellement paiement) d'un tiers.....	33
Figure 19 : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement	34
Figure 20 : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation	35
Figure 21 : Facture émise avec mandat de facturation (option 9-1)	38
Figure 22 : Facture émise avec mandat de facturation (option 2B).....	40
Figure 23 : Auto-facturation.....	41
Figure 24 : Facture d'acompte et facture définitive après acompte.....	43
Figure 25 : Facture d'acompte déjà payée	43
Figure 26 : Facture payée avec escompte (cas de prestation de service, TVA due à l'encaissement).....	46
Figure 27 : Facture payée avec escompte	47
Figure 28 : Gestion des bons à usage unique	49
Figure 29 : Gestion des bons à usage multiple	50
Figure 30 : Gestion des notes de restaurant	51
Figure 31 : Déclaration de données de transaction pour notes inférieures à 150 euros	52
Figure 32 : Emission / transmission d'une facture électronique pour les notes supérieures à 150 euros.....	52
Figure 33 : Gestion des doublons de facture.....	54
Figure 34 : Facture mixte avec opérations principale et accessoire catégorisée comme une vente (cas d'une retouche à la vente).....	55
Figure 35 : Facture avec opération principale = PS (cas d'une retouche avec ou sans vente).....	56
Figure 36 : Paiements mensuels et complément à payer dans le cadre d'un B2C (option 1-a).....	57
Figure 37 : Paiements mensuels dans le cadre d'un B2C et complément à payer (option 1-b)	58
Figure 38 : Paiements mensuels et trop perçu final dans le cadre d'une transaction B2C (option 2-a)	59
Figure 39 : Paiements mensuels et trop perçu final dans le cadre d'une transaction B2C (option 2.b)	60
Figure 40 : Opérations soumises au régime de la marge	61

1. Présentation générale

1.1 Présentation des circuits de facturation et des acteurs impliqués

Les cas d'usage présentés ci-après évoluent dans trois circuits possibles (décrits dans la partie « Schéma en Y ») sur le portail public de facturation :

- Le circuit A
- Le circuit B
- Le circuit C

Lorsque le cas présente une spécificité de traitement par le PPF, l'illustration est faite avec le circuit A ou B.

Dans la majorité des cas, le fonctionnement est illustré avec le circuit C.

Les PDP pourront choisir d'implémenter le cas comme le PPF (service minimum) ou en ajoutant les services de leur choix.

Différents acteurs y jouent un rôle :

- Le fournisseur est celui qui fournit le produit ou le service faisant l'objet d'une facture ;
- L'acheteur est celui qui a acheté le produit ou le service ; dans la majorité des cas, il paye la facture reçue du fournisseur ou du tiers ;
- Le sous-traitant est l'entité qui délivre le produit ou qui réalise le service proposé par le fournisseur/donneur d'ordre ;
- Le tiers est une entité intermédiaire entre les acteurs de la facture. Il peut être un tiers facturant, un tiers receveur de la facture, un tiers payeur, etc ;
- Les PDP sont les plateformes de dématérialisation partenaires qui sont utilisées par le fournisseur, le tiers ou l'acheteur ;
- Le PPF désigne le portail public de facturation.

Pré-requis :

Afin de bénéficier des services du portail public de facturation, tout acteur doit disposer d'un compte utilisateur sur ce dernier. Un raccordement sera également nécessaire pour pouvoir échanger des flux (factures ou cycles de vie) ou utiliser les API mises à disposition. En l'absence de raccordement, seule la fonctionnalité portail sera disponible.

1.2 Présentation des annexes utilisées dans les cas d'usage

Ces cas d'usage se basent sur les annexes suivantes des spécifications externes :

- « Annexe 1 – Format sémantique FE e-invoicing.xlsx »:
Cette annexe permet de définir le format sémantique d'une facture (Flux 2) ainsi que les données réglementaires dans les 3 formats su socle.
- « Annexe 2 – Format sémantique FE CDV – Flux 6.xlsx » :
Cette annexe permet de définir le format sémantique du cycle de vie des flux et des objets métiers (Annuaire, e-reporting, e-invoicing).
- « *Annexe 3 - Format sémantique FE annuaire.xlsx* »:
Cette annexe permet de définir le format sémantique de l'annuaire qui permet de créer ou modifier des lignes dans l'annuaire des assujettis à la TVA.
- « Annexe 4 – Format sémantique FE e-reporting - Flux 8.xlsx »:
Cette annexe permet de définir le format sémantique des factures B2Bi.
- « Annexe 5 – Format sémantique FE e-reporting - Flux 9.xlsx »:
Cette annexe permet de définir le format sémantique des factures B2C.
- « Annexe 6 - Format sémantique FE e-reporting - Flux 10.xlsx »:
Cette annexe permet de définir le format sémantique du e-reporting de données de transactions et de paiements.

- « Annexe 7 – Règles de gestion.xlsx »:
Cette annexe permet de définir l'ensemble des règles de gestion pour l'ensemble des objets métiers.

Dans les annexes 1, 4 et 5, le format sémantique est défini à partir de la norme EN16931. Afin de pouvoir traiter l'ensemble des cas d'usage définis dans ce document, des extensions sont ajoutés. Ils sont identifiables dans ces annexes à travers un nommage de type « EXT-FR-FE-BG-XX » pour les blocs de données et « EXT-FR-FE-XX » pour les données.

1.3 Présentation des factures prises en compte dans les cas d'usage

Dans le cadre de l'échange dématérialisé de factures B2B domestiques, plusieurs types de factures sont pris en compte (voir la règle de gestion G1.01 de l'annexe 7) :

- Factures simples ;
- Factures d'acompte ;
- Factures rectificatives ;
- Avoirs.

2 Description des principaux cas d'usage

2.1 Tableau récapitulatif des cas d'usage

Catégorie	ID	Cas d'usage
Multi-commande / Multi-livraison	1	Cas n°1 : Multi-commande / Multi-livraison
Facture déjà payée par un Tiers ou l'acheteur	2	Cas n°2 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation au moment de l'émission de la facture
Facture à payer par un Tiers	3	Cas n°3 : Facture à payer par un tiers désigné au moment de la facturation
	4	Cas n°4 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance ...)
Frais payés par des tiers avec facture	5	Cas n°5 et 6 : Frais payés par des collaborateurs (hors carte d'achat ou logée), avec facture au nom de l'entreprise (<i>e-invoicing</i>) ou facture au nom du collaborateur voire sans facture (simple ticket de caisse) (e-reporting des données de transaction hors facture)
Frais payés par des tiers sans facture	6	
Facture payée par un Tiers	7	Cas n°7 : Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat)
Facture à payer à un Tiers	8	Cas n°8 : Facture à payer à un tiers déterminé au moment de la facturation (affacturage, centralisation de trésorerie)
	9	Cas n°9 : Facture à payer à un tiers connu au moment de la facturation, qui gère aussi la commande / la réception, voire la facturation (Distributeur / Dépositaire)
	10	Cas N°10 : Facture à payer à un factor inconnu à la création de la facture (cas de la subrogation)
Facture avec « adressée à » différent de l'acheteur	11	Cas n°11 : Facture avec « Adressée à » différent de l'acheteur
Intermédiaire transparent	12	Cas n°12 : Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant acheteur
Facture de sous-traitance en paiement direct	13	Cas n°13 : Facture à payer par un tiers (cas de sous-traitance avec paiement direct ou délégation de paiement)
Facture de co-traitance	14	Cas n°14 : Facture à payer par un tiers (cas de co-traitance)
Facture suite à commande / paiement d'un Tiers pour le compte de l'acheteur	15	Cas n°15 : Facture de vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de
	16	Cas n°16 : Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers
Facture émise par un tiers, intermédiaire de paiement	17a	Cas n°17a : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur une marketplace)
Facture émise par un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation	17b	Cas n°17b : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation
Notes de débit	18	Cas n°18 : Gestion des notes de débit
Factures émises sous mandat de tiers	19a	Cas n°19a : Facture émise avec mandat de facturation

Auto-facturation	19b	Cas n°19b : Auto-facturation
Facture d'acompte	20	Cas n°20 et 21 : Facture d'acompte et facture définitive après acompte
	21	
Facture avec escompte	22a	Cas n°22a : Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à
	22b	Cas n°22b : Facture payée avec escompte en matière de livraisons de bien (ou PS avec option TVA sur les débits)
Auto-facturation entre un particulier et un professionnel	23	Cas n°23 : Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel
Arrhes	24	Cas n°24 : Gestion des arrhes
Bons et cartes cadeaux	25	Cas n°25 : Gestion des bons et des cartes cadeaux
Factures avec clause de réserve contractuelle	26	Cas n°26 : Factures avec clause de réserve contractuelle
Tickets de péage	27	Cas n°27 : Gestion des tickets de péage
Notes de restaurant	28	Cas n°28 : Gestion des notes de restaurant
Assujetti unique et membres de l'assujetti unique	29	Cas n°29 : Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI
Opération de <i>e-reporting</i> faisant l'objet d'une facture ou « TVA déjà collectée »	30	Cas n°30 : TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en <i>e-reporting</i> B2C, faisant l'objet d'une facture <i>a posteriori</i>
Factures mixtes	31	Cas n°31 : Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire
Gestion des paiements mensuels	32	Cas n°32 : Les paiements mensuel
Régime de TVA sur la marge	33	Cas n°33 : Les opérations soumises au régime de la marge
Encaissement partiel et annulation d'encaissement	34	Cas n°34 : Encaissement partiel et annulation
Notes d'auteur	35	Cas n°35 : Notes
Secret professionnel	36	Cas n°36 : Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles

2.2 Traitement des principaux cas

2.2.1 Cas n°1 : Multi-commande / Multi-livraison

La norme EN16931 ne permet pas de transmettre des factures multi-commandes / multi-livraisons.

Afin de pouvoir transmettre ces factures, des extensions ont été ajoutées permettant de gérer une multiplicité de commandes et/ou de livraisons sur la facture. Il est ainsi possible de faire référence à une commande ou déterminer une adresse de livraison au niveau de la ligne de facture (bloc BG-25).

Voici les informations concernées (voir annexes 1, 4 et 5) :

- N° de commande à la ligne (EXT-FR-FE-135 – Identifiant de la commande relative à la ligne de facture) ;
- Livraison :
 - Détail de l'adresse de livraison à la ligne (Gestion du multi livraison) (bloc EXT-FR-FE-BG-10) ;
 - ID du lieu sur le site (possible d'en avoir plusieurs) (EXT-FR-FE-146) ;
 - Nom du lieu (EXT-FR-FE-149 - Nom du lieu de livraison (si différent de celui de la facture) ;
 - Lignes d'adresse (EXT-FR-FE-150 - Adresse postale de livraison à la ligne).

2.2.2 Cas n°2 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation au moment de l'émission de la facture

Pour ce cas de gestion, deux sous-cas sont à envisager :

1. Facture déjà payée par l'acheteur ;
2. Facture déjà payée par un tiers (ajout d'un acteur dans le processus).

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Cadre de facturation « Dépôt d'une facture déjà payée » ou cadre de facturation B1/S1/M1 ;
- Montant payé (BT-113) égal au montant total de la facture ;
- Montant à payer (BT-115) égal à 0 ;
- Le fournisseur reçoit les statuts de facture, afin qu'il puisse indiquer l'encaissement de la facture et mettre à jour le statut « encaissée » transmis au portail public de facturation ;
- Dans le sous-cas n°2, le tiers qui est donc celui qui a déjà payé la facture sera renseigné dans le bloc « PAYEUR DE LA FACTURE » (EXT-FR-FE-BG-02).

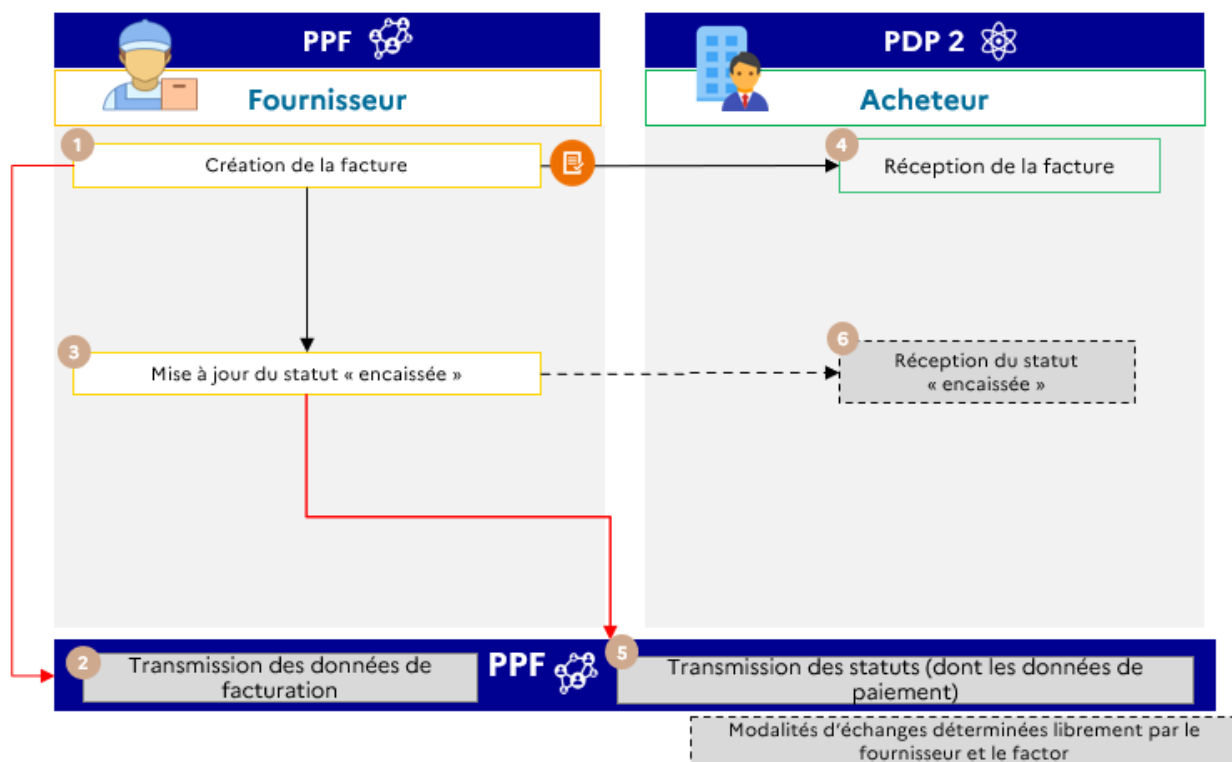


Figure 1 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation

Les spécificités du cycle de vie ou processus associés sont :

- Transmission du flux 1 par le fournisseur ;
- Le fait que la facture soit déjà payée ne dispense pas le fournisseur de transmettre le flux *e-reporting* des données de paiement (statut « encaissée ») s'il est exigible ;
- Le statut « encaissée » peut être adressé concomitamment à l'émission de la facture.

2.2.3 Cas n°3 : Facture à payer par un tiers désigné au moment de la facturation

La facture est transmise par le fournisseur à l'acheteur, qui se charge de la transmettre au tiers payeur après liquidation ou validation.

Les étapes du cas n°3 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture à destination de l'acheteur	Fournisseur	Le fournisseur crée la facture (flux 2) via sa plateforme, qui l'adresse à la plateforme de l'acheteur (ici PPF). Le PPF met à disposition les données réglementaires de la facture (flux 1) à l'administration fiscale.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	
3	Réception de la facture	Plateforme Acheteur	La plateforme de l'acheteur (le PPF dans l'exemple) lui met à disposition la facture pour contrôle. L'acheteur traite la facture selon les modalités et met à jour les statuts.
4	Traitement de la facture et mise à jour des statuts		

5	Réception des statuts de la facture	Fournisseur	Le fournisseur réceptionne les statuts de la facture suite au traitement de la facture par l'acheteur selon les modalités du cycle de vie.
5b	Information sur le bon traitement de la facture	Fournisseur	Le fournisseur peut mettre à disposition les informations sur le bon traitement de la facture (Hors circuit).
6	Païement de la facture	Tiers	Le tiers paye le fournisseur (Hors circuit).
6b	Information de la réalisation du paiement	Tiers	Le tiers peut informer l'acheteur de la réalisation du paiement au fournisseur (Hors circuit)
7	Encaissement de la facture	Fournisseur	7 : Le fournisseur encaisse la facture (hors circuit).
7b	Information de l'encaissement de la facture	Fournisseur	7b : Le fournisseur peut informer au tiers l'encaissement (Hors circuit)
8	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	8 Le fournisseur met à jour au travers de sa plateforme le statut « Encaissée » si exigible. La plateforme du fournisseur, transmet les données de paiement à l'administration fiscale. Concomitamment le statut « Encaissée » est mis à disposition de l'acheteur.
9	Réception du statut « encaissée »	Plateforme Acheteur	La plateforme de l'acheteur (PPF dans l'exemple) réceptionne le statut d'encaissement transmis par la plateforme du fournisseur.

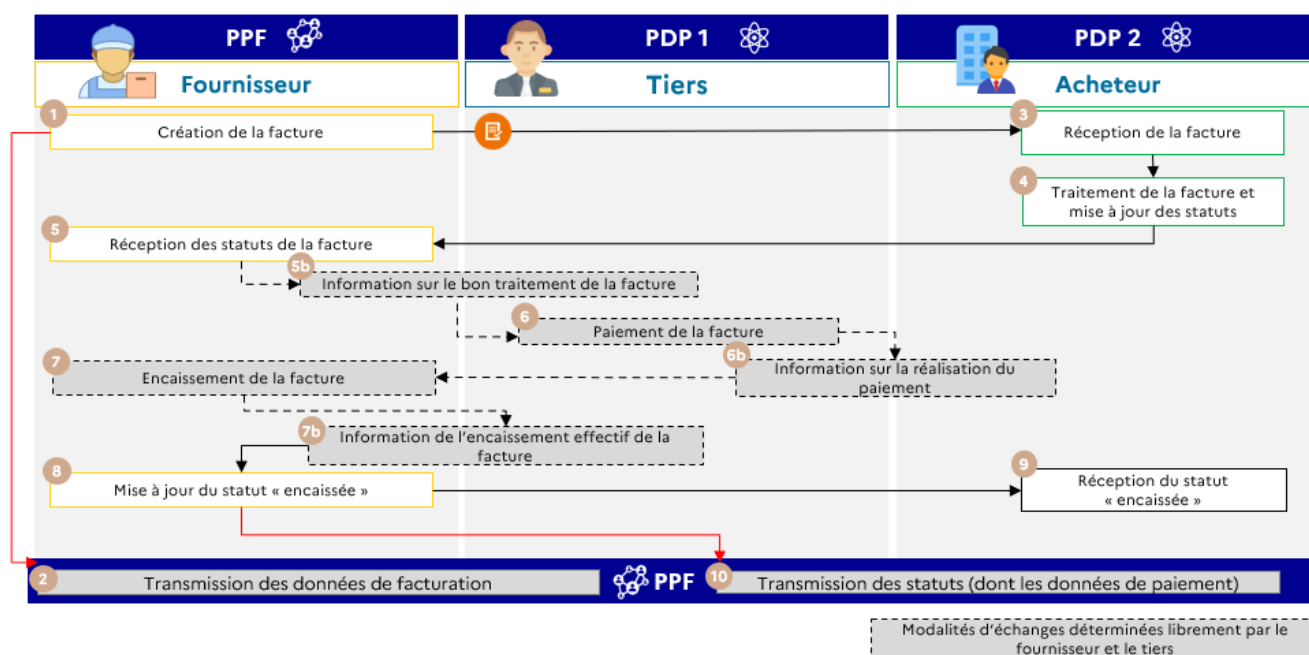


Figure 2 : Facture à payer par un tiers désigné à la facturation

Les spécificités du cycle de vie ou processus associés sont :

- Le cycle de vie peut être mis à jour par le tiers payeur directement sur le PPF (à condition de disposer d'un compte actif).
- Transmission du flux 1 et de l'*e-reporting* des données de paiement (statut « Encaissée ») par le fournisseur si exigible ;
- Le tiers payeur peut être identifié dans la facture dans le bloc « PAYEUR DE LA FACTURE » (EXT-FR-FE-BG-02) ;
- Sur le PPF, la facture et son cycle de vie ne sont pas transmis au tiers payeur ; ils lui seront mis à disposition s'il dispose d'un compte sur le PPF.

Les services offerts par le PPF sont :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;
- Les acteurs raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.4 Cas n°4 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partiellement par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance ...)

Ce cas de gestion couvre le cas des factures prises en charge partiellement par un tiers (par exemple, une facture de réparation où la franchise est payée par un client et le solde par l'assureur).

Au regard des dispositions actuelles de la norme EN16931 et des formats CII et UBL, il n'est pas possible d'indiquer plusieurs payeurs, permettant d'identifier les différents paiements et les acteurs concernés. Cependant, il est possible d'indiquer un tiers (un seul) dans le bloc TIERS PAYEUR, l'ACHETEUR conservant la possibilité aussi de transmettre un paiement.

Les spécificités des données et les règles de gestion associées sont les suivantes :

- Le bloc VENDEUR (BG-4) est utilisé pour renseigner les informations sur le fournisseur ;
- Le bloc ACHETEUR (BG-7) est utilisé pour renseigner les informations sur le client devant payer la facture (Ex : l'entreprise qui doit payer une franchise) ;
- Le bloc PAYEUR DE LA FACTURE (EXT-FR-FE-BG-02) est utilisé si on souhaite mentionner dans la facture le tiers (Ex : L'assurance). Quand le bloc PAYEUR est renseigné, si le tiers concerné possède un compte sur le PPF, il aura accès en consultation à la facture (hors circuit C) ;
- Le champ MONTANT PAYÉ (BT-113) pourra être utilisé pour renseigner le montant de la facture qui a déjà été payé ou qui sera à payer par un tiers (ex : le montant de la facture pris en charge par l'assureur) ;
- Le bloc NOTE DE FACTURE (BG-1) est utilisé pour indiquer qu'une partie de la facture a déjà été payée ou sera à payer par un ou plusieurs tiers. Plus particulièrement, sur le champ CODE DU SUJET DE LA NOTE DE FACTURE (BT-21), le fournisseur doit renseigner le code « PAI », qui permet d'indiquer des informations sur le paiement ;
- Les données de paiement attendues de l'administration correspondent à la date de l'encaissement et au montant encaissé. Dès lors, le fournisseur pourra déclarer un seul encaissement s'il perçoit l'ensemble du montant de la facture le même jour. S'il perçoit deux encaissements à des jours différents, il devra déclarer deux encaissements, l'un de la part du client, l'autre de la part du tiers connu à la facturation.

Les étapes du cas n°4 sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture à destination de l'acheteur	Fournisseur	Le fournisseur (ou sa plateforme) crée la facture à transmettre à la plateforme de l'acheteur, en précisant le montant pris en charge par le tiers (blocs MONTANT PAYE et TIERS PAYEUR complétés). La même facture, qui peut être transmise au tiers, se trouve hors du circuit de facturation PPF.
2	Transmission des données du flux 1	Plateforme Fournisseur	Dans le cas du circuit C, la PDP du fournisseur génère directement le flux 1 (données réglementaires) à destination du PPF, pour transmission, après contrôle, à l'administration fiscale.
3	Réception de la facture	Plateforme Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture pour contrôle. L'acheteur traite la facture selon les modalités et met à jour les statuts.
4	Traitement de la facture et mise à jour des statuts	Acheteur	L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie
4a	Paiement de la facture	Tiers	Le tiers procède au paiement de la facture (Hors circuit)
4b	Information sur le paiement du tiers	Acheteur	Le tiers peut informer l'acheteur de la transmission du paiement (Hors circuit)
5	Transmission du statut « Paiement transmis »	Acheteur	L'acheteur met à jour le statut de la facture s'il le souhaite à « Paiement transmis » de sa part et il peut aussi le faire pour la part réalisée par le tiers afin d'informer le fournisseur.
6	Encaissement du montant de la facture payée par l'acheteur	Fournisseur	Le fournisseur encaisse le montant de la facture payé par l'acheteur et par le tiers (Hors outil)
6b	Encaissement du montant de la facture payée par le tiers	Fournisseur	
7	Mise à jour du statut Encaissée de la part de l'acheteur	Fournisseur	Le fournisseur met à jour au travers de sa plateforme le statut « Encaissée » pour la part de l'acheteur et/ou du tiers si exigible.
7b	Mise à jour du statut Encaissée de la part de l'acheteur	Fournisseur	
8	Encaissement du montant de la facture payée par l'acheteur	Plateforme Fournisseur	Concomitamment, la plateforme du fournisseur, transmet les données de paiement à l'administration fiscale.
8b	Encaissement du montant de la facture payée par le tiers	Plateforme Fournisseur	
9	Transmission des encaissements	Plateforme Fournisseur	Concomitamment le statut « Encaissée » est transmis par la plateforme du fournisseur à la plateforme de l'acheteur pour être mis à disposition de l'acheteur.
10	Réception des données de paiement du flux e-reporting	PPF	Le PPF réceptionne le (ou les) flux de données de paiement

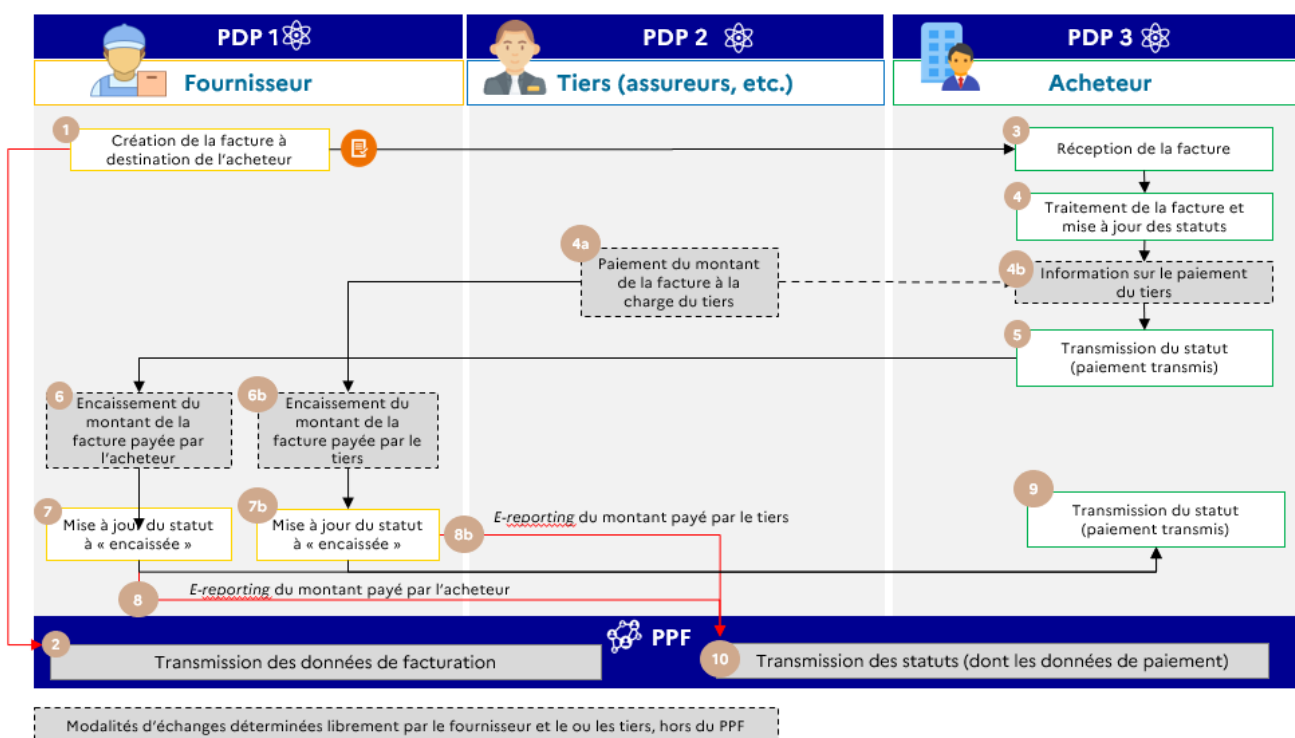


Figure 3 : Facture à payer par l'acheteur et prise en charge partielle par un tiers connu à la facturation (subvention, assurance ...)

2.2.5 Cas n°5 et 6 : Frais payés par des collaborateurs (hors carte d'achat ou logée), avec facture au nom de l'entreprise (e-invoicing) ou facture au nom du collaborateur voire sans facture (simple ticket de caisse) (e-reporting des données de transaction hors facture)

Le cas de gestion traité par le PPF couvre les avances de frais réalisées par un collaborateur dans le cadre de son activité professionnelle **et pour lesquels une facture au nom de l'entreprise a été émise**. Dans ce cas, le collaborateur a avancé les frais et l'entreprise les lui rembourse.

Ce cas n'est valable que si la facture payée par le collaborateur est libellée au nom de l'entreprise et fait par conséquent l'objet d'une facture électronique. Le collaborateur est alors considéré comme un tiers payeur. Il est possible de renseigner le nom du collaborateur dans la balise EXT-FR-FE-62 (contact du payeur) située dans le bloc « PAYEUR DE LA FACTURE » (EXT-FR-FE-BG-02).

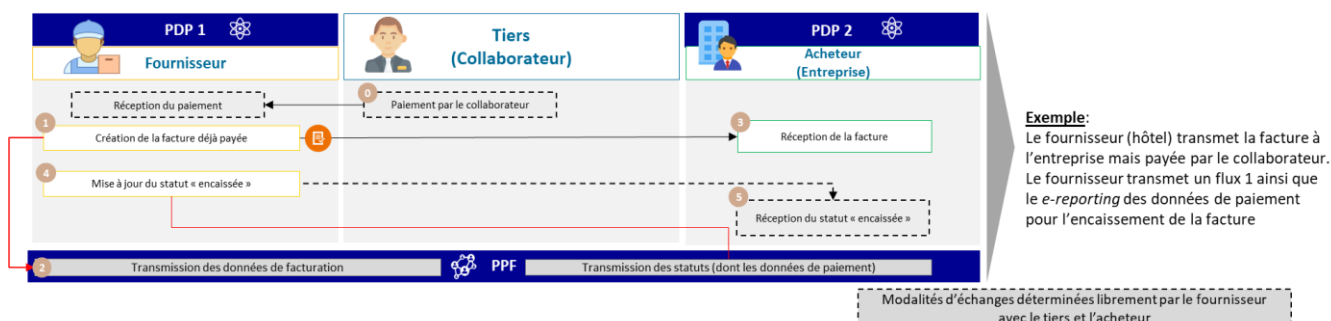


Figure 4 : Frais payés par un collaborateur, facture au nom de l'entreprise

Dans le cas d'une facture payée par le collaborateur qui n'est pas au nom de l'entreprise, cette facture doit être déclarée par le fournisseur comme du B2C.

Cette facture ne relève pas de l'obligation de facturation électronique au sens de l'article 289 bis du CGI mais de l'obligation de *e-reporting* (article 290 du CGI).

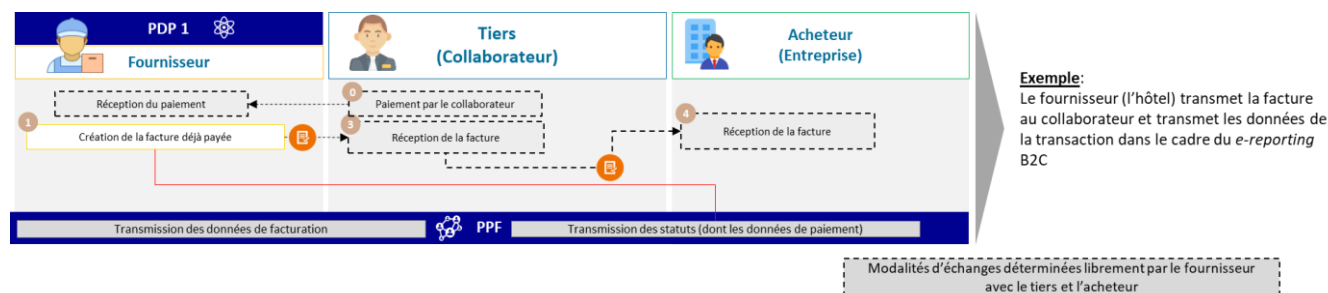


Figure 5 : Frais payés par un collaborateur, facture au nom du collaborateur

2.2.6 Cas n°7 : Facture suite à un achat payé avec carte logée (carte d'achat)

Dans le cas d'un achat avec une carte logée, pour une chambre d'hôtel ou des billets de train payés par l'entité publique / le comptable par exemple, il s'agit d'une facture déjà payée (BT-113).

Les étapes du cas n°7 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Carte d'achat	Acheteur	L'acheteur commande un produit/voyage en utilisant une carte d'achat ou logée au fournisseur
2	Création de la facture	Plateforme Fournisseur	Le fournisseur crée la facture déjà payée. Sa plateforme envoie en parallèle un flux 1 pour déclarer les données de facturation.
3	Informations sur les données de la transaction de paiement	Fournisseur	Les données liées à la transaction de paiement sont transmises à l'établissement financier (hors outil).
4	Réception du montant de la transaction	Fournisseur	Le fournisseur reçoit le paiement de la facture.
5	Réception de la facture	Acheteur	L'acheteur reçoit la facture de la part de son fournisseur.
6	Transmission du relevé d'opérations	Tiers	L'établissement transmet un relevé d'opérations au client (hors outil).
7	Rapprochement entre le relevé et la facture	Acheteur	Le client peut réaliser le rapprochement entre les factures reçues du fournisseur et le relevé d'opérations (hors outil).
8	Règlement du relevé d'opérations	Acheteur	L'acheteur effectue le règlement du relevé d'opérations (hors outil)
9	Informations de l'encaissement de la facture		
10	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	Le PPF envoie le statut « Encaissée » via un flux 6 (données de paiement à l'administration).
11	Réception du flux de données de paiement		

Dans le cadre d'une transaction B2B, le fonctionnement d'une carte logée revient au Cas n°2 : Facture déjà payée par l'acheteur ou un tiers désigné à la facturation au moment de l'émission de la facture.

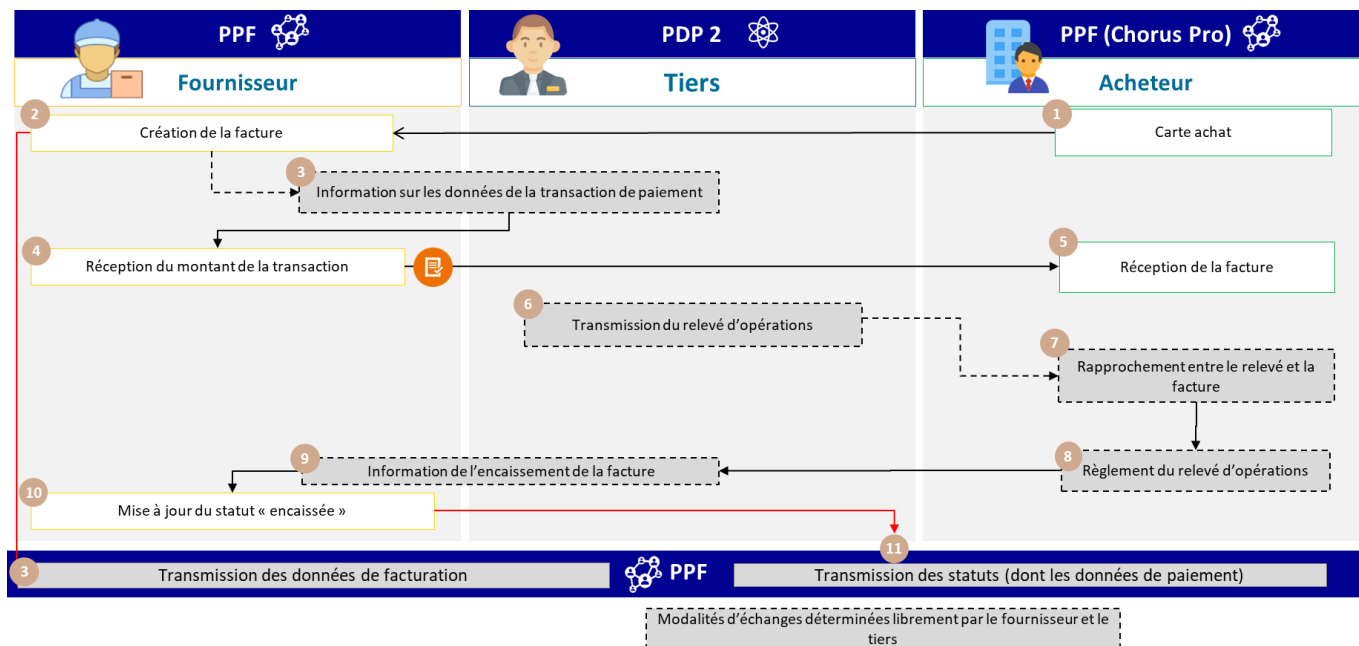


Figure 6 : Facture à la suite d'un achat avec carte logée

2.2.7 Cas n°8 à 10 : Factures à payer à un tiers (dont affacturage)

Focus sur la gestion de l'affacturage sur le PPF

L'affacturage est une opération de crédit au sens de l'article L. 313-1 du code monétaire et financier. Ce service financier réglementé, fourni par des établissements de crédit spécialisé ou des sociétés de financement, est fondé sur l'achat de créances commerciales. Le support juridique du transfert de créances du fournisseur au factor est la subrogation conventionnelle prévue par le code civil, la cession de créances professionnelles dite « cession Dailly » prévue par le code monétaire et financier ou la cession de créances prévue par le code civil. Quel que soit le support, le factor est propriétaire de la créance cédée.

Les services associés à l'affacturage se déclinent selon quatre cas résumés ci-après.

1^{er} cas : Le factor dispose d'un compte sur le PPF et le fournisseur et/ou l'acheteur ont choisi le PPF pour émettre ou recevoir la facture.

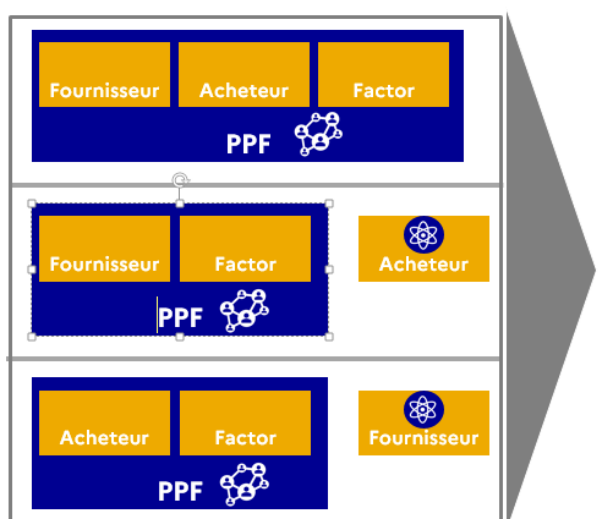


Figure 7 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 1)

- Le factor pourra consulter la facture et son cycle de vie :
 - Le factor pourra utiliser les solutions de portail / API (s'il a créé un raccordement) pour consulter la facture et son cycle de vie.
- Le factor pourra mettre à jour le cycle de vie (ajout de pièce jointe / encaissement) :
 - Le factor pourra utiliser les canaux portail / API (s'il a créé un raccordement) pour mettre à jour le cycle de vie ;
 - Le factor pourra utiliser le canal EDI ou API pour transmettre une mise à jour du cycle de vie, s'il a créé le raccordement idoine.
- Le PPF envoie une notification (mail) à l'ensemble des acteurs disposant d'un compte utilisateur dès qu'un évènement survient sur la facture (dépôt / changement de statut / affacturé / changement de factor) sans pour autant préciser le type d'évènement, charge aux acteurs concernés de venir consulter la facture pour prendre connaissance des détails de l'évènement
- Possibilité d'effectuer une recherche (avec des critères) par API (si un raccordement a été effectué)¹. En cas de changement sur les

¹ La solution d'abonnement est en cours d'étude.

factures visées par la recherche, le PPF transmettra un message API avec les données qui seront définis en sortie de l'API de recherche¹.

2^{ème} cas : Le factor ne dispose pas d'un compte sur le PPF mais le fournisseur et/ou l'acheteur ont choisi le PPF pour émettre ou recevoir la facture.



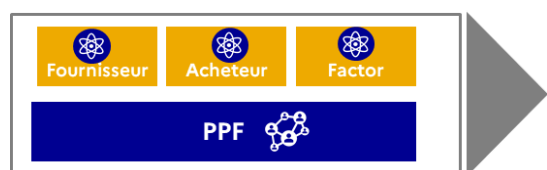
- La facture doit être envoyée par le fournisseur hors outil au factor.
- En fonction de l'offre de service de sa PDP, le factor pourra soit transmettre *via* cette dernière le statut « encaissée » au PPF pour la facture concernée, soit transmettre l'information au fournisseur qui se chargera d'enrichir le statut « encaissée ».

3^{ème} cas : Le factor dispose d'un compte sur le PPF mais ni le fournisseur ni l'acheteur n'ont choisi le PPF pour émettre ou recevoir sa facture.



- Le PPF recevra uniquement le flux 1 (données pour l'administration) de la PDP du fournisseur.
- La facture doit être envoyée par le fournisseur au factor hors outil.
- Le factor n'est pas informé des modifications sur la facture (cycle de vie).
- Le factor devra envoyer l'information relative à l'encaissement de la créance au fournisseur afin que ce dernier puisse enrichir le statut « encaissée » de la facture concernée

4^{ème} cas : Aucun des acteurs ne dispose d'un compte sur le PPF.



- Le PPF recevra uniquement le flux 1 de la PDP du fournisseur.
- Solution en fonction des offres de services des PDP.
- En fonction de l'offre de service de sa PDP, le factor pourra soit transmettre à la PDP du fournisseur le statut « encaissée » pour la facture concernée, soit transmettre l'information au fournisseur qui devra se charge d'enrichir le statut « encaissée ».

Conditions d'accès du factor aux factures affacturées :

- **En cas d'affacturage notifié à l'acheteur au moment de l'émission de la facture**, quel que soit le mode d'affacturage (subrogation, cession de créances code civil ou Dailly), le factor sera automatiquement informé par un mail de notification (à condition d'être abonné aux notifications) et aura accès à la facture.
- **En cas d'affacturage notifié à l'acheteur après émission de la facture**, quel que soit le mode d'affacturage (subrogation, cession de créances code civil ou Dailly), une action de l'émetteur fournisseur est indispensable, via la transmission d'un cycle de vie « affacturée » permettant d'informer d'un changement concernant la facture, donner le nom du factor et les coordonnées bancaires dans un bloc ad hoc. Le factor et le client pourront alors être informés par mail de notification. Pour mémoire, la facture n'est pas modifiée et le factor n'apparaît pas sur la facture.
- **En cas d'affacturage confidentiel, i.e. l'acheteur n'a pas été notifié, quel que soit le mode d'affacturage (subrogation, cession de créances code civil ou Dailly)**, seule une délégation par le fournisseur sur son compte sera possible afin que le factor reste « caché » aux yeux du client. Il sera notifié par mail dès l'activation de la délégation du fournisseur sur le périmètre qu'aura défini ce dernier.

Gestion de l'affacturage confidentiel :

- Dans ce cas, la facture transmise ne comporte pas de mention sur l'affacturage ;
- Si le fournisseur et le factor sont raccordés au PPF, le fournisseur pourra habiliter le tiers sur sa structure (à la maille structure ou service) afin que le factor puisse avoir accès à l'ensemble des factures qui auront été émises par cette structure/service. Ce dernier pourra mettre à jour le cycle de vie, au même titre que le fournisseur.

Changement de factor :

¹ La solution d'abonnement est en cours d'étude.

- Le fournisseur pourra déclarer un changement de factor à travers un cycle de vie ;
- Le factor initial, le nouveau factor et l'acheteur seront notifiés (par mail) de ce changement ;
- Le factor initial pourra uniquement continuer à consulter les factures et cycle de vie associés pour lesquels il était mentionné ;
- Le nouveau factor aura la possibilité de consulter les factures / transmettre des cycles de vie ;
- La facture n'est pas modifiée, le nouveau factor n'apparaîtra donc pas sur la facture.

2.2.7.1 Cas n°8 : Facture à payer à un tiers déterminé au moment de la facturation (affacturage, centralisation de trésorerie)

La facture doit être payée à un tiers déterminé lors de la facturation. La créance liée à la facture est cédée à une banque ou une société d'affacturage par le fournisseur dans le cadre d'un contrat.

En cas d'affacturage, les données relatives au paiement de la facture ne doivent être transmises que lorsque le factor a reçu le paiement par le client et non pas quand le fournisseur est payé par le factor (règle d'exigibilité de la TVA).

Pour la transmission des données de paiement, si elles sont exigibles, deux options sont possibles (en fonction des accords commerciaux entre le fournisseur et le factor) :

- **Option 8-1** : le **fournisseur** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement
- **Option 8-2** : le **tiers factor** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement

Les étapes du cas n°8, option 8-1 (le fournisseur transmet les données de paiement), sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture avec mention du factor	Fournisseur	Le factor est connu dès la création de la facture. Lors de l'envoi d'un flux de factures, utilisation du bloc BG-10 « BENEFICIAIRE » pour identifier le factor et le bloc BG-17 « VIREMENT » pour les éléments permettant de payer le factor dans le cas du virement. Le type de facture en BT-3 doit être valorisé à 393 (Facture affacturée). Un flux 1 est envoyé par la plateforme du fournisseur au PPF en parallèle du flux 2.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	
3	Réception de la facture	Plateforme Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture. L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie jusqu'au statut « paiement transmis » facultatif. Un flux cycle de vie est envoyé à la plateforme du fournisseur.
4	Traitement de la facture et mise à jour du statut jusqu'à « Paiement transmis »	Acheteur	
5	Paiement de la facture au factor et transmission du statut	Acheteur	
6	Réception du statut de facture	Fournisseur	Le flux cycle de vie envoyé par la plateforme de l'acheteur est réceptionné par la plateforme du fournisseur.
7	Encaissement de la facture	Tiers	Le tiers factor encaisse le paiement de la facture (hors outil).
8	Mise à jour du statut « encaissée » et transmission des données de paiement	Fournisseur	Le fournisseur met à jour au travers de sa plateforme le statut « encaissée » pour le compte du tiers factor si exigible. La plateforme du fournisseur transmet le flux <i>e-reporting</i> des données de paiement au PPF. La transmission au PPF pourrait être faite par la plateforme du TIERS si elle dispose des informations nécessaires et en fonction de l'offre commerciale de sa plateforme.
9	Réception du flux <i>e-reporting</i> données de paiement	PPF	Le PPF réceptionne le flux de données de paiement transmis par la plateforme du fournisseur
10	Réception du statut « encaissée »	Acheteur	La plateforme du fournisseur peut si son offre commerciale le permet envoyer un flux cycle de vie à la plateforme de l'acheteur.

L'option 8-1 peut être illustrée ainsi :

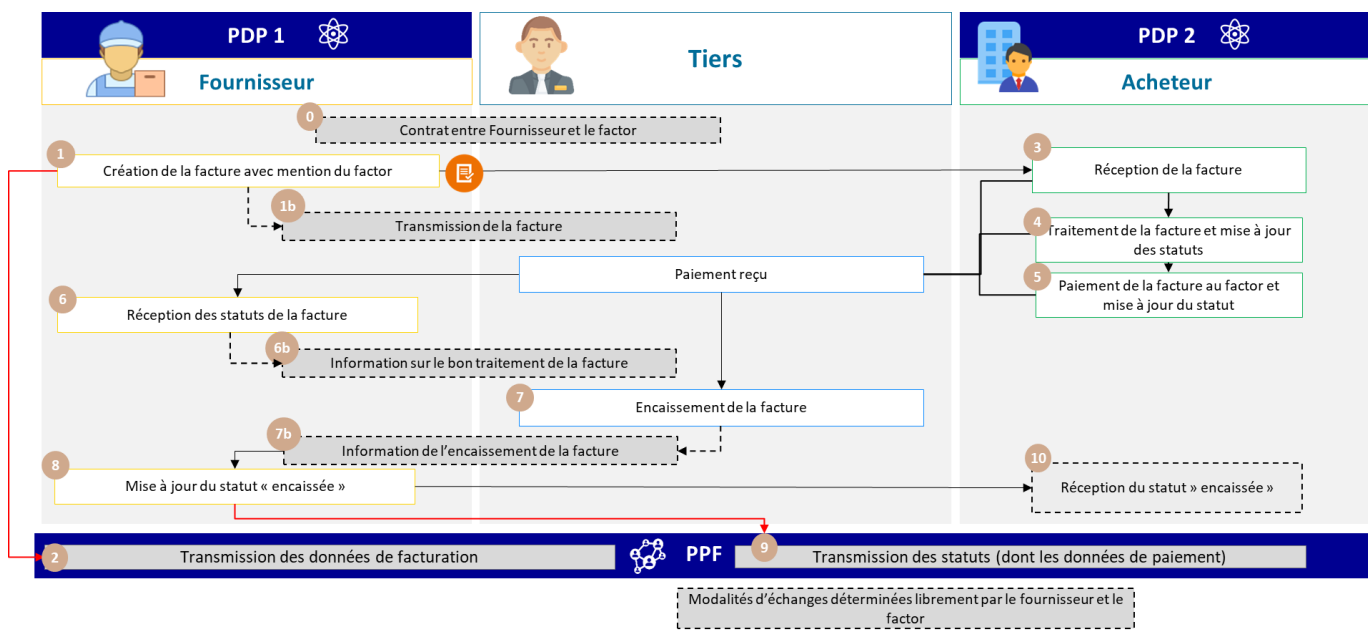


Figure 8 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 8.1)

En cas d'option 8-2, i.e. le **tiers factor** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement, les étapes sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture avec mention du factor	Fournisseur	Le factor est connu dès la création de la facture. Lors de l'envoi d'un flux, utilisation du bloc BG-10 « BENEFICIAIRE » pour identifier le factor et le bloc BG-17 « VIREMENT » pour les éléments permettant de payer le factor dans le cas du virement. Le type de facture en BT-3 doit être valorisé à 393 (Facture d'affacturage). Un flux 1 est envoyé par la plateforme du fournisseur au PPF en parallèle du flux 2.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	
3	Réception de la facture	Acheteur	
4	Traitement de la facture et mise à jour du statut jusqu'à « Paiement transmis »	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture. L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie jusqu'au statut « paiement transmis » facultatif. Un flux cycle de vie est envoyé à la PDP du fournisseur.
5	Païement de la facture au factor et transmission du statut	Acheteur	
6	Réception du statut de facture	Fournisseur	Le flux cycle de vie envoyé par la plateforme de l'acheteur est réceptionné par la plateforme du fournisseur.
7	Encaissement de la facture	Tiers	Le tiers factor encaisse le paiement de la facture (hors outil).
8	Réception du flux <i>e-reporting</i> données de paiement	Tiers	La plateforme du tiers factor transmet le flux <i>e-reporting</i> de paiement au PPF. <u>/!\</u> : sur le plan juridique, l'obligation de transmission des données de paiement repose sur le fournisseur.

L'option 8-2 peut être illustrée ainsi :

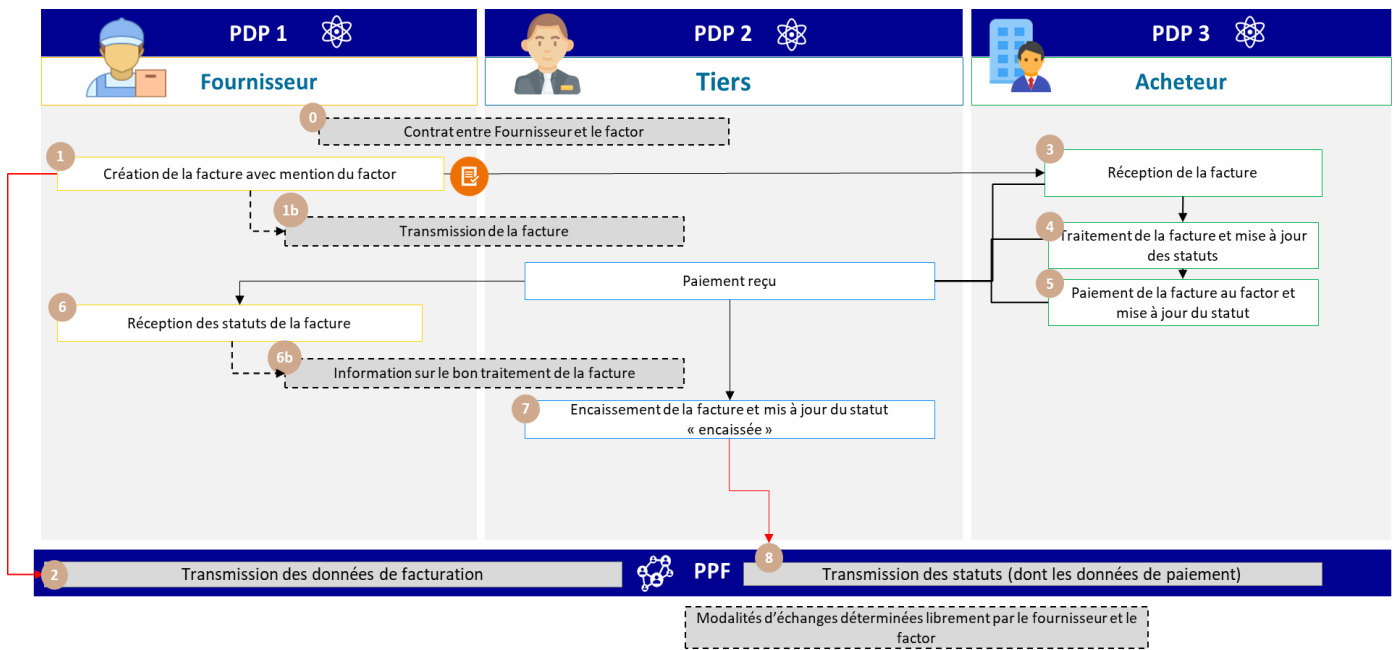


Figure 9 : Facture à payer à un tiers désigné à la facturation (Option 8.2)

Les spécificités des données et règles de gestion associées au cas n°8 sont :

- Le factor doit être renseigné dans le bloc BG-10 « BENEFICIAIRE » ;
- Les éléments permettant de payer le factor pour un virement dans le bloc BG-17 « VIREMENT » ;
- Le type de facture en BT-3 doit être valorisé à 393 (Facture affacturée).

Les spécificités du cycle de vie ou processus associés sont :

- Transmission du flux 2 par la PDP du fournisseur vers la PDP de l'acheteur ;
- Génération et transmission du flux 1 au PPF (cas du circuit C) ;
- Pour la transmission du flux *e-reporting* des données de paiement, selon l'option contractuelle entre le fournisseur et le tiers :
 - Option 8-1 : le **fournisseur** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement ;
 - Option 8-2 : le **tiers factor** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement.

Plus généralement, sur le cas n°8, les services offerts par le PPF sont :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;
- Les acteurs qui sont raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.7.2 Cas n°9 : Facture à payer à un tiers connu au moment de la facturation, qui gère aussi la commande / la réception, voire la facturation (Distributeur / Dépositaire)

Ce cas est traité de la même façon que le cas n°8. Les différents rôles (commande, réception, facturation) pourront être ajoutés dans le flux de facture (flux 2) en tant que de besoin. Ils n'ont pas d'incidence sur les données à adresser à l'administration (flux 1).

Il est possible de se référer au schéma du cas n°8 « Facture à payer à un Tiers désigné à la facturation (affacturage, centralisation de trésorerie) ».

2.2.7.3 Cas n°10 : Facture à payer à un factor inconnu à la création de la facture (cas de la subrogation)

La facture est à payer à un tiers, non connu à la création de la facture (ex. factor inconnu). Un contrat doit être établi entre le fournisseur et le tiers, avant que celui-ci ne puisse être déclaré à l'acheteur. L'encaissement de la facture est

effectué par le tiers. Le fournisseur a la charge de mettre à jour le statut d'encaissement et transmettre les données de paiement au PPF.

Les étapes du cas n°10 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture avec mention du factor	Fournisseur	Le factor est inconnu à la création de la facture. Un flux 1 est envoyé par la plateforme du fournisseur (PPF dans l'exemple).
2	Transmission des données du flux 1	PPF	
3	Réception de la facture	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture. L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie avant le statut « paiement transmis » facultatif.
4	Traitement de la facture et mise à jour du statut avant « Paiement transmis »		
5	Subrogation	Fournisseur	L'information de subrogation sera transmise au destinataire via un cycle de vie (flux 6). NB: Les modalités pour traiter la subrogation depuis le PPF sont détaillées dans le chapitre <i>Cycle de vie</i> « Subrogation » du Dossier des spécifications externes – Dossier Général.
5b	Information sur la subrogation et le bon traitement de la facture	Fournisseur	
6	Réception de la subrogation	Acheteur	
7	Paiement de la facture au factor et transmission du statut	Acheteur	Une fois que l'acheteur a payé le tiers de la facture, ce dernier encaisse le paiement. L'information de cette action est faite en fonction de l'offre commerciale des plateformes.
8	Encaissement de la facture	Tiers	
8b	Information sur le bon traitement de la facture	Fournisseur	Le tiers met à jour à travers sa plateforme le statut de réception de la facture.
9	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	Le fournisseur met à jour au travers de sa plateforme (PPF dans l'exemple) le statut « encaissée » pour le compte du tiers factor. La plateforme du fournisseur envoie en conséquence le flux <i>e-reporting</i> de paiement pour déclaration à l'administration.
9b	Information de l'encaissement de la facture	Fournisseur	
10	Réception du flux <i>e-reporting</i> données de paiement	PPF	La transmission au PPF pourrait être faite par la plateforme du TIERS si elle dispose des informations nécessaires et en fonction de l'offre commerciale de sa plateforme.
11	Réception du statut « encaissée »	Acheteur	En fonction de l'offre commerciale de la plateforme, le client peut être informé du statut « encaissée ».

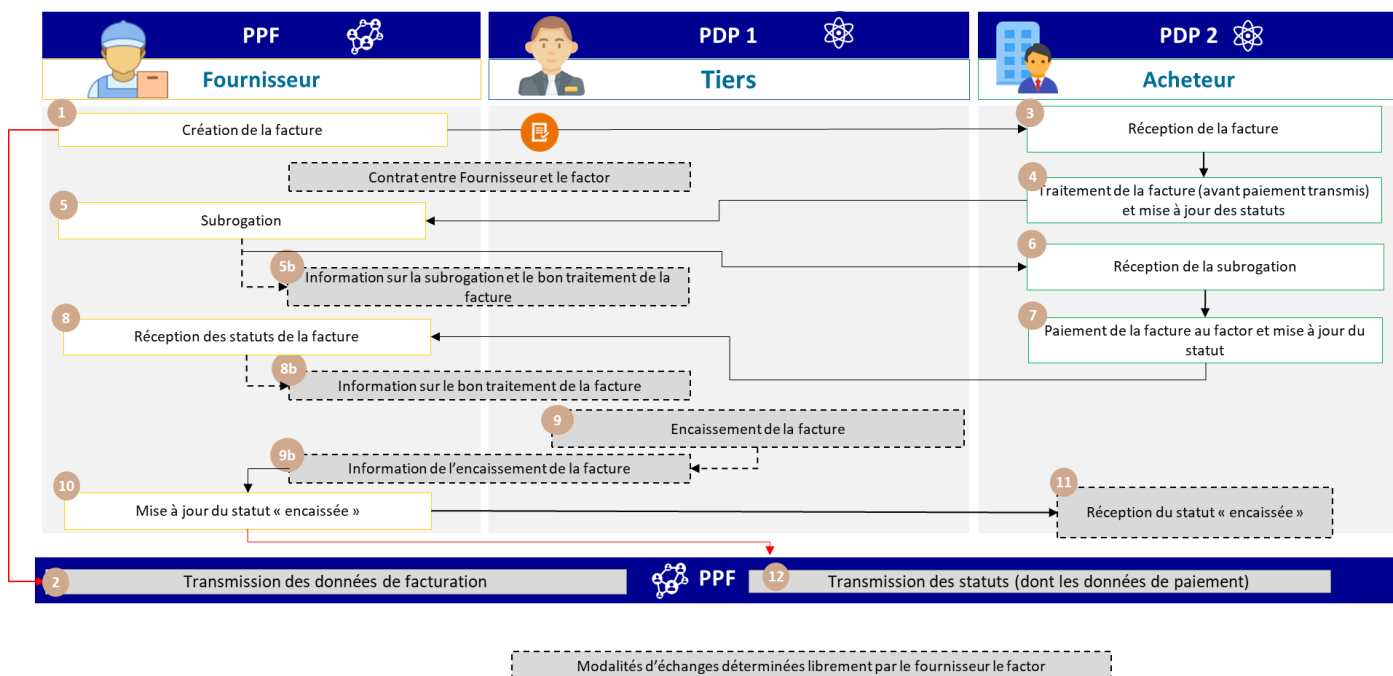


Figure 10 : Facture à payer à un tiers inconnu à la facturation

Les spécificités du cycle de vie ou process associées sont :

- Transmission du flux 1 par la plateforme du fournisseur (PPF dans l'exemple) ;

- Pour la transmission du flux *e-reporting* des données de paiement, 2 options sont possibles (en fonction des accords commerciaux entre le fournisseur et le factor) :
 - Option 1 : le **fournisseur** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement ;
 - Option 2 : le **tiers (ex. factor)** transmet le flux *e-reporting* des données de paiement.

Les services offerts par le PPF sont :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;
- Les acteurs qui sont raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.8 Cas n°11 : Facture avec « Adressée à » différent de l'acheteur

Ce cas de gestion permet de couvrir le cas métier d'un tiers (ex. une société de gestion) qui gèrerait les factures d'une entreprise. La facture est libellée au nom de l'acheteur assujetti (dont les opérations relèvent de la facturation électronique) mais adressée à un tiers.

Le PPF assurera l'adressage de ces factures aux tiers assujettis présents dans l'annuaire.

Les étapes du cas n°11 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture	Fournisseur	La facture est créée par le fournisseur et est transmise par sa plateforme (PPF dans l'exemple) à la plateforme du tiers (plateforme) désigné dans le bloc « ADRESSEE A ». Un flux 1 est envoyé parallèlement par la plateforme du fournisseur pour déclaration à l'administration fiscale.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	
3	Réception de la facture	Tiers	La plateforme du tiers met à disposition du tiers, la facture.
4	Traitement de la facture et mise à jour du statut avant « Paiement transmis »		Le tiers traite sa facture selon les modalités du cycle de vie avant le statut « paiement transmis » (facultatif).
5	Paiement de la facture au fournisseur et transmission du statut		Lorsque le paiement est réalisé par le tiers à qui est adressée la facture, ce tiers peut également être renseigné dans le bloc PAYEUR (EXT-FR-FE-BG-02). Dans ce cas, il peut mettre à jour s'il le souhaite le statut « paiement transmis ».
6	Réception des statuts de la facture	Plateforme Fournisseur	La plateforme (PPF dans l'exemple) du fournisseur lui met à disposition les statuts de la facture.
6b	Information sur le traitement de la facture	Acheteur	Selon le contrat entre l'acheteur et le tiers, l'acheteur peut recevoir l'information du bon traitement de la facture (Hors outil).
7	Paiement de la facture	Acheteur ou Tiers	L'acheteur (ou le tiers à qui est adressée la facture le cas échéant) procède au paiement de la facture (hors outil).
7b	Information sur la réalisation du paiement (si par le tiers)	Tiers	Si facture payée par le tiers, ce dernier peut informer l'acheteur et le fournisseur du paiement de la facture (hors outil)
8	Encaissement de la facture		Le fournisseur encaisse le paiement de l'acheteur (ou du tiers) (hors outil).
9	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	Le fournisseur met à jour au travers de sa plateforme le statut « Encaissée » si exigible.
10	Transmission des encaissements	Plateforme Fournisseur	Concomitamment le statut « Encaissée » est transmis par la plateforme du fournisseur à la plateforme de l'acheteur (ou du tiers) pour être mis à disposition de l'acheteur (ou du tiers). La plateforme du fournisseur transmet les données de paiement à l'administration fiscale.
11	Transmission des données de paiement	Plateforme Fournisseur	
10b	Transmission des encaissements	Tiers	Selon le contrat entre le tiers et l'acheteur, la plateforme du tiers peut transmettre l'information du statut « Encaissée » à l'acheteur (Hors outil)

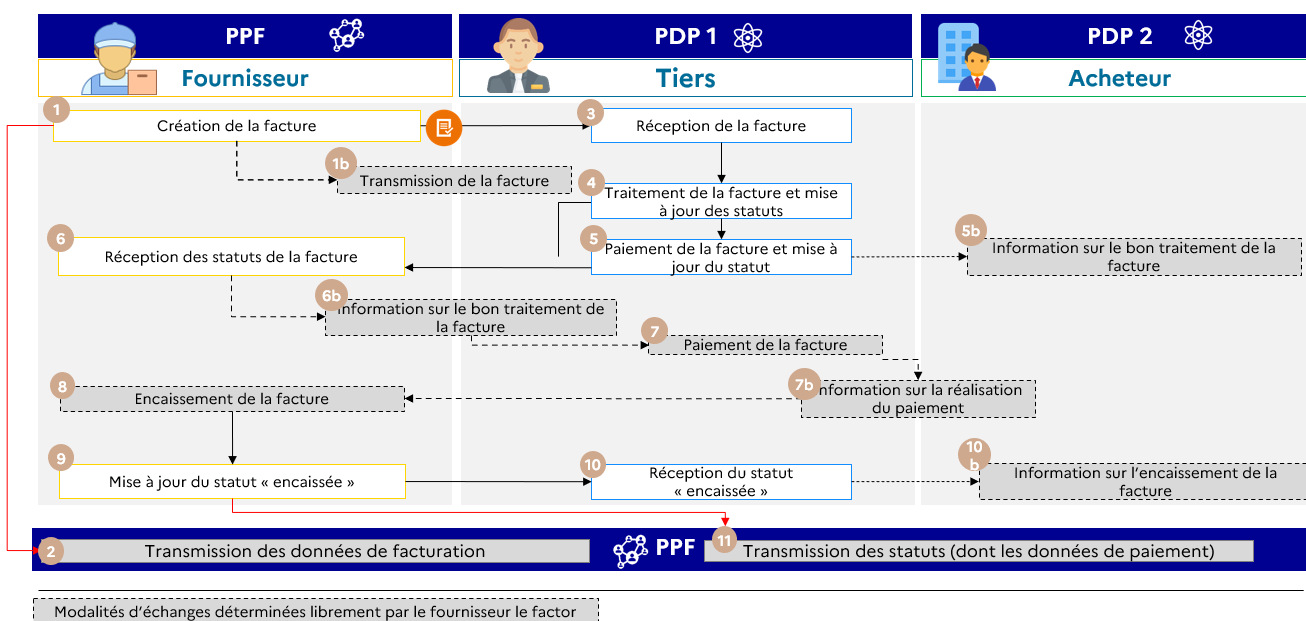


Figure 11 : Facture avec « Adressée à » différent de l'acheteur

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- L'acheteur doit être renseigné dans le bloc de l'acheteur (BG-7) ;
- L'entité à qui est envoyée la facture doit être renseignée dans un nouveau bloc « ADRESSEE A » (EXT-FR-FE-BG-04). Si l'entité à qui est envoyée la facture doit également payer la facture, alors cette entité peut être également renseignée dans le bloc « PAYEUR (EXT-FR-FE-BG-02) [cf cas 3 pour détail] ;
- La facture sera transmise uniquement à « l'adressée à » (sauf si cet acteur n'est pas présent dans l'annuaire) ;
- L'acheteur pourra accéder à la facture et mettre à jour son statut sur le PPF, à condition de posséder un compte actif dessus.

Les spécificités du cycle de vie ou process :

- Transmission du flux 1, et de l'*e-reporting* données de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur.

Les services offerts par le PPF :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;
- Les acteurs qui sont raccordés au PPF seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture pour les utilisateurs étant abonnés aux notifications du portail public de facturation

2.2.9 Cas n°12 : Intermédiaire transparent gestionnaire de facture pour son commettant acheteur

L'intermédiaire transparent, au sens de la TVA, joue un rôle d'entremise entre deux personnes dans la négociation de contrat et le démarchage de fournisseurs ou clients.

Au regard de la TVA, l'intermédiaire transparent est réputé agir pour le compte et au nom d'autrui.

Il apparaît comme le représentant du commettant dans ses relations avec les tiers cocontractants (BOI-TVA-CHAMP-10-10-40-40, § 20).

Dans la pratique, le commettant peut être le fournisseur ou le client.

Le schéma de facturation prévu en principe pour les intermédiaires transparents fait état d'au moins deux factures :

- **Une facture établie par l'intermédiaire au titre de sa prestation d'intermédiation (PS).**

Les opérations d'entremise pour ce type d'intermédiaire sont considérées comme des prestations de services indépendantes de la prestation objet de l'entremise elle-même (BOI-TVA-CHAMP-10-10-40-40, §40). Dès lors, les prestations d'entremise suivent leur propre régime en matière de TVA et doivent faire l'objet d'une facture.

- **Une facture établie par le fournisseur/prestataire libellée au nom du client.**

Par principe, la facture principale est libellée par le fournisseur au nom du destinataire du bien ou du service.

Dès lors que la facture principale et la facture d'entremise sont émises entre deux assujettis établis en France, elles entrent dans le champ de la facturation électronique et transitent entre la plateforme du fournisseur/prestataire et celle du destinataire :

- La facture principale transite directement de l'émetteur au destinataire *via* les plateformes choisies,
- Les données de facturation seront transmises par la plateforme de l'émetteur de la facture.

Si l'intermédiaire transparent agit aussi en tant que gestionnaire des factures du commettant acheteur, i.e. en réception des factures pour le compte du client, afin que l'intermédiaire reçoive directement les factures pour son compte, le bloc « ADRESSEE A » permettra, le cas échéant, d'indiquer sur la facture un tiers différent du client acheteur. Si le commettant est sur le PPF, il aura à disposition la facture (sauf accès en EDI).

Dans ce cas, en cas d'envoi par l'intermédiaire d'un compte rendu de facturation ou d'une facture récapitulative à l'acquéreur, ces documents seront hors champ de la facturation électronique et devront être transmis hors outil.

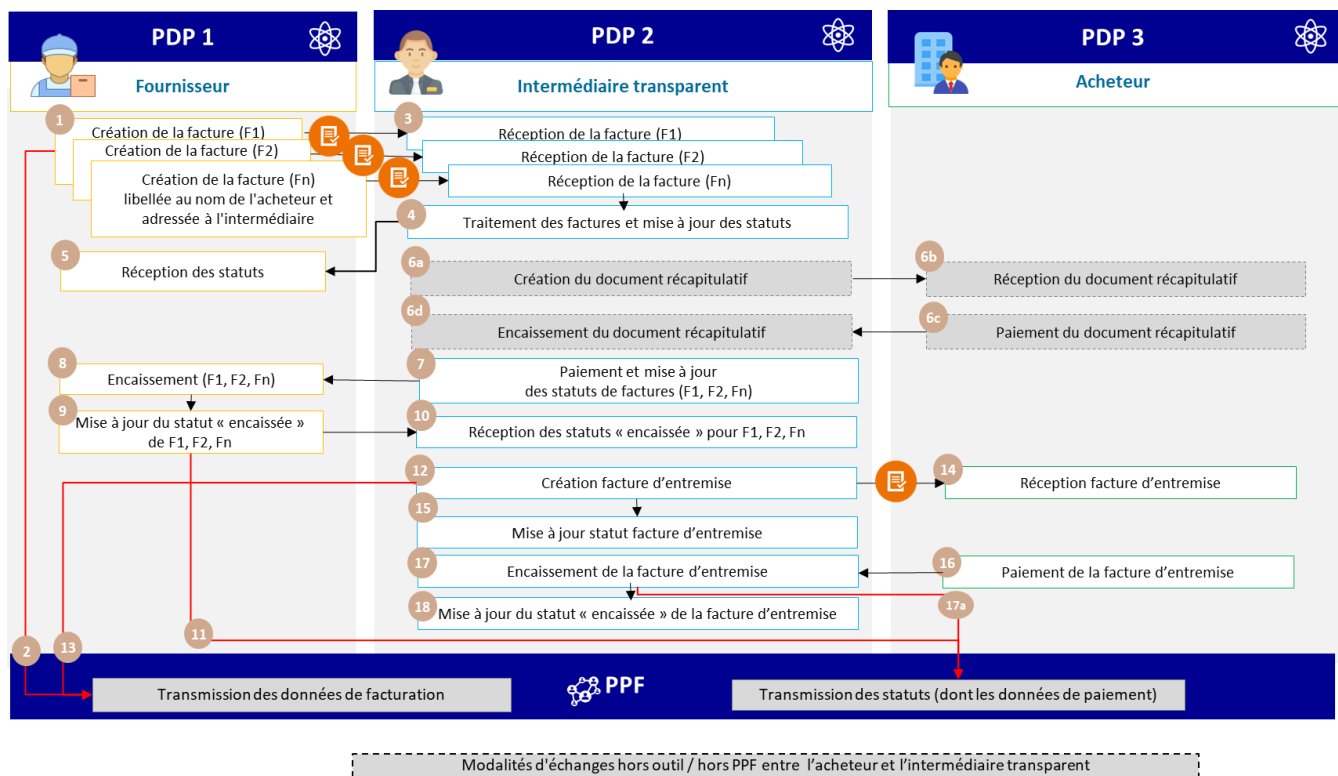


Figure 12 : Intermédiaire transparent

2.2.10 Cas 13 et 14 : Cas de la sous-traitance et co-traitance (B2B/B2G)

Liminaire : cette partie traite uniquement des cas de sous-traitance et co-traitance qui ne relèvent pas de la fonctionnalité « Facture de travaux » prévue en B2G sur Chorus Pro, ce principe de fonctionnement demeure avec la mise en œuvre de la réforme.

Les marchés privés de travaux (B2B) doivent donner lieu à une facture électronique classique par le biais des plateformes (PPF ou PDP). Ainsi, seule la facture de travaux comportant toutes les mentions obligatoires devra être transmise sous forme électronique, les projets de décompte devant circuler en dehors de l'outil « facturation électronique » ou être joint à la facture (comme décrit par exemple en figure 16).

2.2.10.1 Présentation générale du traitement de la sous-traitance

En cas de recours à la sous-traitance en B2B/B2G, deux factures distinctes doivent être traitées dans le cadre de la facturation électronique :

- Le sous-traitant transmet une facture (F1) à l'entreprise principale (fournisseur). Si l'opération ouvre droit à l'autoliquidation de la TVA, le sous-traitant doit inscrire sur sa facture la mention « autoliquidation de la taxe par le preneur » ; sinon elle mentionne le montant de TVA due sur le montant de sa prestation ;

- L'entreprise principale / titulaire transmet une facture (F2) à l'acheteur du montant total des prestations et/ou des biens. La facture F2 mentionne la TVA due sur le montant HT total (prestation titulaire + prestation sous-traitant).

Le traitement de ces factures ne requiert pas de modalités spécifiques ; elles seront traitées comme des factures classiques. En cas de paiement direct de l'acheteur au sous-traitant, les modalités de prise en compte de ce paiement diffèrent selon que l'on est en B2B ou B2G (voir ci-dessous cas 13).

2.2.10.2 Cas n°13 : Facture à payer par un tiers (cas de sous-traitance avec paiement direct ou délégation de paiement)

Le cas de gestion n°13 couvre le cas métier d'un sous-traitant qui, dans le cadre d'un marché, transmet une facture au fournisseur mais avec un paiement direct par l'acheteur au sens du code de la commande publique (B2G) ou par délégation dans le cadre des marchés privés (B2B).

2.2.10.2.1 *Cas de sous-traitance avec délégation de paiement*

Dans le cadre des marchés privés, l'acheteur peut payer directement le sous-traitant par délégation de paiement de l'entrepreneur (article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 (titre II)). La validation par le titulaire n'étant pas encadrée par les textes, elle doit être prévue contractuellement. Il est également possible de prévoir une validation tacite dans les documents particuliers du marché.

En cas de délégation de paiement (à différencier du cas du paiement direct en B2G avec envoi d'une demande de paiement cf 2.2.10.2.2), le sous-traitant émettra une facture (F1) à destination de l'entreprise principale / titulaire du marché. Le cadre de facturation à utiliser peut-être le cadre « classique » S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service) ou le cadre S5 (Dépôt par un sous-traitant d'une facture de prestation de service). Le bloc « EXT-FR-FE-BG-02 - PAYEUR DE LA FACTURE » (cf. cas n°3 des spécifications externes) pourra être utilisé et complété dans la facture F1 (entre le sous-traitant et le titulaire) pour indiquer le paiement par l'acheteur final - maître d'ouvrage (destinataire de la facture F2 de l'entreprise principale).

Comme indiqué au 2.2.10.1., deux factures sont émises :

- Une première facture (F1) du sous-traitant pour le titulaire pour sa prestation (figure 13) ;
- Une deuxième facture (F2) du titulaire à l'acheteur pour la prestation globale (y compris les prestations réalisées par le sous-traitant) (figure 14).

L'information concernant le paiement du sous-traitant par l'acheteur est mentionnée par le cadre de facturation S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service) ou S5 (Dépôt par un sous-traitant d'une facture de prestation de service (avec validation tacite) et par le bloc PAYEUR de la facture du sous-traitant.

Facture F1 :

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont, pour la facture F1 :

- BG-4 (vendeur) : sous-traitant ;
- BG-7 (acheteur) : entreprise principale / titulaire ;
- EXT-FR-FE-BG-02 (PAYEUR DE LA FACTURE) : maître d'ouvrage / acheteur ;
- Montant total de la Facture (BT-112) : montant de la prestation réalisée par le sous-traitant ;
- BT-23 : S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service) ou S5 (Dépôt par un sous-traitant d'une facture de prestation de service (avec validation tacite)).

Les étapes du cas de gestion sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1-2	Création de la facture libellée au nom de l'acheteur à destination du titulaire	Sous-traitant	Le sous-traitant transmet une facture (F1) couvrant sa prestation à l'entreprise principale / titulaire. La plateforme transmet le flux 1 de la facture à destination du PPF
3-3a-3b	Réception de la facture	Entreprise principale / Titulaire	La facture (F1) est mise à disposition de l'entreprise principale / titulaire. 2 options sont possibles :

			<ol style="list-style-type: none"> (3a) - Le titulaire « APPROUVE » la facture ou elle sera approuvée tacitement (*). (3b) - Le titulaire « REFUSE » la facture, avec un commentaire obligatoire motivant son refus (**). <p>(*) : Si le fournisseur choisit le cadre de facturation S5, en l'absence de refus exprès au bout de 15 jours après la mise à disposition de la facture, celle-ci sera validée tacitement avec un commentaire générique afin de prévenir le destinataire de cette validation tacite.(**): La liste des motifs de refus sont disponibles dans l'annexe « <i>Annexe 7 – Règles de gestion</i> »</p>
4	Transmission du cycle de vie	Plateforme du titulaire	La plateforme met à disposition un flux de cycle de vie au sous-traitant.
4b	Transmission du cycle de vie	Plateforme du titulaire	La plateforme de l'entreprise principale / Titulaire doit mettre à disposition la facture F1 auprès de l'acheteur (en fonction de l'offre commerciale des plateformes).
5	Paiement de la facture	Acheteur Maître d'ouvrage	L'acheteur effectue le paiement de la facture F1.
6	Réception des statuts de facture	Sous-traitant	<p>Le sous-traitant réceptionne le statut de la facture F1 et enregistre l'encaissement par le biais du statut « encaissée » (sauf en cas d'autoliquidation de la TVA).</p> <p>La plateforme du sous-traitant transmet les données de paiement au PPF et transmet parallèlement à l'entreprise principale / titulaire un cycle de vie de l'encaissement.</p>
7-7b-8	Mise à jour du statut « encaissée »		

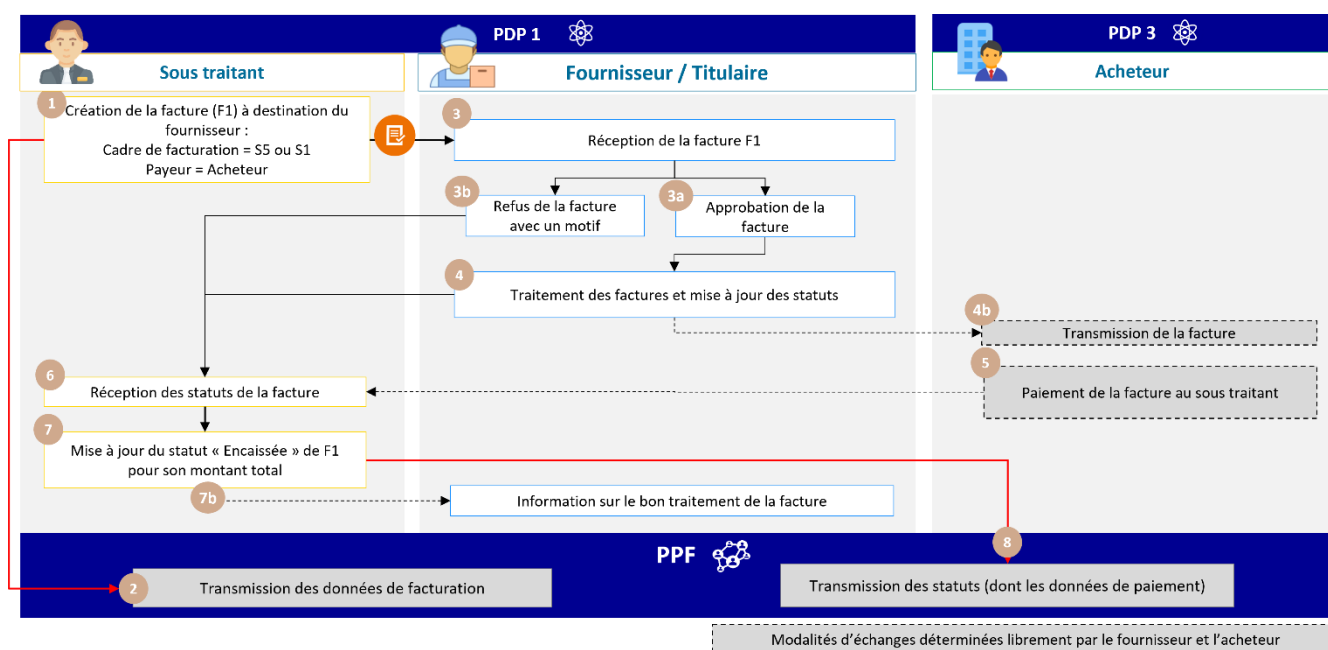


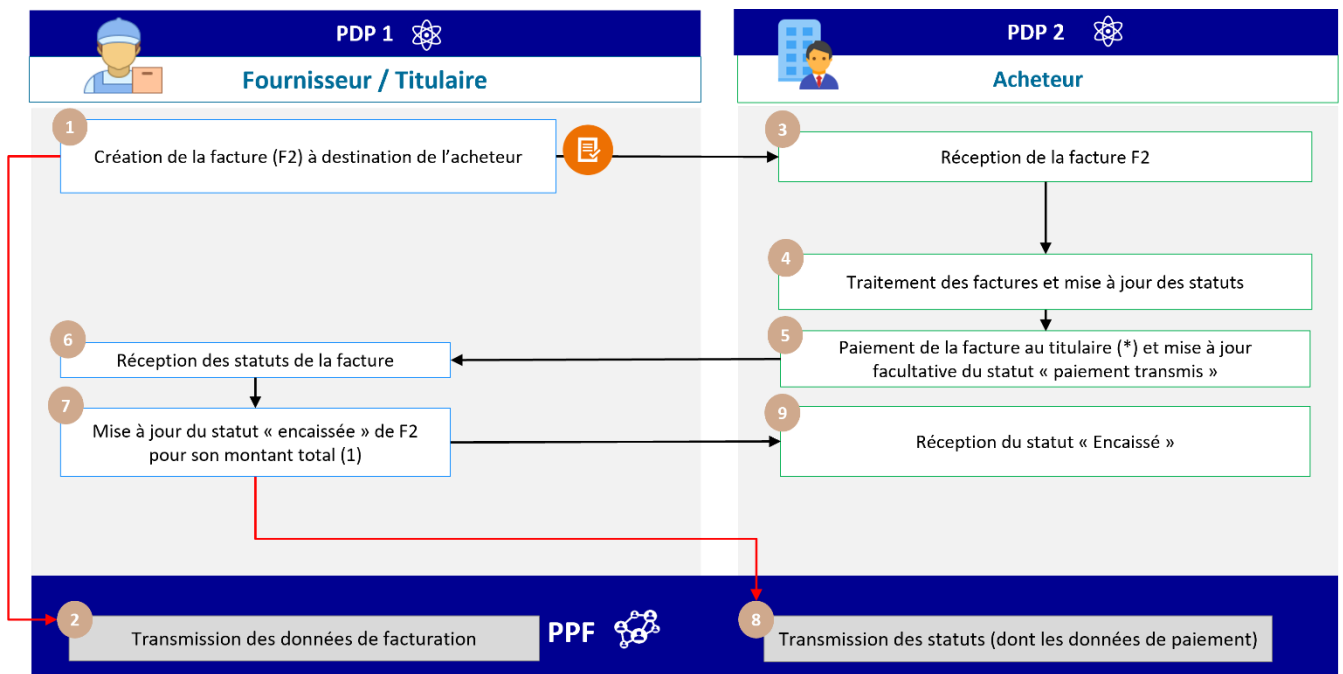
Figure 13 : Facture de sous-traitance (F1) à payer par un tiers
(cas de sous-traitance avec délégation de paiement)

Facture F2 :

Les spécificités pour la facture F2 sont les mêmes que pour une facture classique. En revanche, le montant total de la Facture (BT-112) doit être égale au montant de la prestation de l'entreprise principale / titulaire + celle du sous-traitant.

Les étapes du cas de gestion sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1-2	Création de la facture libellée au nom de l'acheteur	Entreprise principale / Titulaire	Le titulaire transmet une facture (F2) couvrant sa prestation et celle du sous-traitant. La plateforme transmet le flux 1 de la facture à destination du PPF
3	Réception de la facture	Entreprise principale / Titulaire	La plateforme de l'acheteur met à disposition de l'acheteur la facture (F2) pour contrôle. L'acheteur traite la facture et met à jour les statuts.
4	Transmission du cycle de vie	Plateforme	La plateforme met à disposition un flux de cycle de vie au fournisseur / Titulaire
5	Païement de la facture	Acheteur / Maître d'ouvrage	L'acheteur effectue le paiement de la facture (F2) pour le montant restant (prestation de l'entreprise principale).
6	Réception des statuts de facture	Entreprise principale / Titulaire	L'entreprise principale / titulaire réceptionne le statut de la facture (F2) et doit enregistrer l'encaissement TOTAL (même le montant payé au sous-traitant) par le biais du statut « encaissée ». La plateforme du fournisseur / Titulaire transmet les données de paiement au PPF et transmet parallèlement à l'acheteur un cycle de vie de l'encaissement.
7-7b-8	Mise à jour du statut « encaissée »		



(1) Le paiement est diminué du montant payé directement au sous-traitant.

Modalités d'échanges déterminées librement par le fournisseur et le tiers

Figure 14 : Facture principale F2 du titulaire à l'acheteur final
(cas de sous-traitance avec délégation de paiement)

2.2.10.2.2 Cas de sous-traitance avec paiement direct (uniquement en B2G)

Est ainsi prévu par le code de la commande publique (article L.2193-10) et la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 (titre II), le paiement direct en matière de sous-traitance. Il s'applique aux marchés publics et aux marchés passés par les entreprises publiques qui ne sont pas des acheteurs soumis au code de la commande publique. Lorsque le sous-traitant d'un titulaire de marché est admis au paiement direct, il doit être payé directement par la personne publique pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Une validation de la demande de paiement par le titulaire du marché dans un délai de 15 jours est nécessaire. A défaut, cette validation (accord) est considérée comme tacite (articles R.2193-12 et R.2193-13 du code de la commande publique).

En cas de sous-traitance dans le cadre de marchés publics (hors fonctionnalités factures travaux et mémoires frais de justice), le titulaire « accepte » la demande de paiement du sous-traitant, qui est transmise dans tous les cas à l'acheteur (destinataire public). En cas de sous-traitance en B2G, 3 documents sont donc émis et seront traités électroniquement :

- Une facture B2B (sous-traitant à l'entreprise principale / titulaire) :
 - Cadre de facturation = S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service) ou S5 (Dépôt par un sous-traitant d'une facture de prestation de service)
 - Génération d'un flux de données réglementaire (Flux 1)
 Voir Figure 13 : Facture de sous-traitance (F1) à payer par un tiers
- Une facture B2G (Entreprise Titulaire à l'acheteur public) :
 - Cadre de facturation = S1 (Dépôt d'une facture de prestation de service)
 - Génération d'un flux de données réglementaire (Flux 1)
 Voir Figure 14 : Facture principale (F2) du titulaire à l'acheteur final
- Une demande de paiement du sous-traitant à l'acheteur public :
 - Cadre de facturation = S3 (Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct)
 - Pas de génération du flux de données réglementaire (Flux 1)
 Voir Figure 15 : Demande de paiement avec paiement direct de l'acheteur public au sous-traitant

Pour la demande de paiement du sous-traitant vers l'acheteur public en cas de paiement direct du sous-traitant, un cadre de facturation spécifique à la commande publique est prévu : le cadre S3 (Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct) (voir Figure 15).

Les spécificités des données et règles de gestion associées à la demande de paiement sont :

- BT-23 : S3 (Dépôt d'une demande de paiement de sous-traitance avec paiement direct) :
 - Les contrôles factures B2B ne seront pas réalisés sur la demande paiement car ce document n'est pas une facture. En revanche, l'ensemble des contrôles propres au B2G seront bien réalisés (ISO à ceux de Chorus PRO)
 - Possibilité d'ajouter son attestation de paiement direct en pièce jointe (BG-24)
- ⇒ Pas de génération de flux 1 sur ce document
- ⇒ Pas de *e-reporting* de paiement (Les informations concernant la TVA seront transmises à partir de la facture entre le sous-traitant et l'entreprise principale / titulaire).
- BG-4 : sous-traitant ;
- BG-7 : acheteur (destinataire public) ;
- EXT-FR-FE-BG-03 (AGENT DE VENDEUR) : entreprise principale/titulaire ;
- Montant total de la Facture (BT-112) : montant de la demande de paiement par le sous-traitant.

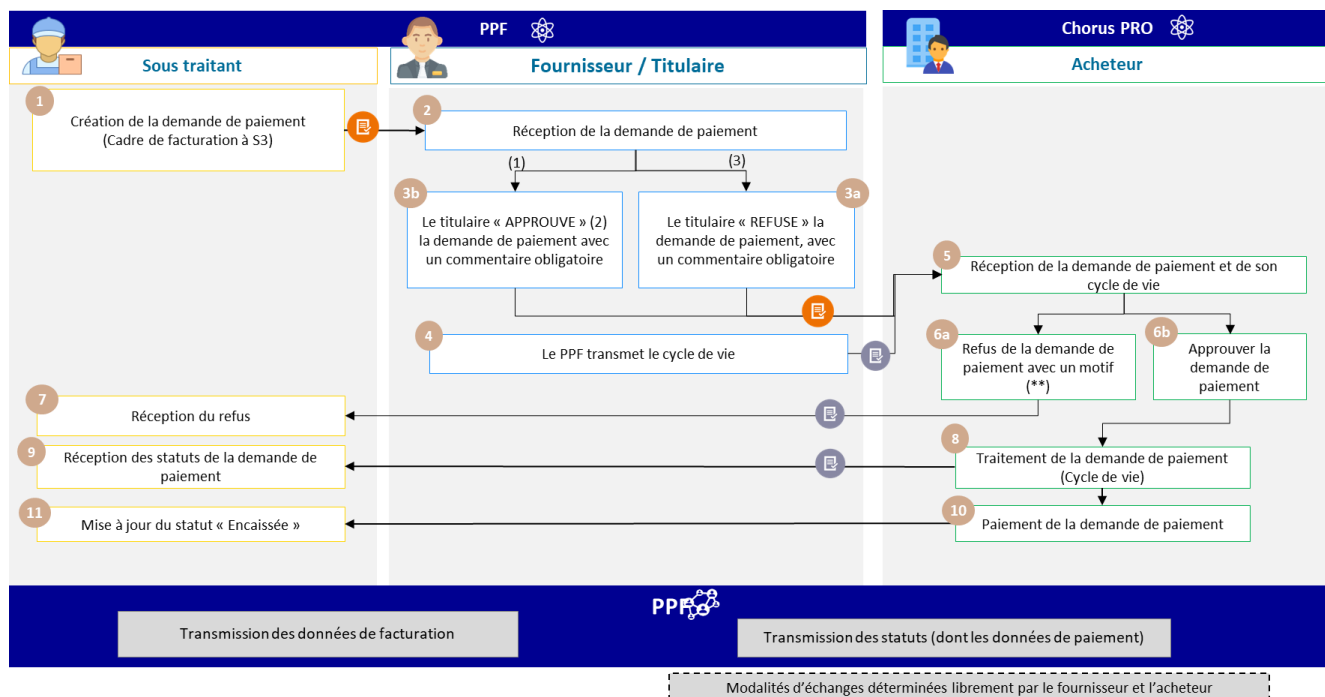
Les étapes du cas de gestion sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la demande de paiement libellée au nom de l'acheteur à destination du titulaire	Sous-traitant	Le sous-traitant transmet une demande de paiement couvrant sa prestation à l'entreprise principale / titulaire. Le PPF ne génère pas de flux 1 pour les demandes de paiement (cadre de facturation à S3).
2-3a-3b	Réception de la demande de paiement	Entreprise principale / Titulaire	La demande de paiement est mise à disposition de l'entreprise principale / titulaire. Plusieurs cas de figure possibles : 1. Le titulaire « APROUVE » la demande de paiement avec un commentaire obligatoire qui permet d'ajouter

			<p>des informations pour le destinataire public (cf. R.2193-12 du code de la commande publique)</p> <p>2. Le titulaire « REFUSE » la demande de paiement, avec un commentaire obligatoire, qui permet d'ajouter des informations pour le destinataire public</p> <p>3. Le titulaire ne traite pas la demande de paiement dans les 15 jours après sa mise à disposition. Dans ce cas, elle sera validée tacitement avec un commentaire générique afin de prévenir le destinataire public de cette validation tacite (cf. article R.2193-13 du code de la commande publique).</p> <p>Pour tous les cas, le PPF transmet la demande de paiement à Chorus PRO.</p>
4	Transmission du cycle de vie	PPF	Le PPF transmet un flux de cycle de vie à Chorus PRO
5	Réception de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Chorus PRO met à disposition du destinataire public la demande de paiement.
6a	Refus de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	<p>Le destinataire public peut également refuser la demande de paiement (avec un commentaire obligatoire).</p> <p>Dans ce cas, Chorus PRO transmet un flux de cycle de vie au PPF pour mise à disposition du sous-traitant et de l'entreprise principale / titulaire du refus.</p> <p>Ces acteurs seront également notifiés du refus s'ils sont abonnés.</p>
6b	Approbation de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Le destinataire public approuve la demande de paiement.
7	Réception du refus	Sous-traitant Titulaire	Les 2 acteurs sont informés du refus et le sous-traitant peut renvoyer une nouvelle demande de paiement.
8-9	Traitement des statuts de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	L'acheteur peut faire évoluer les statuts de la demande de paiement qui seront transmis au PPF pour mise à disposition des 2 acteurs de la demande de paiement.
10	Paiement de la demande de paiement	Acheteur / Maître d'ouvrage	Le destinataire public effectue le paiement de la demande de paiement et appose le statut « paiement transmis » afin d'en informer les 2 acteurs.
11	Encaissement de la demande de paiement	Sous-traitant	<p>Le sous-traitant modifie le statut de la demande de paiement : « encaissée » s'il le souhaite.</p> <p>Aucun <i>e-reporting</i> de paiement n'est envoyé à l'administration fiscale.</p>

A noter :

- Le sous-traitant et l'entreprise principale / titulaire doivent disposer d'un compte sur le portail public de facturation ;
- Les demandes de paiement ne sont pas prises en compte dans le contrôle de doublon de facture car ce document n'est pas considéré comme tel.



- (1) Validation tacite 15 jours après la date de mise à disposition (Voir article R.2193-13)
 (2) Voir article R.2193-12 du code de la commande publique
 (3) En cas de refus, une notification doit être transmise au sous-traitant et au titulaire

Figure 15 : Circuit de la demande de paiement avec paiement direct de l'acheteur public au sous-traitant

2.2.10.3 Cas n°14 : Facture à payer par un tiers (cas de co-traitance)

2.2.10.3.1 Cas de co-traitance en B2B

La gestion de la co-traitance en B2B est différente du B2G. Il y a 2 factures à produire :

1. La facture du cotraitant vers le mandataire ;
2. La facture du mandataire vers l'acheteur.

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

Facture F1	Facture F2
<ul style="list-style-type: none"> • Cadre de facturation : S6 (Dépôt par un cotraitant d'une facture de prestation de service) • Fournisseur (BG-4) : cotraitant • Agent de vendeur (EXT-FR-FE-BG-03) : mandataire • Adressé à (EXT-FR-FE-BG-04) : mandataire • Acheteur (BG-7) : Acheteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre de facturation : S6 (Dépôt par un cotraitant d'une facture de prestation de service) • Fournisseur (BG-4) : mandataire • Agent de vendeur (EXT-FR-FE-BG-03) : mandataire • Acheteur (BG-7) : Acheteur • Agent d'acheteur (EXT-FR-FE-BG-01) : MOE (Optionnel). Quand on renseigne un agent d'acheteur, celui-ci a accès à la facture et a les mêmes droits que l'acheteur sur les statuts de la facture (cf. matrice des statuts présente dans le fichier « Annexe 2 - Format sémantique FE CDV - Flux 6 ») • Documents additionnels (BG-24) : ajout de la pièce jointe concernant le projet de décompte récapitulatif

En effet, en co-traitance, l'acheteur ne reçoit des factures que par le mandataire du marché. Lorsque l'acheteur reçoit la facture du mandataire, il procède au paiement des factures.

Les services offerts par le PPF :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;

- Les acteurs qui sont raccordés au PPF seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture pour les utilisateurs étant abonnés aux notifications du portail public de facturation.

Les étapes du cas de gestion en B2B (circuit B1) sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture (F1) à destination du mandataire	Cotraitant	Le cotraitant transmet une facture couvrant sa prestation au mandataire. Etant donné que par défaut c'est l'acheteur qui reçoit la facture, on utilise le bloc « Adressé à » (EXT-FR-FE-BG-04) afin de renseigner le mandataire. Ainsi c'est lui qui sera le dernier destinataire de la facture.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	Un flux déclarant les données de facturation est envoyé parallèlement par le PPF, qui réceptionne les informations.
3-4a-4b	Réception de la facture	Mandataire	La facture (F1) est mise à disposition du mandataire. Plusieurs cas de figure possibles : 1- Le mandataire peut uniquement refuser la facture pour l'un des 2 motifs de refus possibles. Le cotraitant sera notifié de ce refus. 2- Le mandataire VISE la facture avec un commentaire qui permet d'ajouter des informations pour l'acheteur.
5-6	Création de la facture (F2) à destination de l'acheteur	Mandataire	Le mandataire transmet une facture couvrant sa prestation à l'acheteur. Pour cette facture (F2), le mandataire devra s'auto-viser (car on utilise le même cadre de facturation qui impose un valideur). <u>/!\</u> : Dans le cadre des marchés de travaux, le mandataire pourra mettre en pièce jointe de la facture le projet de décompte récapitulatif.
7-8	Réception de la facture	Acheteur	L'acheteur réceptionne la facture qui contient éventuellement en pièce jointe le projet de décompte récapitulatif reprenant l'intégralité des factures des cotraitants. Avec ce document, il connaît quels sont les montant à payer, à quels fournisseurs et sur quelles coordonnées bancaires.
9a-9b	Réception de la facture	Acheteur	La facture (F2) est mise à disposition de l'acheteur. Plusieurs cas de figure possibles : 1. L'acheteur peut refuser la facture en indiquant un motif de refus. Le mandataire sera notifié de ce refus par sa plateforme, s'il a un compte utilisateur et est abonné aux notifications. 2. L'acheteur approuve la facture.
9c	Refus de la facture	Acheteur	En cas de refus par l'acheteur, un flux de cycle de vie est transmis à la plateforme du mandataire. Il sera également notifié du refus.
10	Paiement de la facture	Acheteur	L'acheteur effectue le paiement de la facture (F1) et (F2).
11	Encaissement de la facture	Cotraitant	Le cotraitant modifie le statut de la facture « encaissée ».
12	Encaissement de la facture	Mandataire	Le mandataire modifie le statut de la facture « encaissée ».
13	Déclaration des données de paiement	PPF	La plateforme du mandataire génère les données de paiement pour mise à disposition de l'administration fiscale pour les factures (F1) et (F2).

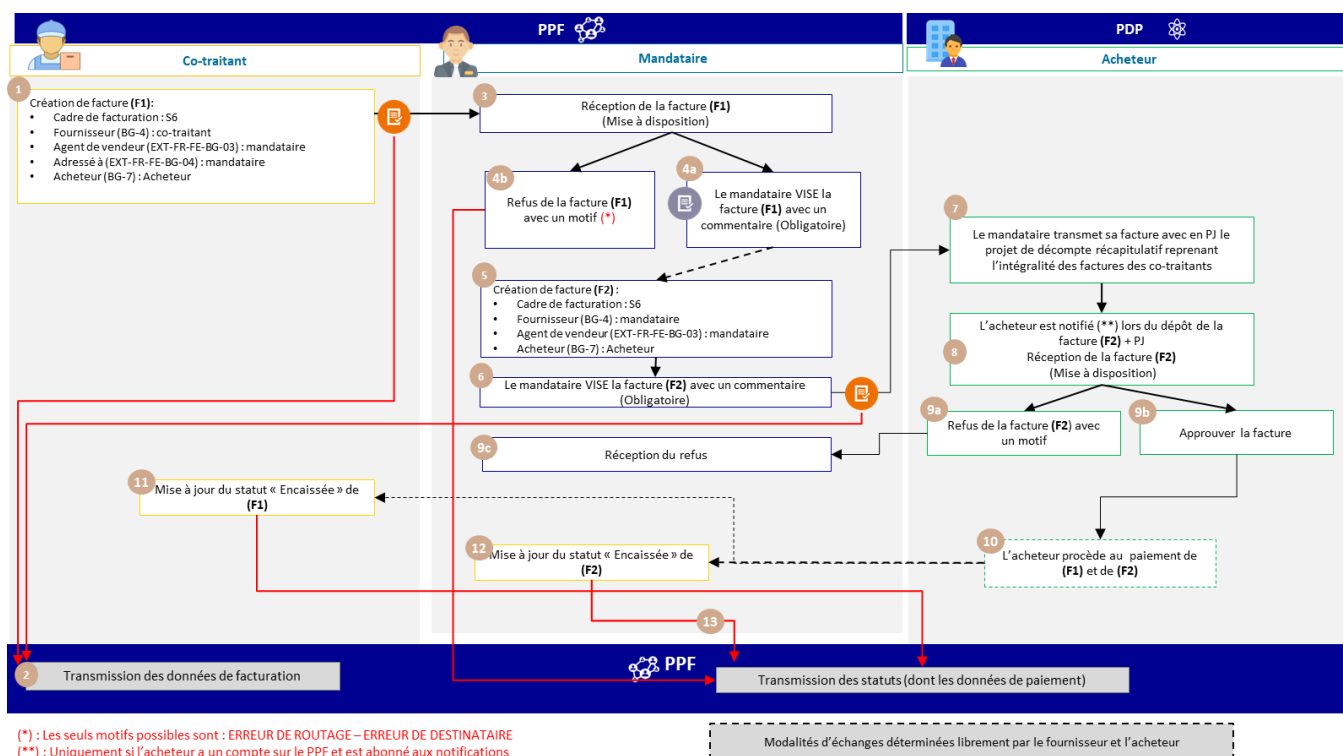


Figure 16 : Facture à payer par un tiers (cas de co-traitance en B2B)

2.2.10.3.2 Cas de co-traitance en B2G

Ce cas traite de la co-traitance hors marchés de travaux.

En B2G, une seule facture est transmise par le cotraitant qui, une fois visée par le mandataire, est mise à disposition du destinataire public.

Dans le cas d'une transmission de la facture du cotraitant au mandataire, les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- BG-4 : cotraitant ;
- BG-7 : destinataire acheteur public ;
- EXT-FR-FE-BG-03 : Dans le bloc agent de vendeur, on renseigne le mandataire ;
- Montant total de la Facture (BT-112) : Montant de la prestation du cotraitant ;
- BT-23 : S6 (Dépôt par un cotraitant d'une facture de prestation de service).

Les étapes du cas de gestion en B2G sont les suivantes :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture à destination du mandataire	Cotraitant	Le cotraitant transmet une facture couvrant sa prestation au mandataire.
2	Transmission des données du flux 1	PPF	Un flux déclarant les données de facturation est envoyé parallèlement par le PPF, qui réceptionne les informations.
3-4A-4B	Réception de la facture	Mandataire	La facture est mise à disposition du mandataire Plusieurs cas de figure possibles : 1. Le mandataire peut uniquement refuser la facture pour l'un des 2 motifs de refus possibles. Le cotraitant sera notifié de ce refus 2. Le mandataire VISE la facture avec un commentaire qui permet d'ajouter des informations pour le destinataire public. La facture est transmise à PPF (Chorus PRO).
4C	Réception du refus de la facture	Cotraitant	Le cotraitant peut consulter le motif de refus et le commentaire associé. Il peut renvoyer un avoir et une nouvelle facture ou une facture rectificative.
5	Transmission du cycle de vie	PPF	Le PPF transmet un flux de cycle de vie à PPF (Chorus PRO).
6	Réception de la facture	Acheteur	Chorus PRO met à disposition du destinataire public, la facture.
7A	Refus de la facture	Acheteur	Le destinataire public peut également refuser la facture (avec un commentaire obligatoire).

			Dans ce cas, Chorus PRO transmet un flux de cycle de vie au PPF pour mise à disposition du cotraitant et du mandataire du refus. Ces acteurs seront également notifiés du refus.
7B	Approbation de la facture	Acheteur	Le destinataire public approuve la facture.
4C	Réception du refus	Cotraitant Mandataire	Les 2 acteurs sont informés du refus et le cotraitant peut renvoyer un avoir et une nouvelle facture ou une facture rectificative
8-9	Traitement des statuts de la facture	Acheteur	L'acheteur peut faire évoluer les statuts de la facture qui seront transmis au PPF pour mise à disposition des 2 acteurs de la facture
10	Paieement de la facture	Acheteur	Le destinataire public effectue le paiement de la facture et appose le statut « paiement transmis » afin d'en informer les 2 acteurs de la facture.
11	Encaissement de la facture	Cotraitant	Le cotraitant modifie le statut de la facture : « encaissée »
12	Déclaration des données de paiement	PPF	Le PPF génère les données de paiement pour mise à disposition de l'administration fiscale.

A noter : Pour traiter la co-traitance en B2G, le cotraitant et le mandataire doivent disposer d'un compte sur le portail public de facturation.

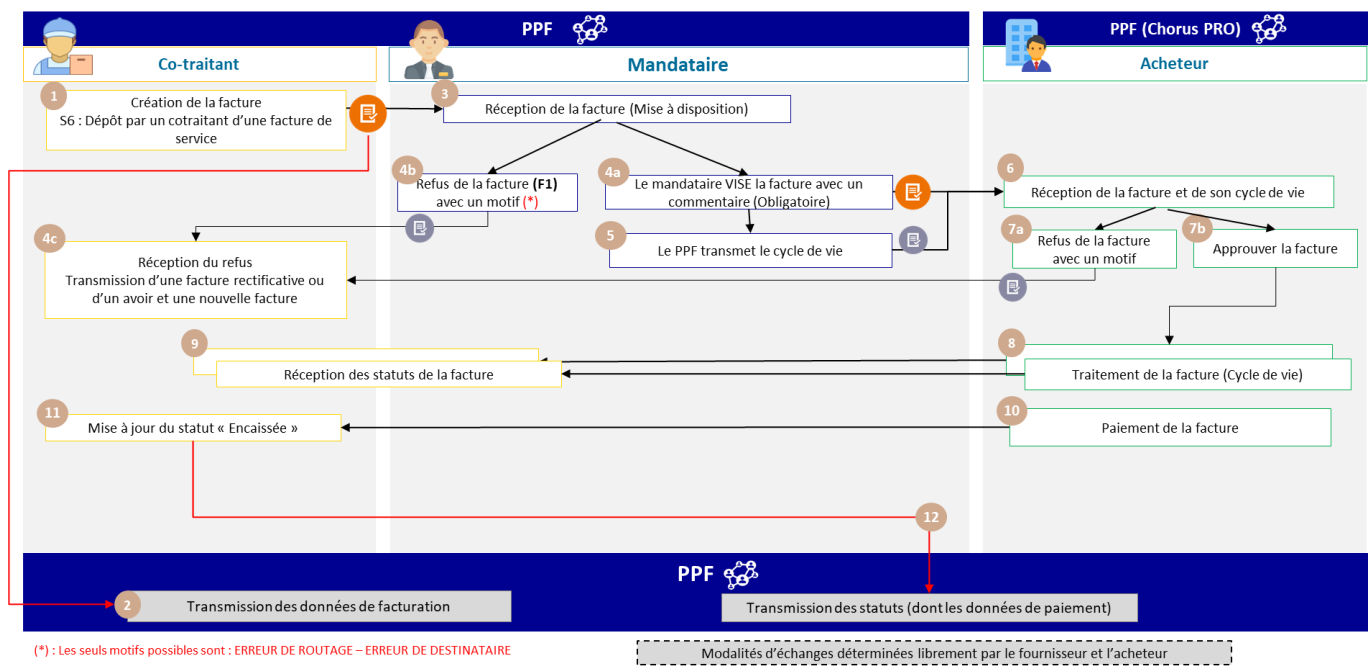


Figure 17 : Facture à payer par un tiers (cas de cotraitance en B2G)

2.2.11 Cas n°15 : Facture de vente suite à commande (et paiement éventuel) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR

Le cas de gestion n°15 couvre le cas métier d'une commande par un tiers pour le compte de l'acheteur et la transmission d'une facture de vente du fournisseur à l'acheteur avec identification du tiers qui a passé la commande. La plateforme du fournisseur transmet un flux 2 à la plateforme de l'acheteur. Pour avoir les mêmes droits que l'acheteur, si l'entité qui effectue la commande est différente, cette entité doit être renseignée dans le bloc « AGENT DE L'ACHETEUR » (EXT-FR-FE-BG-01). Si cette entité paye aussi la facture, alors elle peut être renseignée dans le bloc « PAYEUR » (EXT-FR-FE-BG-02).

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- BG-4 : Fournisseur ;
- BG-7 : Acheteur ;
- EXT-FR-FE-BG-01 (AGENT DE L'ACHETEUR) : Tiers qui passe la commande ;
- EXT-FR-FE-BG-02 (PAYEUR DE LA FACTURE) : Tiers qui paye la facture, le cas échéant.

Les étapes du cas n°15 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Commande pour le compte de l'acheteur	Tiers	Le tiers transmet, hors outil pour le PPF, une commande auprès du fournisseur pour le compte de l'acheteur (voir services proposés par les PDP)
2	Réception de la commande	Fournisseur	Le fournisseur réceptionne la commande
3	Transmission de la facture	Plateforme Fournisseur	La plateforme du fournisseur transmet un flux 2 à la plateforme de l'acheteur. Parallèlement, le fournisseur transmet le flux 1 au PPF pour transmission des données de facturation. Etant donné que c'est le tiers qui paye la facture, la facture est mentionnée avec les acteurs suivants : - BG-4 : Fournisseur - BG-7 : Acheteur - EXT-FR-FE-BG-02 (PAYEUR DE LA FACTURE) : Tiers qui passe la commande - EXT-FR-FE-BG-01 (AGENT DE L'ACHETEUR) : Tiers qui paye la facture
4	Réception de la facture	Acheteur	La plateforme de l'acheteur met à disposition la facture.
5	Transmission de la facture au tiers	Acheteur	La plateforme de l'acheteur transmet la facture à la plateforme du tiers.
6	Réception de la facture	Tiers	La plateforme du tiers lui met à disposition la facture.
7	Traitement de la facture et mise à jour des statuts	Tiers	Le tiers traite la facture selon les modalités du cycle de vie jusqu'au statut (facultatif) « paiement transmis ».
8	Païement de la facture et mise à jour du statut	Tiers	Le tiers effectue le paiement de la facture et met à jour s'il le souhaite le statut « paiement transmis » facultatif.
9	Réception des statuts de facture	Fournisseur	Le fournisseur réceptionne le statut de la facture et enregistre l'encaissement par le biais du statut « encaissée ».
10	Mise à jour du statut « encaissée »		La plateforme du fournisseur transmet les données de paiement au PPF et transmet parallèlement à l'acheteur un cycle de vie de l'encaissement.
11	Réception du statut « encaissée »	Plateforme Acheteur	La plateforme de l'acheteur réceptionne le statut « encaissée » de la facture. L'acheteur peut, si l'offre de services de sa PDP le permet, envoyer un flux cycle de vie afin d'informer le tiers de l'encaissement de la facture par le fournisseur.

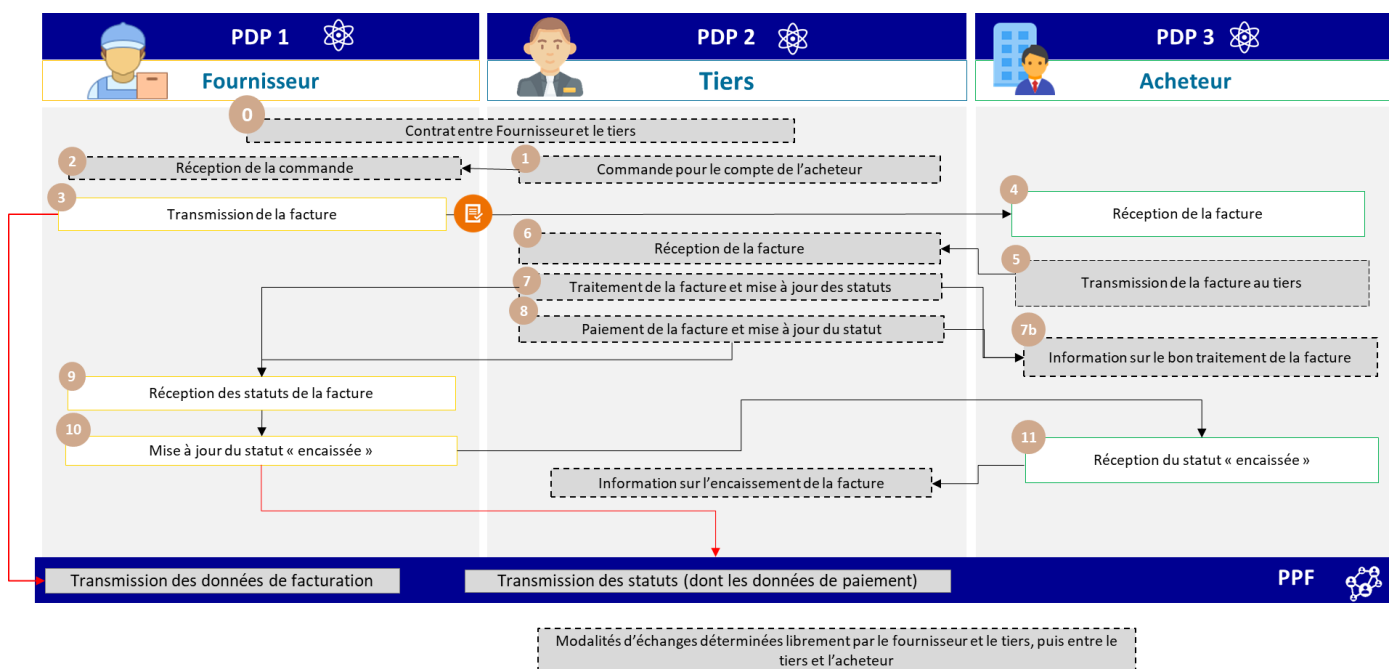


Figure 18 : Facture de vente suite à commande (et éventuellement paiement) d'un tiers pour le compte de l'ACHETEUR (ex. achat de médias, frais sur mission de conseil)

Les spécificités du cycle de vie ou processus associé sont :

- Transmission du flux 1, et de l'*e-reporting* des données de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur.

Les services offerts par le PPF :

- Si l'acheteur ou le fournisseur sont raccordés au PPF, et à condition que le tiers le soit aussi, le tiers aura accès en consultation à la facture et son cycle de vie et pourra agir sur ce dernier ;
- Les acteurs qui sont raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.12 Cas n°16 : Facture de débours pour remboursement de la facture de vente payée par le tiers

Ces factures sont en dehors du champ de la réforme de la facturation électronique. Leur gestion ne fait donc pas partie du périmètre du portail public de facturation.

2.2.13 Cas n°17a : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement (par exemple sur une marketplace)

Les étapes du cas n°17a sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Commande et paiement en ligne	Acheteur	L'acheteur effectue une commande sur Internet et effectue le paiement (hors outil).
2	Encaissement du montant de la commande	Intermédiaire de paiement	L'intermédiaire encaisse la totalité de la commande réalisée par l'acheteur (hors outil).
3	Création de la facture déjà payée F1 pour le montant de la commande	Fournisseur	La plateforme du fournisseur transmet la facture F1 (flux 2) à la plateforme de l'acheteur assujetti professionnel qui la met à disposition de l'acheteur. En parallèle, elle transmet les données de facturation de F1 au PPF.
4	Mise à disposition de la facture F1	Acheteur	
5	Reversement de la part du fournisseur	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire transmet le montant (quote-part) auprès de la plateforme du fournisseur.
6	Encaissement pour le montant net de frais de F1	Fournisseur	Lorsque le fournisseur est payé par l'intermédiaire de paiement, il effectue la mise à jour du statut « encaissée » de F1 pour son montant total.

7	Mise à jour du statut « encaissée » de F1 pour son montant total	Fournisseur	L'étape 7 n'est applicable que pour les prestations de services, hors option TVA sur les débits.
8	Création d'une facture de frais / commission déjà payée F2	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire transmet la facture de frais/ commission déjà payée (F2 – Flux 2) au fournisseur et mise à disposition du fournisseur par sa plateforme. En parallèle, la plateforme de l'intermédiaire transmet les données de facturation de F2 au PPF.
9	Mise à disposition de la facture F2	Fournisseur	
10	Mise à jour du statut « encaissée » de F2	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire de paiement transmet les données de paiement de la facture de commission / intermédiation F2 au PPF. L'étape 10 sera appliquée dès lors que l'intermédiaire n'a pas opté pour la TVA sur les débits.

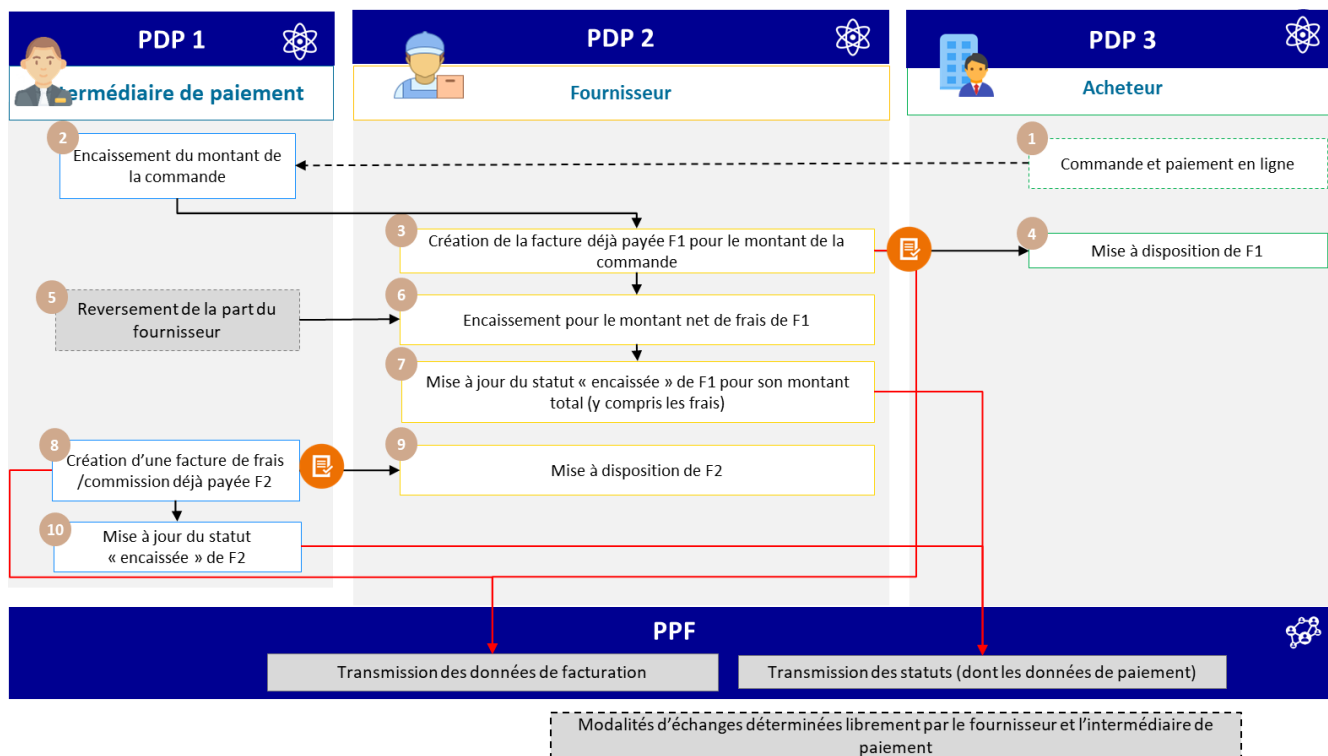


Figure 19 : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement

Légende :

- F1 : La facture « déjà payée » émise par le fournisseur
- F2 : La facture de commission / frais « déjà payée » émise par l'intermédiaire de paiement

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Cadre de facturation « Dépôt d'une facture déjà payée » ou cadre de facturation B1/S1/M1 (voir règle de gestion G1.02 de l'annexe 7) ;
- Montant payé (BT-113) égal au montant total de la facture ;
- Montant à payer (BT-115) égal à 0 ;
- Dans la facture F2, le tiers qui est donc celui qui a déjà payé la facture (il se paie à lui-même) pourra être renseigné dans le bloc « PAYEUR DE LA FACTURE » (EXT-FR-FE-BG-02) ;
- Date de paiement : indiquée par le biais du statut « encaissée » si exigible.

F1 : tiers intermédiaire de paiement = PAYEUR

F2 : tiers intermédiaire de paiement : VENDEUR et PAYEUR

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1 (F1), et de l'*e-reporting* de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur ;
- Transmission du flux 1 (F2), et de l'*e-reporting* de paiement si exigible, par la plateforme de l'intermédiaire de paiement.

2.2.14 Cas n°17b : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation

Les étapes du cas n°17b sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
0	Conclusion d'un mandat de facturation	Fournisseur Intermédiaire de paiement	Le fournisseur et l'intermédiaire de paiement contractent un mandat de facturation afin que l'intermédiaire puisse émettre (éventuellement déposer) des factures pour le compte du fournisseur.
1	Commande et paiement en ligne	Acheteur	L'acheteur effectue une commande sur Internet et effectue le paiement.
2	Encaissement du montant de la commande	Intermédiaire de paiement	L'intermédiaire encaisse la totalité de la commande réalisée par l'acheteur.
3	Création de la facture déjà payée F1 pour le montant de la commande au nom et pour le compte du fournisseur	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire émet et transmet la facture (flux 2) à la plateforme de l'acheteur qui la met à disposition de l'acheteur ainsi qu'à la plateforme du fournisseur (si son offre commerciale le permet). En parallèle, elle transmet les données de facturation de F1 au PPF.
4	Mise à disposition de la facture F1	Acheteur	
5	Reversement de la part du fournisseur	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire transmet le montant (égal au montant total de la commande – la commission de l'intermédiaire) auprès de la plateforme du fournisseur.
6	Encaissement pour le montant net de frais de F1	Fournisseur	Le fournisseur encaisse le montant. La plateforme du fournisseur transmet les données de paiement au PPF.
7	Déclaration du statut « encaissée » de F1 pour son montant total	Fournisseur	L'étape 7 n'est applicable que pour les prestations de services, hors option TVA sur les débits.
8	Création d'une facture de frais / commission déjà payée F2	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire émet et transmet la facture de frais / commission déjà payée (F2 – Flux 2) au fournisseur par sa PDP. En parallèle, la plateforme de l'intermédiaire transmet les données de facturation de F2 au PPF.
9	Mise à disposition F2	Fournisseur	
10	Mise à jour du statut « encaissée » de F2	Intermédiaire de paiement	La plateforme de l'intermédiaire de paiement transmet les données de paiement de F2 au PPF. L'étape 10 sera appliquée dès lors que l'intermédiaire n'a pas opté pour la TVA sur les débits.

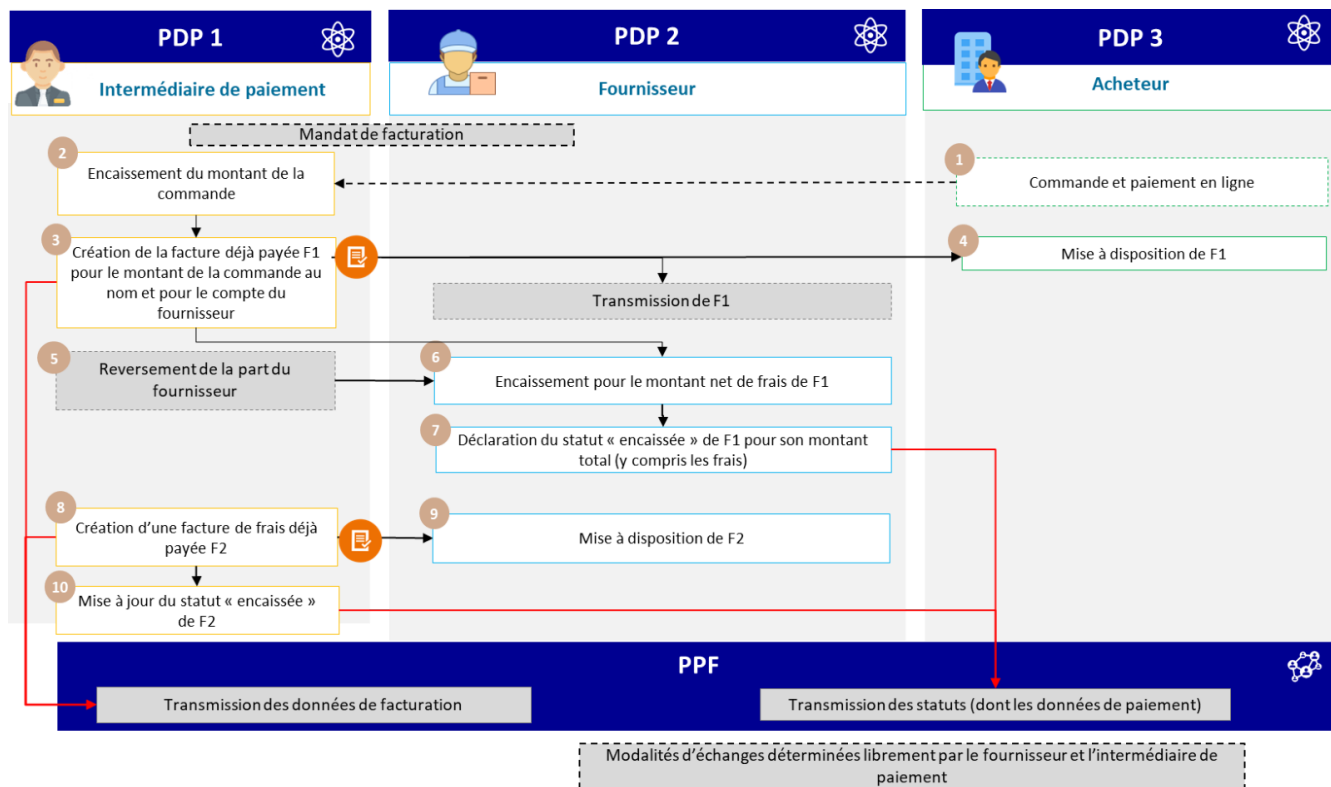


Figure 20 : Facture à payer à un tiers, intermédiaire de paiement et mandat de facturation

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Cadre de facturation « Dépôt d'une facture déjà payée » ou un cadre de facturation B1/S1/M1 (voir règle de gestion G1.02 de l'annexe 7) ;
- Utilisation du bloc EXT-FR-FE-BG-05 – TIERS FACTURANT pour renseigner les informations concernant l'intermédiaire de paiement ;
- Montant payé (BT-113) égal au montant total de la facture ;
- Montant à payer (BT-115) égal à 0.

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1 (F1), et de l'*e-reporting* de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur ;
- Transmission du flux 1 (F2), et de l'*e-reporting* de paiement si exigible, par la plateforme de l'intermédiaire de paiement.

2.2.15 Cas n°18 : Gestion des notes de débit

Définition et principe :

Une note de débit ne constitue pas une facture. Une note de débit est un document émis par un vendeur à son acheteur faisant état d'une somme due par ce dernier au premier. En principe, si elle est acceptée par le client, cette note de débit aura donné lieu ou devra donner lieu à une facture.

Au regard de cette définition, **la note de débit n'entre pas dans le champ de la facturation électronique et n'a pas à être transmise à l'administration**. Une facture liée à cette opération devrait avoir été transmise.

Ce cas ne concerne pas les notes de débit assimilées à des factures dès lors qu'elles sont soumises à la TVA et qu'elles comportent toutes les mentions obligatoires (ex : refacturation à une société en participation), qui pourront donc être traitées.

Si la note de débit est émise par l'acheteur et fait état d'une dette du vendeur envers lui, alors le vendeur devrait émettre un avoir.

En pratique, une note de débit peut également être émise par l'acheteur. De la même manière, la note de débit devra se traduire par un avoir émis par l'acheteur (avoir autofacturé), si ce dernier dispose d'un mandat de facturation.

Dans ces cas, la plateforme assurera la transmission des avoirs :

- Un avoir émis par le fournisseur ;
- Un avoir auto-facturé par l'acheteur ;
- Un avoir affacturé ;
- Un avoir auto-facturé affacturé ;
- Un avoir de facture d'acompte.

2.2.16 Cas n°19a : Facture émise avec mandat de facturation

Le mandataire de facturation réalise la facturation à la place du fournisseur : il est responsable de la création de la facture et de sa transmission à l'acheteur ; le fournisseur encaisse la facture et est chargé de mettre à jour le statut « encaissée » s'il s'agit d'une prestation de services. Les données de facturation sont déclarées par le mandataire et les données de paiement sont déclarées, le cas échéant, par le fournisseur.

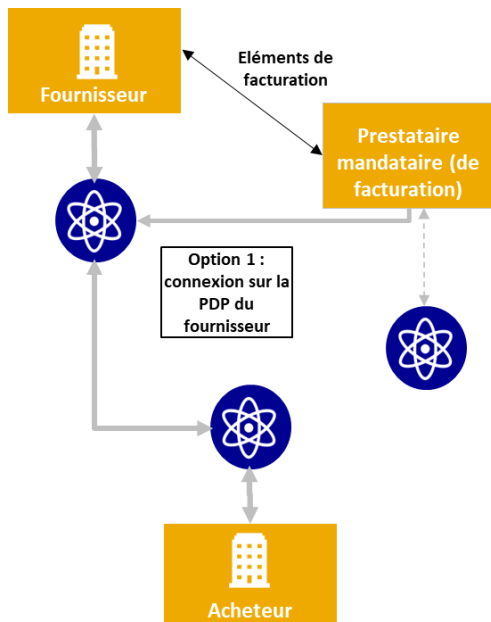
Deux options (non exclusives) sont possibles dans ce cas : l'utilisation d'une même plateforme entre le fournisseur et son mandataire (option 1), ou l'utilisation de deux plateformes différentes (option 2).

Dans les deux cas, le bloc utilisé pour renseigner les informations sur le mandataire de facturation est le bloc EXT-FR-FE-BG-05 - TIERS FACTURANT (cf. Annexe 1 – Format sémantique FE *e-invoicing*).

- **Option 1 : délégation / habilitation du compte du fournisseur (même plateforme)**

Le mandataire se connecte directement sur la plateforme de son MANDANT (le vendeur / émetteur de la facture) en son nom. La plateforme du mandant est donc la plateforme émettrice ; par conséquent, si le mandataire a de multiples mandants, il doit se raccorder à autant de plateformes que de mandants pour déposer les factures.

Dans ce cas, la facture électronique suit le circuit « classique ».



Option 1 : Délégation / habilitation du compte du fournisseur

Le mandataire se connecte directement sur la plateforme de son mandant (le fournisseur / émetteur de la facture) en son nom => plateforme du déposant = plateforme émetteur.

Puis la facture électronique suit le circuit « classique ». Inconvénient : en cas de multitude de mandants, le mandataire doit se raccorder à autant de plateformes pour déposer les factures.

Les étapes du cas n°19a - option 1 sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Conclusion d'un mandat de facturation.	Fournisseur Mandataire de facturation	Le fournisseur et le mandataire contractent un mandat de facturation afin que le mandataire puisse déposer des factures pour le compte du fournisseur.
2	Transmission et validation du projet de facture	Fournisseur Mandataire de facturation	Transmission du projet de facture par le fournisseur et validation par le mandataire (hors outil)
3	Création de la facture	Mandataire de facturation	Le mandataire transmet la facture créée (flux 2) via la plateforme de son mandant (le fournisseur). La plateforme qui transmet ce flux 2 à la plateforme de l'acheteur et parallèlement le flux 1 au PPF pour transmission des données de facturation.
4	Réception de la facture	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture. L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie avant le statut « paiement transmis » recommandé.
5	Traitement de la facture et mise à jour des statuts		
6	Paieement de la facture		Une fois que l'acheteur a payé le fournisseur de la facture, ce dernier encaisse le paiement.
7	Mise à jour facultative/recommandée des statuts de paiement émis		
8	Réception des statuts de la facture	Mandataire de facturation	L'acheteur transmet au mandataire un cycle de vie du statut « paiement transmis » si rempli.
9	Information sur l'avancement du traitement de la facture	Mandataire de facturation	Le mandataire peut si son offre commerciale le permet envoyer un flux cycle de vie afin d'informer le fournisseur de l'avancement des statuts de facture.
10	Encaissement	Fournisseur	Le fournisseur encaisse le paiement.
11	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	Si prestations de services, le fournisseur met à jour le statut d'encaissement de la facture et déclare les données de paiement au travers du PPF.
12	Réception du statut « encaissée »	Acheteur	Le fournisseur met à jour au travers de sa PDP le statut « encaissée ». Il peut transmettre ce statut à la plateforme de l'acheteur en fonction de l'offre de service. La PDP envoie en conséquence le flux <i>e-reporting</i> de paiement au PPF.

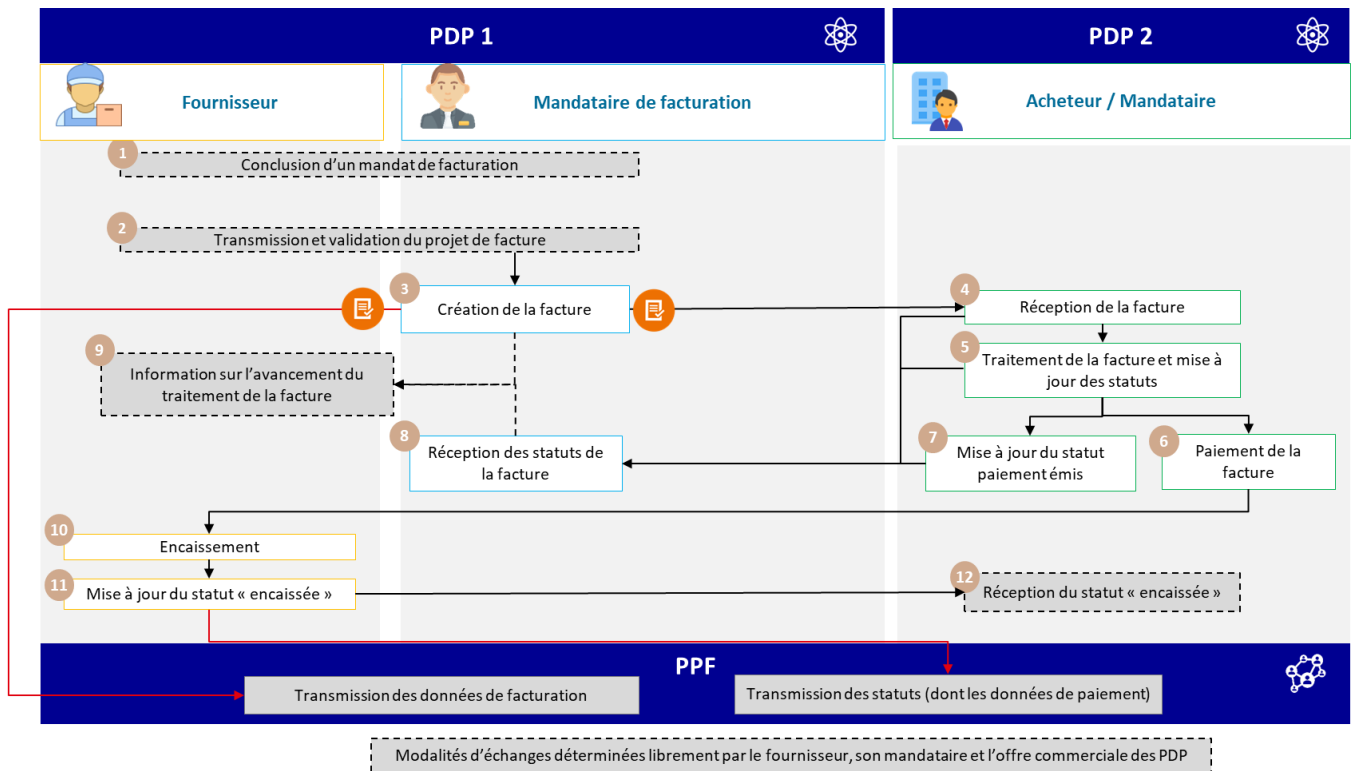
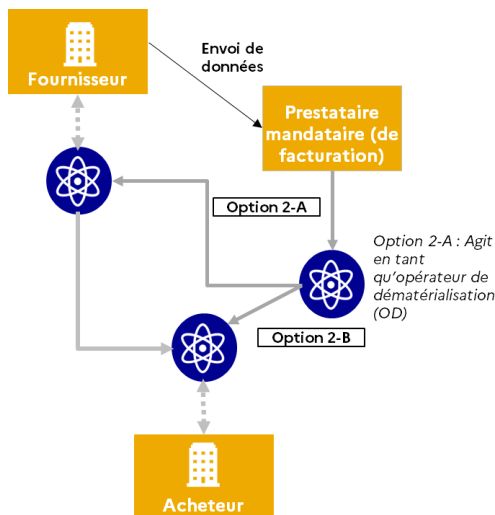


Figure 21 : Facture émise avec mandat de facturation (option 9-1)

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1 par le mandataire de facturation via la plateforme du fournisseur ;
- Transmission de l'*e-reporting* de paiement si exigible par la plateforme du fournisseur ;
- Utilisation du bloc EXT-FR-FE-BG-05 – TIERS FACTURANT pour renseigner les informations concernant le mandataire de facturation.
- **Option 2 : Distinction entre plateforme du déposant et plateforme de l'émetteur**



- **Option 2-A :** Le mandataire transmet les factures depuis sa plateforme (qui agit alors comme un opérateur de dématérialisation) vers la plateforme du fournisseur (son mandant) pour le compte duquel il agit (cf étapes du cas 19a – option 1 avec une étape supplémentaire entre la plateforme du mandataire (OD) qui envoie la facture à la plateforme (PDP) du mandant fournisseur ;
- **Option 2-B :** La plateforme du mandataire transmet directement les factures à la plateforme de l'acheteur.

Les étapes du cas n°19a - option 2B sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Conclusion d'un mandat de facturation	Fournisseur Mandataire de facturation	Le fournisseur et le mandataire contractent un mandat de facturation afin que le mandataire puisse déposer des factures pour le compte du fournisseur.
2	Transmission et validation du projet de facture	Fournisseur Mandataire de facturation	Le fournisseur et le mandataire contractent un mandat de facturation afin que le mandataire puisse déposer des factures pour le compte du fournisseur.
3	Création de la facture	Mandataire de facturation	La plateforme du mandataire transmet un flux 2 à la plateforme de l'acheteur et parallèlement le flux 1 au PPF pour transmission des données de facturation.
3b et 4	Réception de la facture	Fournisseur Acheteur	Le fournisseur réceptionne la facture sur sa plateforme.
5	Traitement de la facture et mise à jour des statuts	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition la facture. L'acheteur traite sa facture selon les modalités du cycle de vie avant d'apposer le statut facultatif « paiement transmis ».
6	Paiement de la facture	Acheteur	Une fois que l'acheteur a payé le fournisseur de la facture, ce dernier encaisse le paiement.
7	Mise à jour du statut paiement émis	Acheteur	L'acheteur peut transmettre au mandataire un cycle de vie du statut facultatif « paiement transmis ».
8	Réception des statuts de la facture	Mandataire de facturation	
9	Information sur l'avancement du traitement de la facture	Mandataire de facturation	Le mandataire peut informer le fournisseur de l'avancement des statuts de facture (hors outil).
10	Encaissement	Fournisseur	Le fournisseur encaisse le paiement et met à jour au travers de sa plateforme le statut « encaissée » si exigible.
10b	Déclaration du statut « encaissée » de la facture	Fournisseur	Le fournisseur peut informer le mandataire de l'encaissement de la facture (Hors outil).
11	Déclaration du statut « encaissée » de la facture	Fournisseur	Dans le cadre de l'offre de service ou du mandat de facturation, la plateforme pourra envoyer le flux <i>e-reporting</i> de paiement s'il est exigible. Néanmoins sur un plan juridique, c'est au fournisseur que revient la responsabilité de déclaration du flux <i>e-reporting</i> de paiement.

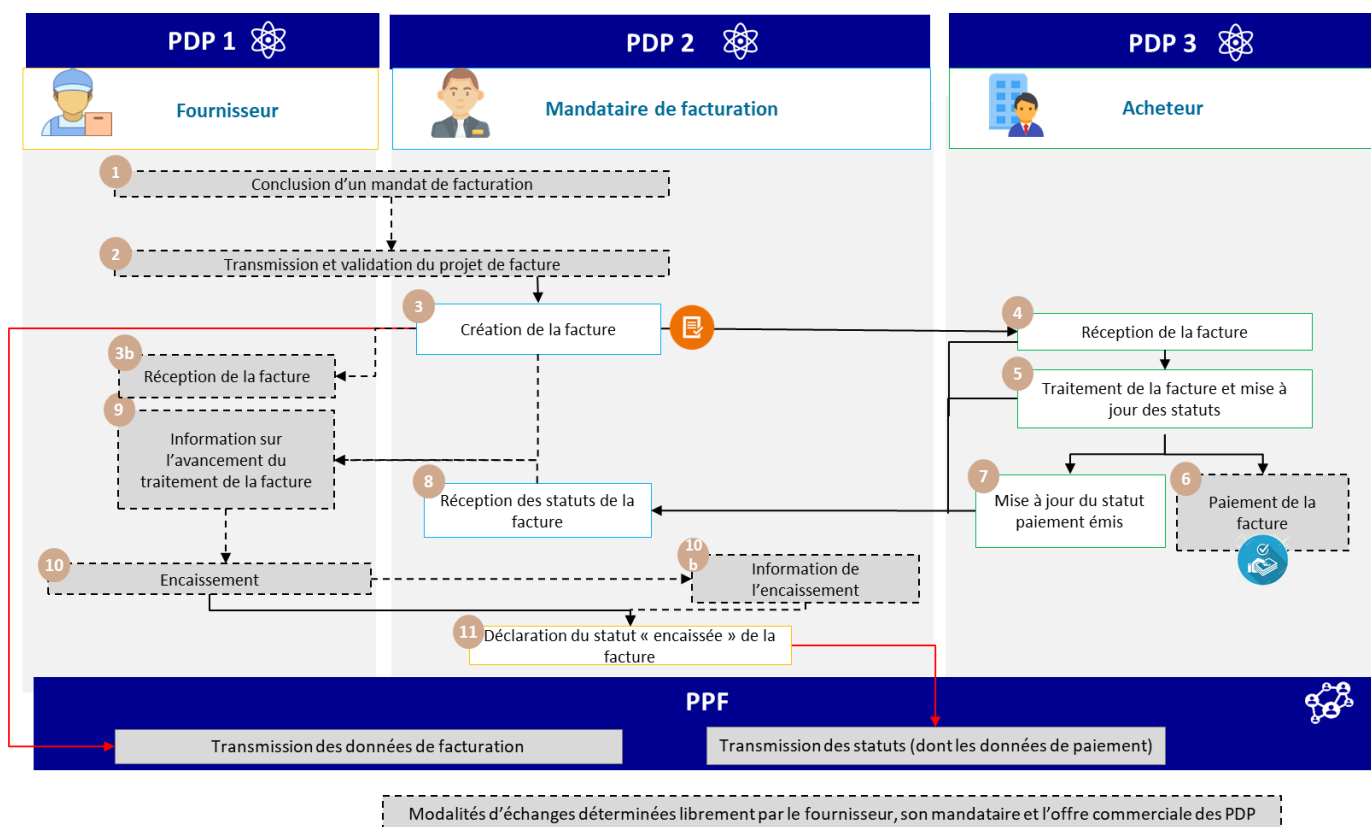


Figure 22 : Facture émise avec mandat de facturation (option 2B)

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1 par la plateforme du mandataire de facturation ;
- Transmission de l'*e-reporting* de paiement si exigible par la plateforme du mandataire ou du fournisseur en fonction du mandat de facturation contracté ;
- Utilisation du bloc EXT-FR-FE-BG-05 – TIERS FACTURANT pour renseigner les informations concernant le mandataire de facturation.

2.2.17 Cas n°19b : Auto-facturation

La facture est émise par la plateforme de l'acheteur.

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Type de facture (BT-3) à « 389 - Facture auto-facturée » ;
- En cas de refus de la facture, l'avis doit mentionner :
 - Type de facture (BT-3) à « 261 - Avoir auto-facturé »
 - Référence à la facture antérieure (BT-25)

Cas particuliers :

Dans le cas d'une facture auto-facturée ayant fait l'objet d'une cession de créances (affacturation), le type de facture (BT-3) à renseigner est « 501 – Facture d'affacturation auto-facturée ».¹ Il faudra ensuite renseigner le factor dans le bloc BG-10 (Bénéficiaire) avec le code rôle « DL » dans la balise EXT-FR-FE-26 (Code du rôle du bénéficiaire).

Pour une facture d'acompte auto-facturée, le type de facture (BT-3) à renseigner est « 500 – Facture d'acompte auto-facturée ».¹

Pour une facture rectificative auto-facturée, le type de facture (BT-3) à renseigner est « [Code à déterminer] – Facture rectificative auto-facturée ».¹

¹ Afin de traiter d'autres factures d'auto-facturation, la création de nouveaux types de factures ont été demandés auprès de l'UNECE, en charge de la maintenance des listes de codes

Pour une facture rectificative auto-facturée affecturée, le type de facture (BT-3) à renseigner est « [Code à déterminer] – Facture rectificative auto-facturée affecturée ». ¹

Pour un avoir auto-facturé affecturé, le type de facture (BT-3) à renseigner est « 502 – Avoir auto-facturé affecturé ». ¹

Les étapes du cas n°19b sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Conclusion d'un mandat de facturation	Fournisseur Acheteur mandataire	Le fournisseur et l'acheteur mandataire contractent un mandat de facturation afin que l'acheteur mandataire puisse déposer des factures pour le compte du fournisseur.
2	Création de la facture	Acheteur / mandataire	L'acheteur mandataire transmet un flux 2 à la plateforme du fournisseur et parallèlement le flux 1 au PPF pour transmission des données de facturation.
3	Réception de la facture	Fournisseur	La plateforme du fournisseur réceptionne la facture. 2 possibilités : validation ou refus de la facture par le fournisseur.
4	Validation	Fournisseur	La plateforme du fournisseur transmet un cycle de vie de validation de la facture à la plateforme de l'acheteur.
4b	Refus	Fournisseur	La plateforme du fournisseur transmet un cycle de vie de refus ainsi que le motif à la plateforme de l'acheteur ainsi qu'au PPF. Le refus de la facture entraîne l'annulation du flux 1 associé.
5b	Réception du refus	Acheteur / mandataire	En cas de refus, l'acheteur mandataire réceptionne le refus de la facture.
6b	Emission d'un avoir	Acheteur mandataire	Transmission d'un avoir si nécessaire par la plateforme de l'acheteur à la plateforme du fournisseur et parallèlement du flux 1 associé au PPF pour transmission des données de facturation.
7b	Réception de l'avoir	Fournisseur	La plateforme du fournisseur réceptionne l'avoir.
5	Paiement de la facture et mise à jour facultative/recommandée du statut	Acheteur mandataire	L'acheteur effectue le paiement (hors outil), il peut transmettre au fournisseur s'il le souhaite par l'intermédiaire de leurs plateformes, le statut facultatif « paiement transmis ».
6	Réception des statuts	Fournisseur	Le fournisseur encaisse le paiement. La plateforme du fournisseur transmet le statut « encaissée » si exigible au PPF ainsi qu'à la plateforme de l'acheteur mandataire.
7	Encaissement	Fournisseur	
8	Mise à jour du statut « encaissée »	Fournisseur	
9	Réception du statut « encaissée »	Acheteur / mandataire	

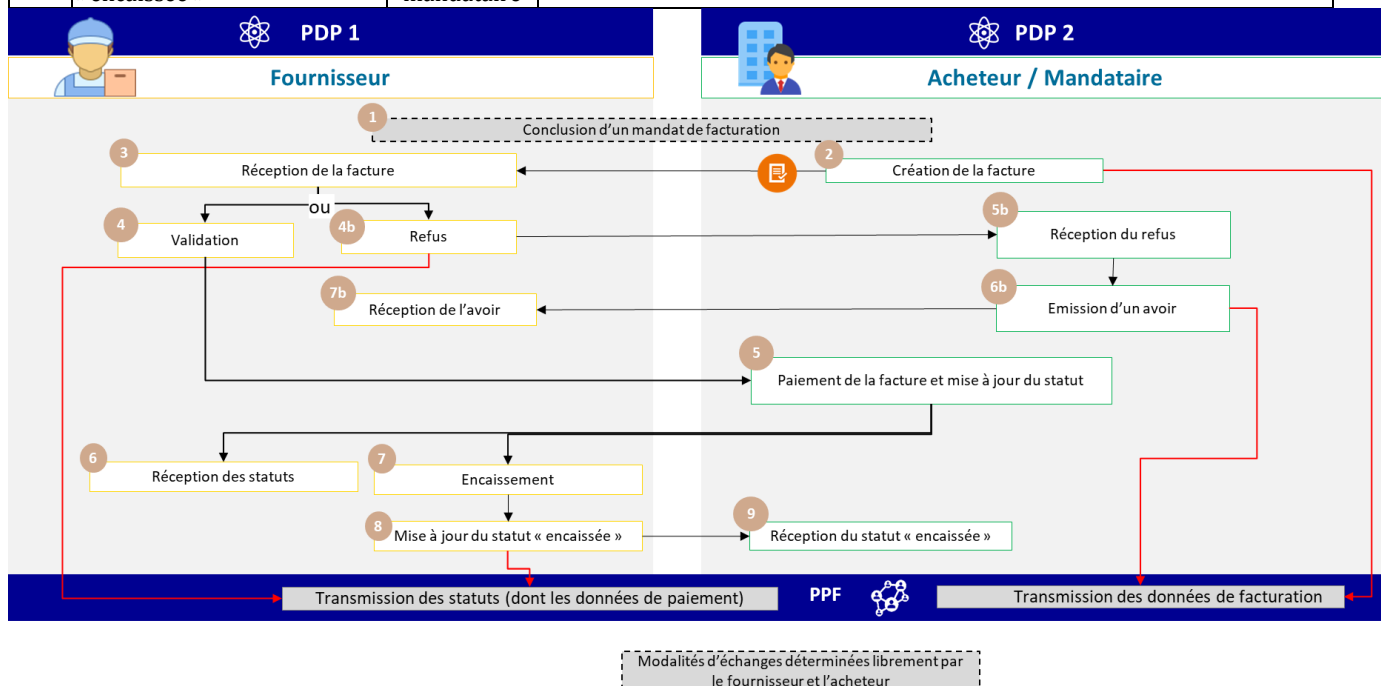


Figure 23 : Auto-facturation

Les spécificités du cycle de vie ou processus associé sont :

- Un mandat de facturation doit être établi entre les deux parties ;
- Le process est « inversé » : la facture sera adressée par le client au fournisseur. Les blocs restent les mêmes : VENDEUR = fournisseur / prestataire ; ACHETEUR = client = émetteur de la facture.
- Transmission du flux 1 par la plateforme de l'acheteur ;
- Transmission de l'*e-reporting* des données de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur.

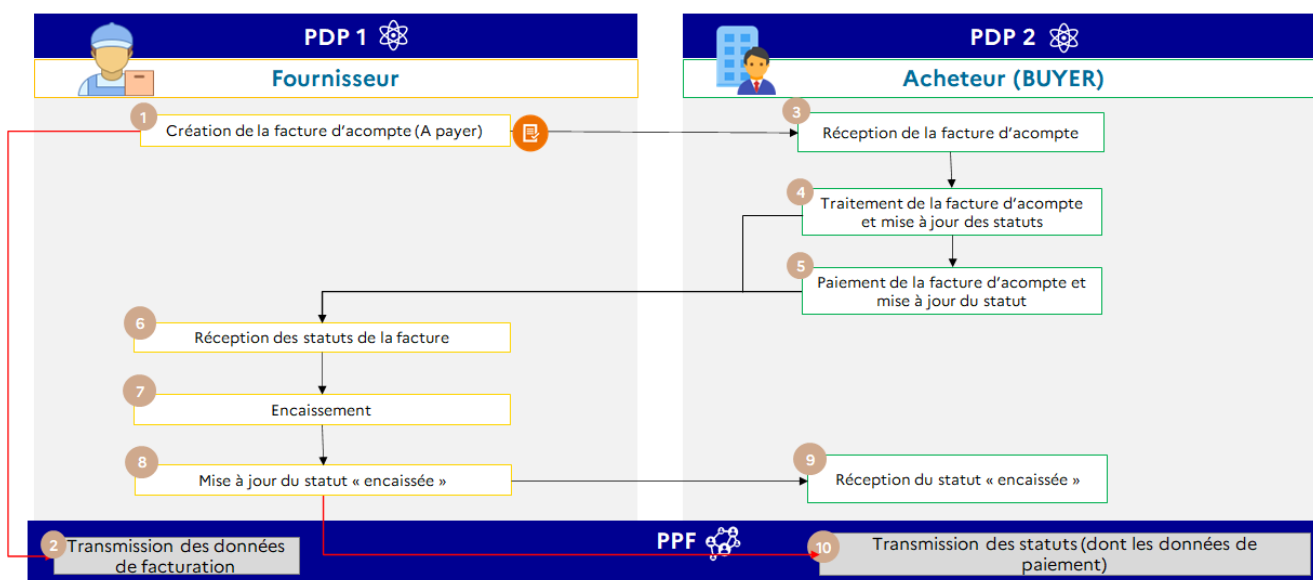
2.2.18 Cas n°20 et 21 : Facture d'acompte et facture définitive après acompte

Un versement à valoir sur un achat ou la réalisation d'une prestation de services implique un engagement ferme des deux parties et constitue un acompte. Tout assujetti est tenu de délivrer une facture pour les acomptes qui lui sont versés (article 289-I.1.c du CGI) avant que l'une des opérations visées aux a et b du 1 du I du même article ne soit effectuée (sauf exception expressément prévue). La TVA est exigible à l'encaissement de l'acompte pour les livraisons de biens comme pour les prestations de service.

L'acheteur paie un premier versement sur la somme due pour un achat de biens ou de services. Par exemple, lorsqu'une entreprise loue les services d'une société de déménagement, elle doit payer une partie de la somme totale avant que son déménagement ne soit effectué. La société de déménagement émet une facture d'acompte, et une facture définitive après acompte à la suite du déménagement.

Les étapes des cas n°20 et n°21 (facture d'acompte) sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
1	Création de la facture	Fournisseur	La facture est créée par le fournisseur et est transmise à l'acheteur. Un flux 1 est envoyé parallèlement par la plateforme du fournisseur au PPF.
2	Transmission des données du flux 1	PDP Fournisseur	
3	Réception de la facture	Acheteur	L'acheteur réceptionne la facture, la traite et met à jour les statuts de la facture selon les modalités du cycle de vie. Puis il paye la facture au fournisseur et met à jour les statuts qu'il souhaite au travers de sa plateforme.
4	Traitement et mise à jour des statuts		
5	Paiement de la facture et mise à jour facultative/recommandée des statuts		
6	Réception des statuts de la facture	Fournisseur	Le fournisseur réceptionne les statuts de la facture au travers de sa plateforme et encaisse la facture. Puis il met à jour le statut « encaissée » si exigible.
7	Encaissement		
8	Mise à jour du statut « encaissée »	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition le statut « encaissée » de la facture.
9	Réception du statut « encaissée »		
10	Réception du flux <i>e-reporting</i> données de paiement	PPF	La plateforme du fournisseur envoie en conséquence le flux <i>e-reporting</i> de paiement au PPF si exigible.



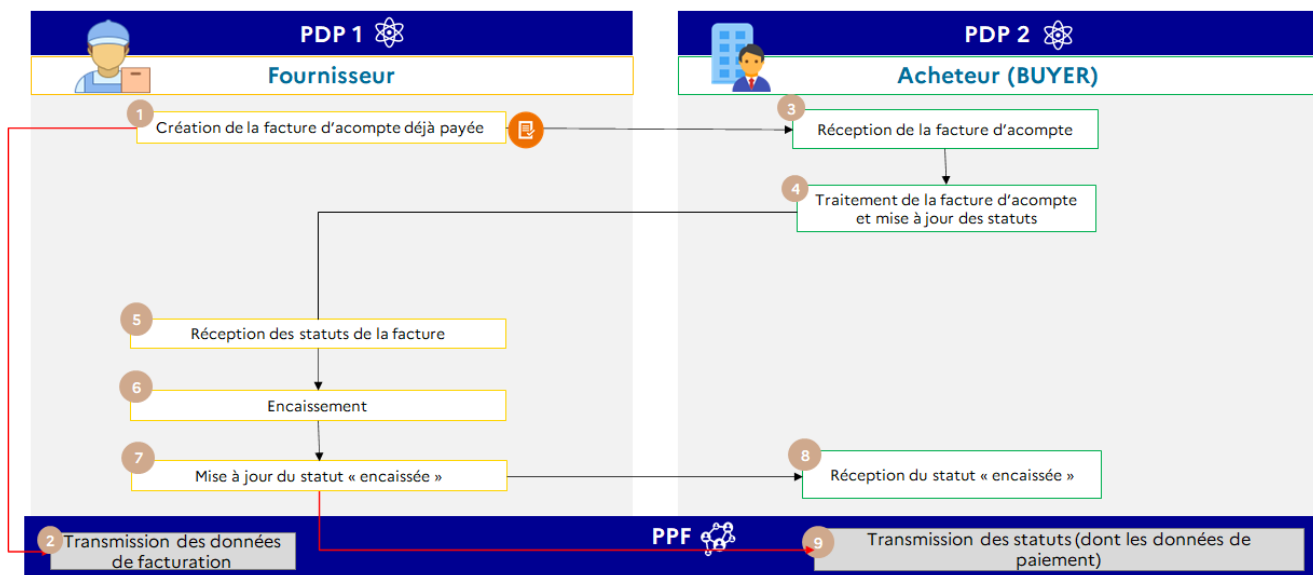
Modalités d'échanges déterminées librement par le fournisseur le factor

Figure 24 : Facture d'acompte et facture définitive après acompte

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- La facture d'acompte doit mentionner :
 - Type de facture (BT-3) : 386 : Facture d'acompte
 - Un cadre de facturation (BT-23) :
 - B1 : Dépôt d'une facture de bien
 - S1 : Dépôt d'une facture de prestation de service
 - M1 : Dépôt d'une facture double (livraison de biens et fourniture de services qui ne sont pas accessoires l'une de l'autre)

Autre cadre de facturation possible si l'acompte a déjà été payé - Facture d'acompte déjà payée :



Modalités d'échanges déterminées librement par le fournisseur le factor

Figure 25 : Facture d'acompte déjà payée

Les spécificités des données et règles de gestion associées à la figure 25 sont :

- La facture d'acompte doit mentionner :
 - Type de facture (BT-3) : 386 : Facture d'acompte ;
 - Un cadre de facturation (BT-23) :
 - B2 : Dépôt d'une facture de bien déjà payée
 - S2 : Dépôt d'une facture de prestation de service déjà payée
 - M2 : Dépôt d'une facture double déjà payée ;
 - Montant payé (BT-113) : Montant total de l'acompte ;
 - Montant à payer (BT-115) égal à 0.

A noter : il est possible aussi d'utiliser le cadre de facturation classique et d'indiquer un statut « encaissée » à la date de la facture d'acompte.

Les spécificités du cycle de vie pour les deux factures illustrées ci-dessus sont :

- Transmission du flux 1, et du *e-reporting* des données de paiement si exigible, concernant la **facture d'acompte** par la plateforme du fournisseur,

Les services offerts par le PPF sont :

- Les acteurs qui sont raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

Suite à la livraison du bien ou la réalisation de la prestation de service, le fournisseur transmet une facture qui doit mentionner les informations suivantes :

- Type de facture (BT-3) : 380 : Facture commerciale ;
- Un cadre de facturation (BT-23) :
 - B4 : Dépôt d'une facture définitive (après acompte) de bien
 - S4 : Dépôt d'une facture définitive (après acompte) de service
 - M4 : Dépôt d'une facture définitive (après acompte) double ;
- La base totale HT et le montant de TVA devraient correspondre à l'assiette et à la TVA afférente restant due, *i.e.* diminution faite de l'acompte et la TVA afférente, afin d'éviter une majoration de la base imposable :
 - Il est recommandé de créer des lignes de reprise d'acompte référençant les factures d'acompte grâce à la donnée REFERENCE LIGNES FACTURE ANTERIEURE – EXT FR FE BG 06, afin d'informer les parties prenantes et d'être en mesure de déterminer la bonne base HT et le montant de TVA ;
 - Néanmoins, pour contourner certaines limites (notamment en matière de gestion comptable), il est possible d'indiquer le montant HT et TVA de l'acompte en note de facture pour prise en compte par l'entreprise dans sa comptabilité du montant global de l'opération. Dans ce cas, il est préconisé d'utiliser la note de facture (BT-21) « AAI » (Informations générales) pour renseigner ces informations.
Cependant, en l'absence de reprise de l'acompte en lignes de factures, il y aura une double prise en compte de la TVA sur acompte : une correction de la déclaration de TVA pré-remplie sera alors indispensable ;
- Référence de la facture d'acompte et sa date (BT-25 et BT-26) ;
- Facultatif : Le montant déjà payé de l'acompte (BT-113) ;
- Facultatif : Le montant TTC restant dû (BT-115).

N.B. : Dans le cas des factures définitives, il faut distinguer les mentions obligatoires des factures (flux 2) des données à transmettre à l'administration (flux 1). Ainsi, l'acompte devra être repris sur la facture définitive, qu'il s'agisse d'un bien, d'un service ou les deux, le cadre de facturation peut être B4, S4 ou M4, avec les mêmes balises que celles précédemment citées (BT-25, BT-26, BT-113, BT-115)

En revanche, l'administration ne peut imposer la transmission des données de paiement relatives à l'acompte sur les livraisons de biens en l'état des textes.

La dénomination précise est une donnée qui devra être transmise sous format structuré en cible. D'ici là, la donnée doit figurer sur la facture, mais pas obligatoirement sous format structuré.

S'agissant des acomptes, il est possible de ne pas l'indiquer sur la facture si elle n'est pas déterminée au jour d'émission de la facture (cf. tolérance au BOI-ANX-000498).

La date de versement de l'acompte doit être indiquée sur la facture d'acompte (article 242 nonies A I 10° de l'annexe II au CGI) dès lors qu'elle est déterminée et si elle est différente de la date d'émission. Cette donnée devra être

mentionnée sur la facture et transmise sous format structuré (utilisation possible de la balise BT-9, cf. règle de gestion G1.18 de l'annexe 7). Le statut « encaissée » devra également être transmis pour répondre à l'obligation, le cas échéant, du *e-reporting* de paiement.

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1 et du *e-reporting* de paiement si exigible concernant la facture définitive par la plateforme du fournisseur.

Les services offerts par le PPF sont :

- Les acteurs qui sont raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.19 Cas n°22a : Facture payée avec escompte en matière de prestations de services pour lesquelles la TVA est due à l'encaissement

L'escompte est une possibilité offerte à un client de payer sa facture plus rapidement que prévu en échange d'une remise. Le montant de l'escompte n'apparaît pas sur la facture émise, seule une mention détaillant les conditions de l'escompte est indiquée sur la facture.

En matière de prestations de services, l'administration pourra prendre en compte l'escompte accordé grâce aux données de paiement transmises. En effet, le statut « encaissée » sera enrichi du montant encaissé (TTC – escompte).

Pour les livraisons de biens ou opérateurs ayant opté pour les débits, ainsi que les escomptes nets de taxe, se référer au cas 22b.

Les étapes du cas n°22a sont :

Etape	Nom de l'étape	Acteur responsable	Description
	Création de la facture indiquant le montant HT, la TVA, le pourcentage d'escompte et la date d'échéance et la mention relative au montant de TVA déductible par l'acheteur	Fournisseur	La facture est créée par le fournisseur et est transmise à l'acheteur. Un flux 1 est envoyé parallèlement par la plateforme du fournisseur au PPF.
2	Transmission des données du flux 1	PDP Fournisseur	
3	Réception de la facture	Acheteur	L'acheteur réceptionne la facture, la traite et met à jour les statuts de la facture selon les modalités du cycle de vie. Puis avant la date d'échéance, il paye au fournisseur le montant TTC réduit en fonction du pourcentage sur le montant HT et la TVA sur ce montant HT escompté. Il met à jour les statuts au travers de sa plateforme.
4	Traitement et mise à jour des statuts		
5	Paiement de la facture et mise à jour des statuts		
6	Réception des statuts de la facture	Fournisseur	Le fournisseur réceptionne les statuts de la facture au travers de sa plateforme et encaisse la facture. Puis, il met à jour le statut « encaissée » du montant encaissé après escompte.
7	Encaissement		
8	Mise à jour du statut « encaissée »		
9	Réception du statut « encaissée »	Acheteur	La plateforme de l'acheteur lui met à disposition le statut « encaissée » de la facture.
10	Réception du flux <i>e-reporting</i> données de paiement	PPF	La plateforme du fournisseur envoie en conséquence le flux <i>e-reporting</i> de paiement au PPF.

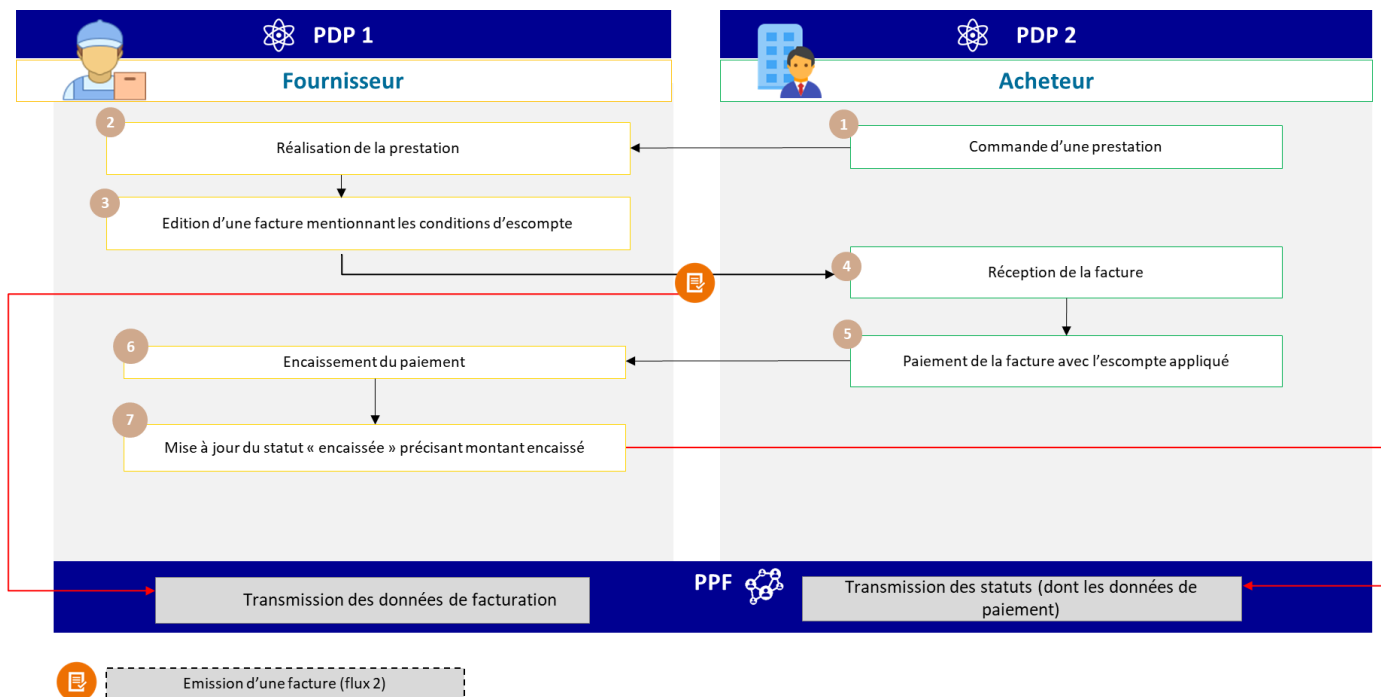


Figure 26 : Facture payée avec escompte (cas de prestation de service, TVA due à l'encaissement)

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Note de facture (BT-21/BT-22) avec
 - Code sujet : « AAB » ;
 - Texte : mention escompte.

Les spécificités du cycle de vie ou process sont :

- Transmission du flux 1, et de l'*e-reporting* des données de paiement si exigible, par la plateforme du fournisseur ;
- La création d'un escompte ne nécessite pas l'émission d'un avoir s'il est mentionné sur la facture que la taxe déductible est limitée au prix effectivement payé par l'acheteur.

Les services offerts par le PPF sont :

- Les acteurs raccordés au PPF et abonnés à ses notifications seront notifiés par mail en cas de changement de statut de la facture.

2.2.20 Cas n°22b : Facture payée avec escompte en matière de livraisons de bien (ou PS avec option TVA sur les débits)

Dans le cas d'application d'escompte lorsque le fournisseur a réalisé une livraison de biens ou opté pour le paiement de la TVA sur les débits, les données de paiement ne sont pas transmises et ne sont pas prises en compte par l'administration. Celle-ci n'a donc pas moyen de connaître l'escompte accordé par le fournisseur et réduire sa TVA collectée d'autant.

Le fournisseur pourrait informer l'administration fiscale de l'application d'un escompte grâce à l'émission d'un avoir. Il s'agit d'une faculté, l'avoir sur escompte n'étant pas prévu par les textes. Cette faculté est ouverte aux entreprises qui souhaiteraient éviter de procéder à une régularisation *a posteriori* de leur TVA collectée, qui aurait été majorée indûment.

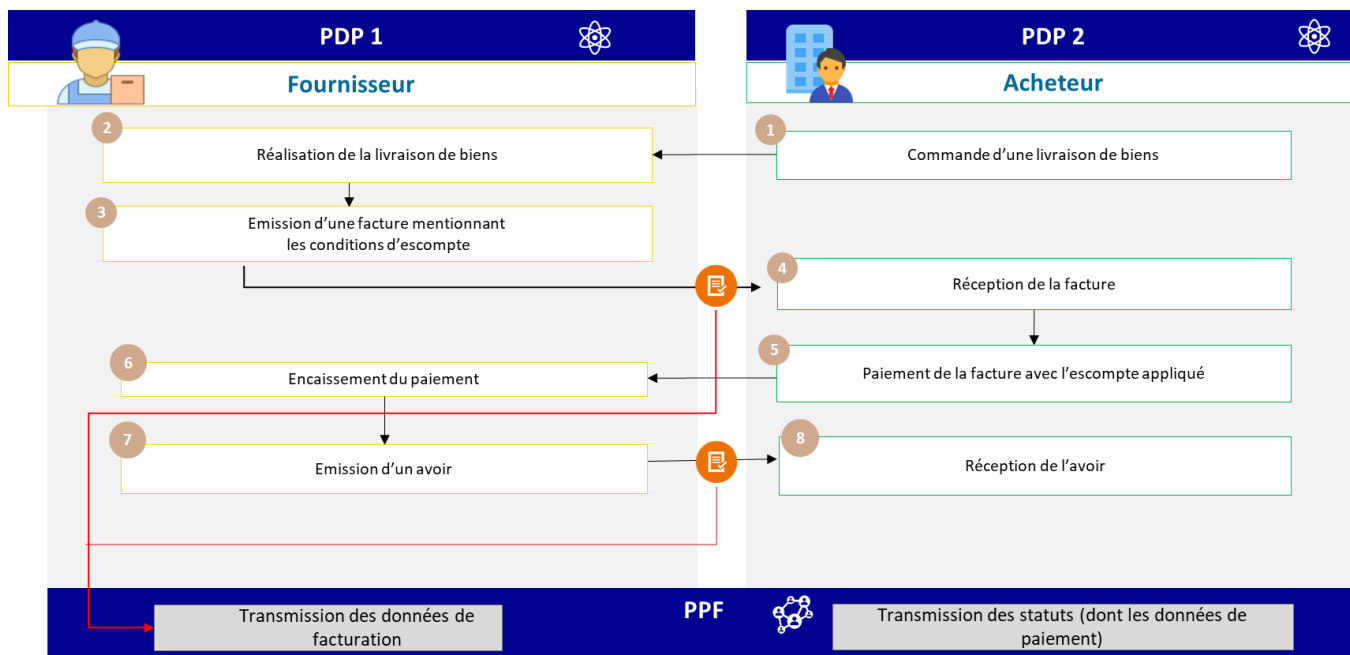


Figure 27 : Facture payée avec escompte
(cas de livraison de bien, ou de prestation de service avec TVA sur les débits)

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Sur facture initiale :
 - Note de facture (BT-21/BT-22) avec
 - Code sujet : « AAB »
 - Texte : mention escompte
- Si avoir, montant HT = escompte rapporté HT ; TVA = TVA sur montant escompte accordé / calculé
 - Possibilité d'utiliser le type de facture (BT-3) : 381 ou 261 (Avoir ou avoir auto-facturé)
 - Un escompte peut aussi être net de taxe, dans ce cas, il faut ajouter dans l'avoir :
 - Code type TVA (BT 118) : E
 - Code de motif d'exonération de TVA (BT-121) : VATEX-FR-CNWWAT
 Ce code s'applique à toutes les sortes d'avoir net de taxe.

Les spécificités du cycle de vie ou processus associé sont :

- Transmission de la facture (flux 2) mentionnant les modalités d'application d'escompte ;
- Transmission du cycle de vie (flux 6) ;
- Transmission d'un avoir (flux 7) mentionnant le montant de l'escompte appliqué.

2.2.21 Cas n°23 : Flux en auto-facturation entre un particulier et un professionnel

Un particulier qui vend ou propose des services à un professionnel de manière répétée exerce une activité commerciale à titre habituel et est donc assujetti à la TVA.

Il peut ne pas être redevable de TVA s'il bénéficie du régime de franchise en base (article 293 B du CGI) mais entre cependant dans le champ de la facturation électronique.

Dans la plupart des cas, c'est le destinataire (fournisseur d'énergie) qui fait la facture. S'agissant d'une auto-facturation par le client, se reporter au cas d'usage 19b des spécifications externes.

Il existe une exception pour les ventes d'énergie d'origine photovoltaïque réalisées par des particuliers à partir d'une installation dont la puissance n'excède pas 3kwc (cf. BOI BIC CHAMP 80 30 et BOI-TVA-LIQ-30-20-90-20, § 260). Ces opérateurs ne sont pas assujettis à la TVA et, par conséquent, ne sont ni dans le champ du *e-invoicing*, ni dans le *e-reporting*.

2.2.22 Cas n°24 : Gestion des arrhes

Les arrhes sont définies comme les sommes versées à titre de dédit (article 1590 du code civil) : l'acheteur peut dans ce cas annuler la vente, renoncer à son achat en abandonnant cette somme. Si les arrhes constituent une indemnité, *i.e.* ne constituent pas la rétribution d'une prestation (absence de contrepartie), elles ne font pas partie de la base imposable de la TVA.

En matière commerciale, les sommes versées en avance ont plus fréquemment la nature d'acompte sur le prix de vente dont les parties ne peuvent se dédire.

Les arrhes constituent une indemnité ayant pour objet de réparer un préjudice commercial, les arrhes sont hors champ de la TVA ; elles ne sont ni dans le champ du *e-invoicing*, ni dans le champ du *e-reporting*. Il est recommandé de préciser dans le contrat ou le reçu remis à l'acheteur, le caractère de cette somme.

2.2.23 Cas n°25 : Gestion des bons et des cartes cadeaux

Les bons et cartes cadeaux peuvent être à usage unique ou à usages multiples selon qu'au moment de leur émission, le lieu de la livraison des biens ou de la fourniture des services ainsi que la TVA due sur ces biens ou services sont respectivement connus ou non

Exemples :

- Une carte conférant à son bénéficiaire le droit de bénéficier d'un certain nombre de séances dans une salle de spectacle pour lesquelles le lieu d'imposition et le taux de la TVA sont déterminés constitue un bon à usage unique ;
- Une carte cadeau qui permet d'avoir accès à différents biens ou services dans un réseau de boutiques pour lesquels le lieu d'imposition et le taux de la TVA sont indéterminés constitue un bon à usage multiple.

1. Principe du bon à usage unique (BUU)

Etape 1 - Emission du bon :

La vente d'un bon à usage unique est soumise à la TVA lorsqu'au moment de son émission, le lieu de la livraison de biens ou de la prestation de services à laquelle le bon se rapporte et la TVA y afférente sont connus (assiette, taux, territorialité). La vente d'un bon à usage unique est soumise à la TVA à chaque transfert et cette TVA est exigible dans les conditions applicables à l'opération sous-jacente : livraison de biens ou prestation de service (cf. article 269 du CGI et BOI-TVA – BASE-20-40). Ainsi, si l'opération sous-jacente en lien avec le BUU constitue une livraison de biens, la TVA sera exigible lors de la remise du bon et si l'opération sous-jacente en lien avec le bon constitue une prestation de services, la TVA sera exigible à l'encaissement du prix relatif à l'acquisition du bon. La remise matérielle des biens ou la prestation effective des services en échange d'un BUU accepté en contrepartie totale ou partielle par le fournisseur ou le prestataire n'est pas considérée comme une opération distincte.

Chacune des cessions ultérieures du bon à usage unique sera également soumise à la TVA, qui sera exigible dans les mêmes conditions que lors de la première cession.

Chacune des cessions du bon à usage unique par un assujetti entrera dans le champ du *e-invoicing* (vente de cartes cadeaux à un assujetti) ou du *e-reporting* (vente à des particuliers) pour l'entreprise qui la vend.

Etape 2 - Utilisation du bon cadeau

L'utilisation du bon à usage unique par son bénéficiaire (porteur du bon) en échange d'une livraison de biens ou une prestation de services n'est pas soumise à la TVA.

En revanche, lorsque l'émetteur du BUU est distinct du prestataire ou du fournisseur de la prestation de services ou de la livraison en lien avec le BUU le fournisseur ou le prestataire est réputé avoir livré ou fourni à cet assujetti les biens ou la prestation de services en lien avec ce bon et devra en conséquence facturer cette prestation (*e-invoicing*) à l'émetteur.

La TVA afférente à cette opération sera exigible dans les mêmes conditions que l'opération sous-jacente. Ainsi, lorsque le bon donne accès à un service, la TVA sera exigible lors de l'encaissement des sommes facturées par le prestataire à l'émetteur. Lorsque le bon donne accès à un bien, la TVA est exigible au moment de la remise du bien en échange du bon.

Lorsque l'émetteur du bon est également le fournisseur ou le prestataire, la remise du bon en échange d'un bien ou d'un service au client n'est pas soumise à la TVA dès lors qu'elle n'est pas considérée comme une opération distincte de la vente du bon (cf. étape 1).

Des commissions ou frais de gestion peuvent intervenir tout au long de la chaîne de commercialisation du bon et sont soumises à la TVA. Elles doivent faire l'objet d'une facturation séparée, comportant la TVA y afférente et cette facturation entrera dans le champ du *e-invoicing*.

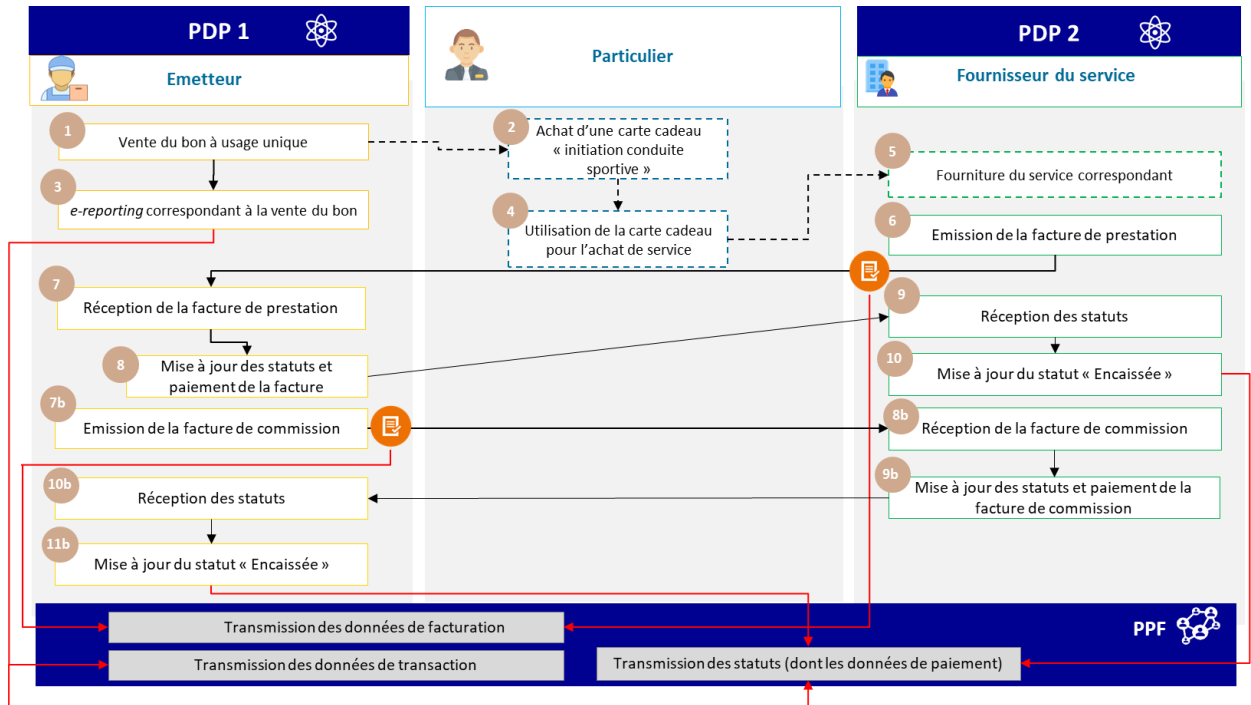


Figure 28 : Gestion des bons à usage unique

2. Principes du bon à usage multiples (BUM)

Etape 1 - Emission du bon

La vente d'un bon à usages multiples n'est pas soumise à la TVA dès lors qu'au moment de leur émission, le lieu de la livraison des biens ou de la fourniture des services ainsi que la TVA due sur ces biens ou services ne sont pas connus.

Les sommes versées pour l'acquisition des bons à usages multiples sont situées hors du champ de la TVA et n'entrent pas dans le champ de la facture électronique ou du *e-reporting*.

Etape 2 - Utilisation du bon cadeau

L'utilisation du bon à usages multiples par son bénéficiaire (porteur du bon) en échange d'une livraison de biens ou une prestation de services est soumise à la TVA. Il s'agit d'une opération entre un assujetti et un non-assujetti qui entre dans le champ du *e-reporting*.

La TVA est exigible dans les mêmes conditions que l'opération sous-jacente. Ainsi, la taxe est exigible à la date de l'acceptation du bon à usages multiples par le fournisseur en cas de bon donnant accès à un bien.

Si le bon à usages multiples donne accès à une prestation au profit de son bénéficiaire (porteur du bon), l'exigibilité intervient à l'encaissement du prix de l'opération, c'est-à-dire, au moment de l'encaissement du remboursement effectué par la société émettrice.

Lorsque l'émetteur du bon est également le prestataire, la remise du bon en échange d'un service rendra la TVA exigible.

Des commissions ou frais de gestion peuvent intervenir tout au long de la chaîne de commercialisation du BUM et sont soumises à la TVA. Elles doivent faire l'objet d'une facturation séparée, comportant la TVA y afférente et cette facturation entrera dans le champ du *e-invoicing*.

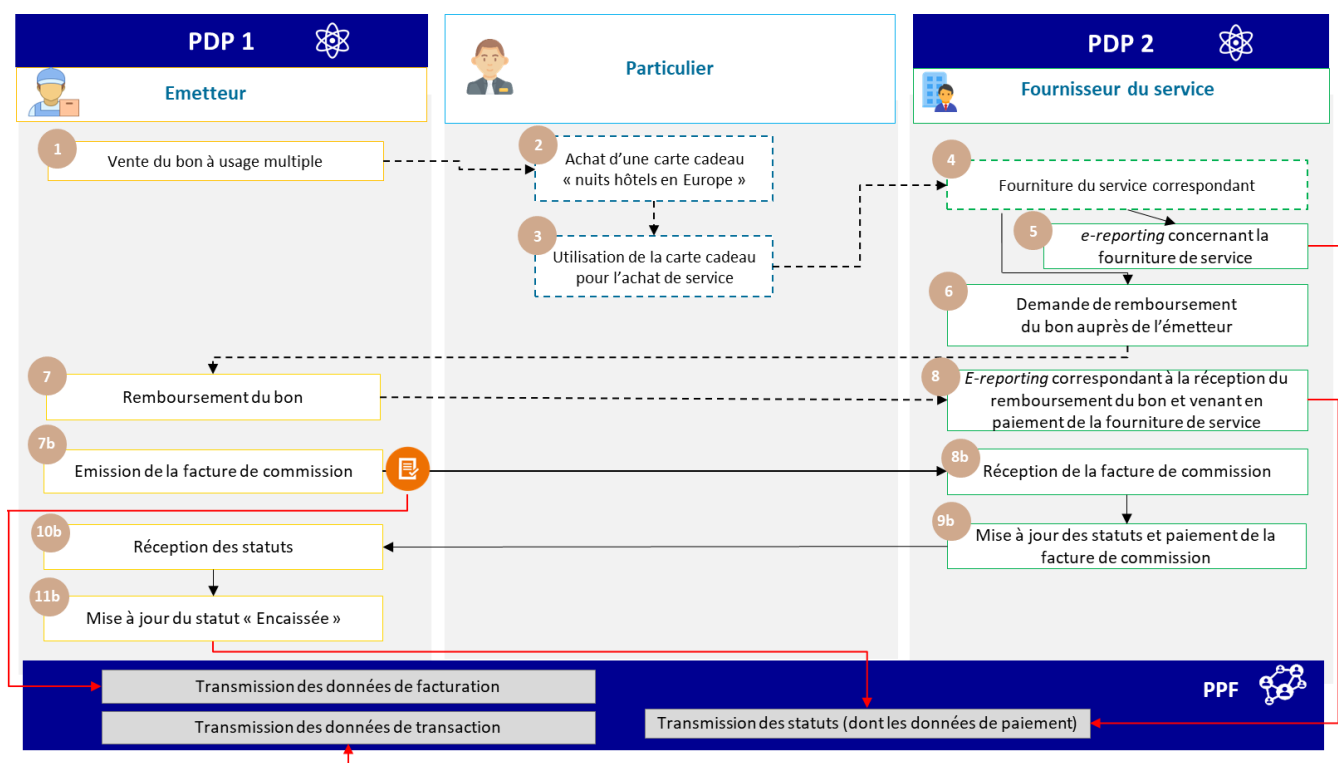


Figure 29 : Gestion des bons à usage multiple

2.2.24 Cas n°26 : Factures avec clause de réserve contractuelle

Cas des factures payées à 95% par le client avec clause de réserve contractuelle générant une retenue de 5%.

- **Livraisons de biens ou prestations de service avec option du paiement de la TVA sur les débits :**

En l'absence de *e-reporting* des données de paiement, cette retenue n'a pas d'impact à la TVA jusqu'à ce qu'elle devienne définitive.

En matière de livraisons de biens, le montant encaissé n'a pas de conséquence sur l'exigibilité de la TVA. La mise en œuvre de la retenue de garantie devra donner lieu à un avoir par le fournisseur.

- **Prestations de services sans option du paiement de la TVA sur les débits :**

Prise en compte indirectement par le biais du *e-reporting* des données de paiement. Seuls les montants encaissés donnent lieu à TVA.

E-reporting des données de paiement : prise en compte du paiement partiel de 95%. Retenue de 5% à déclarer une fois versée.

S'agissant d'un paiement partiel, seule la TVA sur le montant encaissé sera exigible.

La mise en œuvre de la retenue de garantie devra donner lieu à un avoir par le fournisseur. En l'absence de paiement des 5%, pas de *e-reporting* de paiement des 5% restants.

2.2.25 Cas n°27 : Gestion des tickets de péage

En principe, les tickets de péage remis à un assujetti entrent dans le champ de la facturation électronique mais il existe une tolérance doctrinale administrative les concernant.

Seront ainsi considérés comme documents valant facture, les reçus délivrés aux barrières de péages qui mentionnent :

- Le taux et le montant de la TVA ;
- Un numéro séquentiel de délivrance ;
- Un espace réservé à l'utilisateur.

Le client n'est pas connu de l'assujetti émetteur : opérations qui peuvent s'apparenter à des opérations BtoC.

Solution :

- *E-reporting* des transactions par transmission des données globales à la journée ;
- L'administration pourra pré-remplir la TVA collectée de l'émetteur mais pas la TVA déductible de l'usager assujetti ;
- Pas de mentions à adapter sur les reçus délivrés par les automates ;
- *E-invoicing en cas d'abonnement ou de carte accréditive par un assujetti* ;
- Les factures délivrées dans le cadre d'abonnements ou de cartes accréditives doivent comporter l'ensemble des mentions obligatoires.

2.2.26 Cas n°28 : Gestion des notes de restaurant

En principe, les notes de restaurant à un assujetti entrent dans le champ de la facturation électronique mais il existe une tolérance doctrinale administrative pour les notes inférieures à 150€ HT.

- Les notes inférieures à 150 € HT peuvent ne pas mentionner les éléments d'identification du client.
- Lorsque le montant de la prestation est inférieur à 25 € et que le client (non commerçant) n'en fait pas la demande, le prestataire n'est pas dans l'obligation de délivrer une note.

Pour tenir compte de cette tolérance, la solution retenue est la suivante :

- *E-reporting* des transactions inférieures à 150 € HT (dont celles inférieures à 25 €) par transmission des données globales à la journée, sauf demande expresse du client assujetti.
- *E-invoicing* obligatoire pour les notes supérieures à 150 € HT à destination d'un assujetti.

Gestion d'une note dont le client est non assujetti :

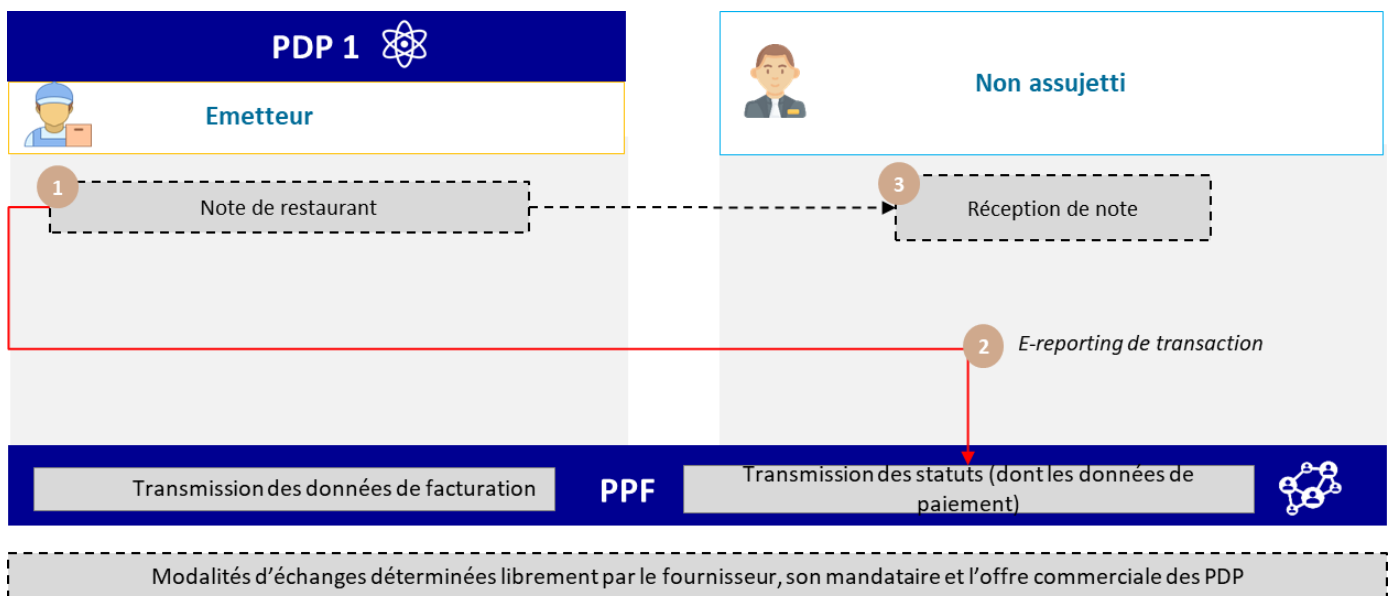


Figure 30 : Gestion des notes de restaurant

Gestion d'une note dont le client est **assujetti** mais n'est pas déterminé en tant que tel au moment de la transaction ou note inférieure à 150€ HT :

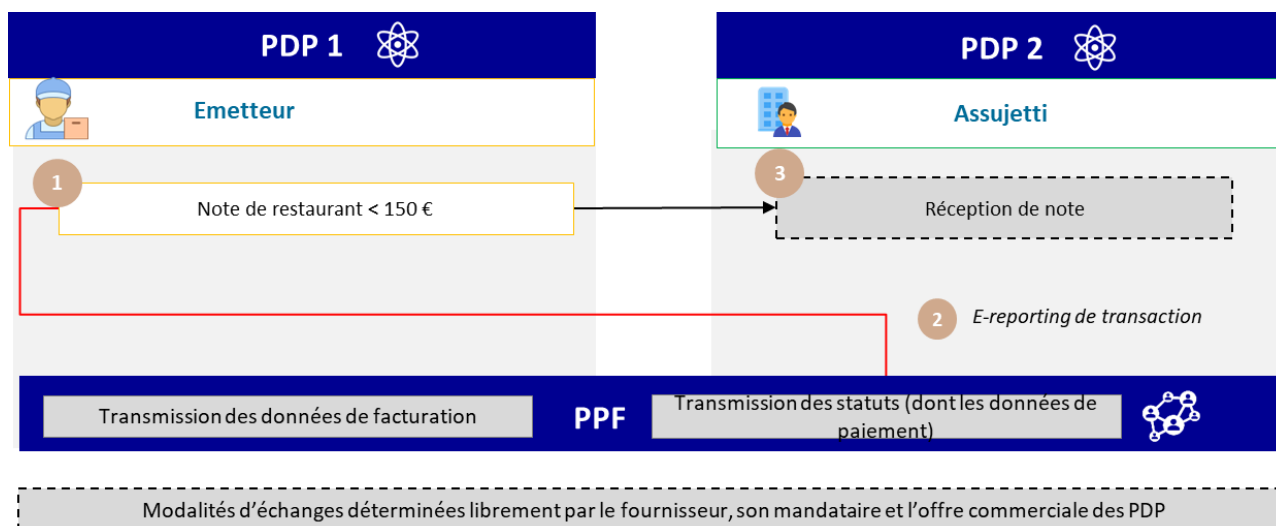


Figure 31 : Déclaration de données de transaction pour notes inférieures à 150 euros

Dans le cas où le client demande une facture a posteriori et que le restaurateur déclare la vente en B2C, voir le cas de gestion n°30 (TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en *e-reporting* B2C, faisant l'objet d'une facture a posteriori).

NB : si l'opération fait l'objet d'une correction directement dans le logiciel de caisse, il ne faut pas appliquer ce cas et émettre une facture classique avec TVA (cf ci-dessous).

Gestion d'une note dont le client est assujetti, désigné ainsi, ou notes supérieures à 150€ HT :

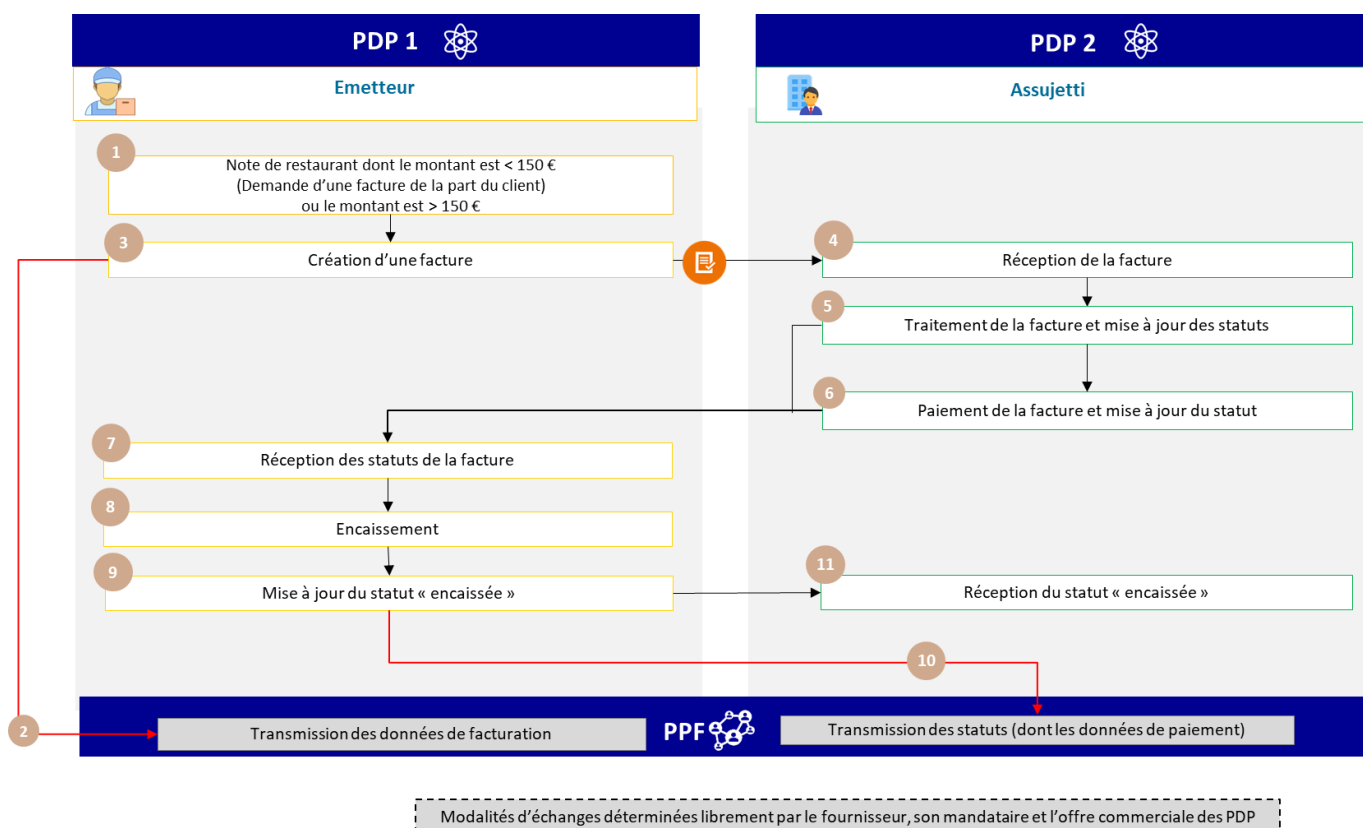


Figure 32 : Emission / transmission d'une facture électronique pour les notes supérieures à 150 euros

2.2.27 Cas n°29 : Assujetti unique au sens de l'article 256 C du CGI

Ce cas de gestion concerne les opérations externes à l'assujetti unique, c'est-à-dire les opérations entre un membre d'un assujetti unique et un tiers à cet assujetti unique.

Les opérations entre membres d'un assujetti unique sont hors du champ de la facturation électronique et ne seront pas gérées par le PPF.

Dans le cadre de la mise en conformité du groupe TVA en France avec la Directive TVA 2006/112/CE (déjà mis en œuvre dans 20 Etats membres de l'Union Européenne), un identifiant à la TVA de même qu'un SIREN seront créés pour l'assujetti unique qui devient seul redevable de la TVA pour l'ensemble des membres qui le compose. Ces deux identifiants devront le cas échéant être indiqués, en complément de leurs propres identifiants, sur toutes les factures que les membres de l'assujetti unique émettent pour son compte / au titre de ce dernier.

En cas d'assujetti unique :

- Les données relatives au membre de l'assujetti unique lui-même doivent figurer dans le bloc VENDEUR (BG-4).
- Concernant les données relatives à l'assujetti unique,
 - Le champ BT-29d servira à renseigner le SIREN de l'assujetti unique avec comme qualifiant « 0231 » ;
 - En l'absence de bloc dédié à l'assujetti unique dans la norme EN16931 à date, les données relatives à l'assujetti unique autres que le SIREN, doivent figurer dans le bloc REPRESENTANT FISCAL DU VENDEUR (BG-11).
- La mention "Membre d'un assujetti unique", obligatoire pour toutes les factures émises au titre d'un assujetti unique, doit être renseignée dans la note de facture en BT-21 (voir règle G1.52), avec un code du sujet de la note « TXD ».

Les règles de gestion dédiées au cas de l'assujetti unique sont les règles G 1.76, G1.78, G1.79 et G1.52 (voir Annexe 7).

2.2.28 Cas n°30 : TVA déjà collectée - Opérations traitées initialement en *e-reporting* B2C, faisant l'objet d'une facture *a posteriori*

Ce cas de gestion illustre la gestion des opérations entre assujettis soumises au *e-invoicing* qui ont été enregistrées dans un logiciel ou un système de caisse (transaction B2C).

Il s'applique plus généralement à tous les cas où l'opération est enregistrée dans une caisse, fait l'objet d'un *e-reporting* B2C et fait ensuite l'objet d'une facture électronique à la demande du client. Il pourra servir notamment dans le cas des notes de restaurant qui feraient l'objet d'une facture ultérieure.

En revanche, si l'erreur est corrigée dans le logiciel de caisse et ne fait pas l'objet au préalable d'un *e-reporting* B2C, la facture suit le circuit de facturation électronique classique.

Exemple :

Un décorateur floral réalise à la fois des prestations de services (responsable événementiel) et des ventes de biens (plantes), et ce pour une clientèle B2B (hôtel) et B2C (particulier). Il enregistre ses transactions par l'intermédiaire d'un logiciel ou système de caisse. Il est soumis à la facturation électronique pour ses opérations B2B et au *e-reporting* pour les opérations B2C. Pour celles-ci, il transmet ses données de transactions et de paiement à une fréquence F.

Etape 1 – Comptabilisation de la transaction B2C

Le décorateur floral réalise une transaction B2C payée en espèces. Le ticket Z issu de sa journée d'activité fait référence à l'ensemble des transactions réalisées ce jour. Le décorateur floral transmet via un flux *e-reporting* ses données cumulées de transactions (flux 10.3) et s'il n'a pas opté pour le paiement de la TVA sur les débits, un flux de *e-reporting* de paiement (flux 10.4) sur les prestations de services réalisées, pour chaque journée de la période de *e-reporting*.

Etape 2 - Emission d'une facture B2B

Un de ses clients s'avère être un professionnel et demande l'émission d'une facture pour exercer le droit à déduction de la TVA pour sa transaction.

Le décorateur floral émet alors une facture électronique. Pour neutraliser la double comptabilisation de base HT et de TVA, cette facture devra mentionner le cadre de facturation correspondant créé à cet effet « TVA déjà collectée ». Ce cadre de facturation permet de transmettre les données de facture correspondantes (flux 1) à l'administration fiscale en indiquant qu'elles ont déjà été transmises en *e-reporting* (flux 10.3 et 10.4) permettant ainsi de déterminer la TVA déductible du client tout en évitant une double comptabilisation pour le commerçant.

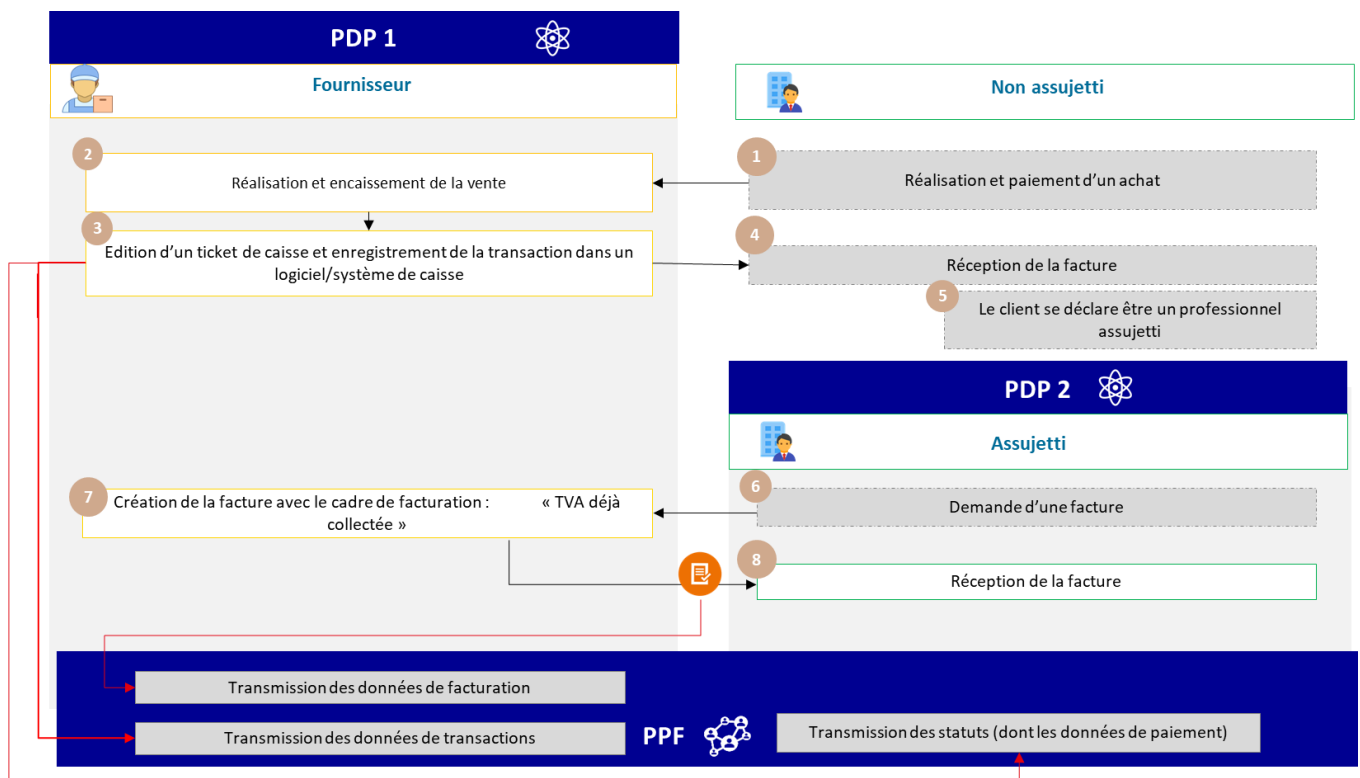


Figure 33 : Gestion des doublons de facture

Les spécificités des données et règles de gestion associées sont :

- Cadre de facturation (BT-23) : B7/S7/M7 (« TVA déjà collectée »)

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction et paiement sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées de transaction (flux 10.3) et de paiement (flux 10.4), si exigible, enregistrées par le logiciel de caisse ;
- Transmission de la facture avec le cadre de facturation « TVA déjà collectée » (flux 2).

Le cadre de facturation « TVA déjà collectée » peut servir dans d'autres situations, notamment en cas de factures à établir lorsque la TVA a été déclarée par une entreprise sur sa déclaration de TVA au titre de la période d'exigibilité et que la facture est établie par la suite.

2.2.29 Cas n°31 : Les factures « mixtes » mentionnant une opération principale et une opération accessoire

Ce cas de gestion illustre la gestion des factures/opérations « mixtes » ou « opérations complexes uniques » (comportant plusieurs catégories d'opérations dont l'une est accessoire de l'autre). La catégorie de l'opération est soit une livraison de biens, soit une prestation de services.

Conformément au II de l'article 257 *ter* du CGI, il s'agit des activités dont les éléments sont si étroitement liés qu'ils forment, objectivement, une seule prestation économique indissociable dont la décomposition revêtirait un caractère artificiel.

Principe :

Dans le cas où une facture mentionne deux opérations : une première opération considérée comme l'opération principale de la transaction, et une seconde opération considérée comme opération secondaire (associée à l'opération principale). Les modalités de transmission des données de facturation/transmission et de paiement de ces deux opérations sont alors déterminées par la catégorie de l'opération principale. En effet, les données de paiement ne doivent être transmises que pour les opérations relevant de la catégorie des prestations de services afin de pouvoir déterminer l'assiette de la TVA.

En *e-reporting* non adossé à une facture et hors flux 10.1 transmission de données de facture : il appartiendra à l'émetteur de définir la catégorie de l'opération, livraison de bien ou prestation de service pour la transmission des données de transaction.

En *e-invoicing* : une mention obligatoire sur la facture indiquera la catégorie de l'opération.

Exemple :

Une boutique de vêtement propose indépendamment de la vente de ses produits, un service de retouche sur-mesure. Les transactions sont réalisées au comptant avec un encaissement immédiat. Elles sont enregistrées par l'intermédiaire d'un logiciel ou système de caisse.

Les données de paiement doivent être transmises pour les opérations relevant de la catégorie des PS afin de pouvoir déterminer l'assiette de la TVA :

- Si suite à sa vente, un produit doit être retouché, la retouche est considérée comme accessoire à la vente. Elle ne fera donc pas l'objet d'une déclaration *e-reporting* de paiement ;
- Si un client souhaite faire retoucher un vêtement (acheté dans le cadre d'une autre transaction), alors cette retouche sera considérée comme principale et fera l'objet d'une déclaration *e-reporting* de paiement, si exigible, à hauteur des services facturés.

Cas 1 : la retouche est associée à la vente d'un costume. L'opération principale est une livraison de bien.

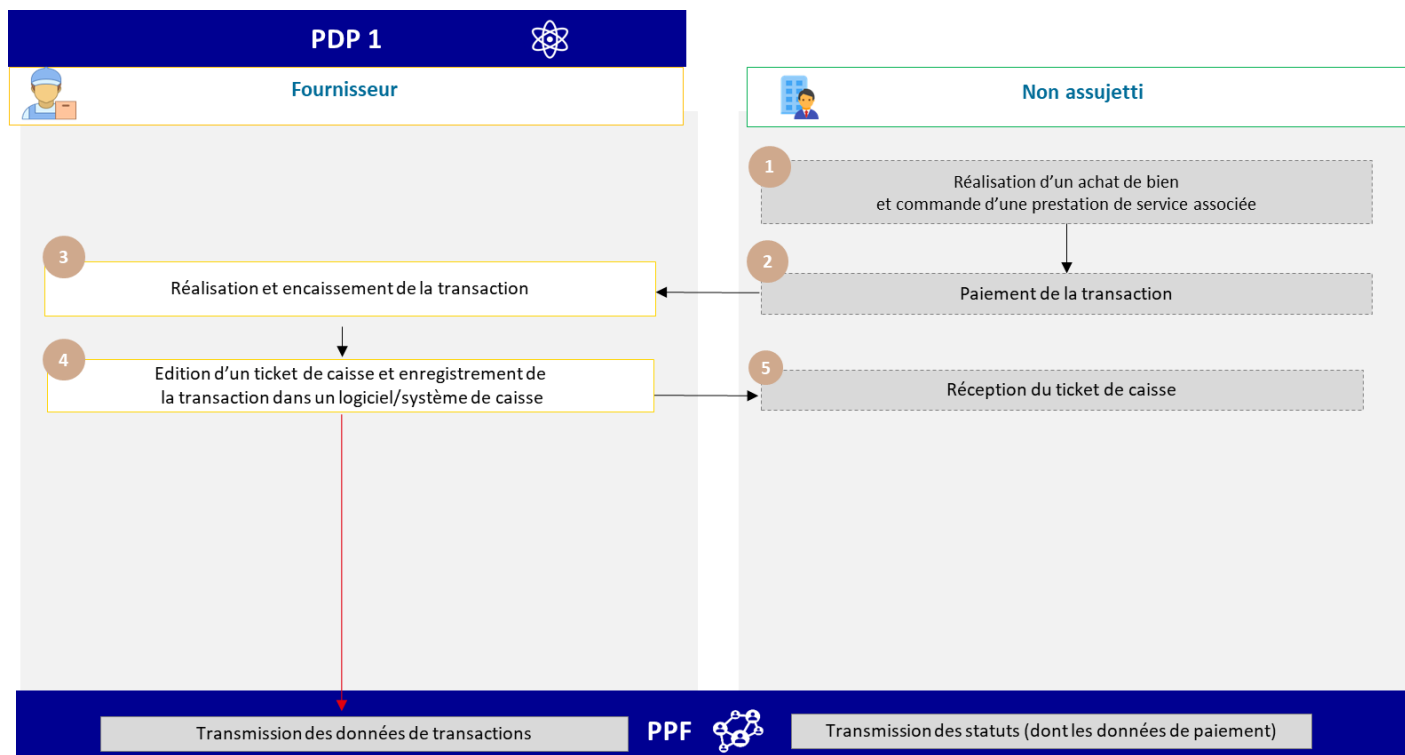


Figure 34 : Facture mixte avec opérations principale et accessoire catégorisée comme une vente (cas d'une retouche à la vente)

Cas 2 : la retouche est l'opération principale de la transaction (avec ou sans vente accessoire). L'opération est une prestation de service.

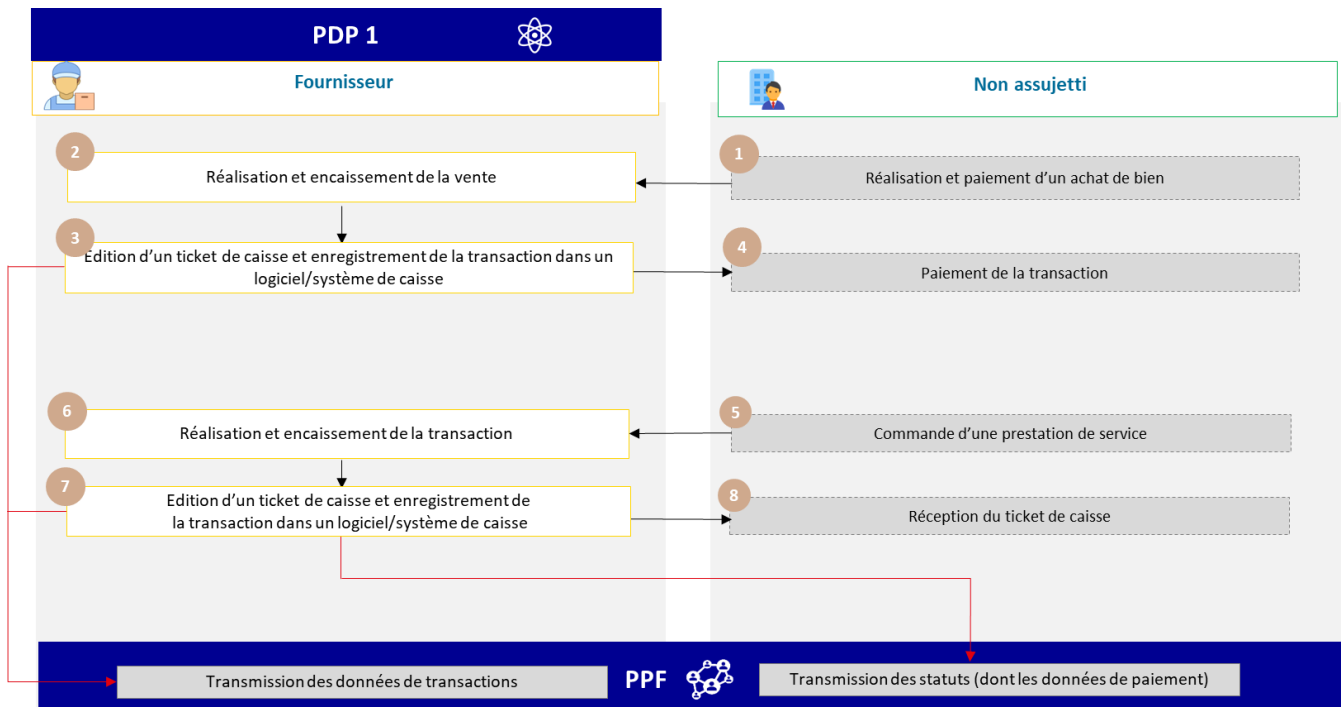


Figure 35 : Facture avec opération principale = PS (cas d'une retouche avec ou sans vente)

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction et paiement sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées de transaction (flux 10.3) enregistrées par le logiciel de caisse, par catégorie d'opération réalisée (cf règle G1.68 dans l'annexe 7) ;
- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées de paiement (10.4) enregistrées par le logiciel de caisse pour les seules opérations relevant de la catégorie des prestations de services (TPS1).

Point d'attention n°1 : Il convient de distinguer les factures d'opérations dites « mixtes » des factures d'opérations dites « doubles » qui concernent une facture comprenant à la fois une livraison de biens et une prestation de service. Bien qu'une catégorie d'opérations doubles soit prévue parmi les données obligatoires à transmettre à l'administration pour tenir compte des pratiques des opérateurs, il est recommandé, autant que possible, d'établir des factures séparées pour les livraisons de biens et les prestations de service, compte tenu des règles d'exigibilité différentes, afin d'identifier à quelles opérations se rapporte le *e-reporting* de paiement.

Point d'attention n°2 : Ce cas est également à distinguer de la vente de « packages » comprenant des éléments suivant un régime de TVA distinct. Dans cette hypothèse, en l'état de la norme UE et des formats UBL et CII, chaque élément devra être traité séparément dans la facture (ex : dans le cas de la vente d'un livre-jouet, une ligne de facture devra être servi pour le livre et une ligne de facture devra être servi pour le jouet).

2.2.30 Cas n°32 : Les paiements mensuel

Ce cas de gestion illustre les modalités de transmission des données de paiements relatives à des mensualités versées avant l'émission d'une facture.

Dans ce cas, les mensualités sont déclarées par le biais d'un *e-reporting* de transaction (correspondant à une livraison de biens ou une prestation de service soumises à TVA) complété d'un *e-reporting* de paiement si exigible.

Traitement de la facture de régularisation :

- Dans le cadre d'une transaction B2B domestique, la facture de régularisation sera transmise via un flux *e-invoicing* (flux 2) ;
- Dans le cadre d'une transaction B2B international, les données de la facture de régularisation seront transmises via un flux *e-reporting* (flux 8 ou flux 10).

- Dans le cadre d'une transaction B2C, les données afférentes à la facture de régularisation seront transmises via un flux de *e-reporting* (flux 9 ou flux 10).

Exemple : Illustration du cas d'usage en B2C

Un fournisseur d'énergie propose à ses clients particuliers de mensualiser leurs paiements sur la base d'une estimation de leur consommation annuelle. A la fin de l'année, le fournisseur d'énergie émet une facture de régularisation dont le montant est calculé grâce aux consommations réelles de chacun de ses clients.

Cas 1 : La facture de régularisation fait état d'un reste à payer

Cas 1-a : Reste à payer et absence d'option pour le paiement de la TVA sur les débits par le fournisseur :

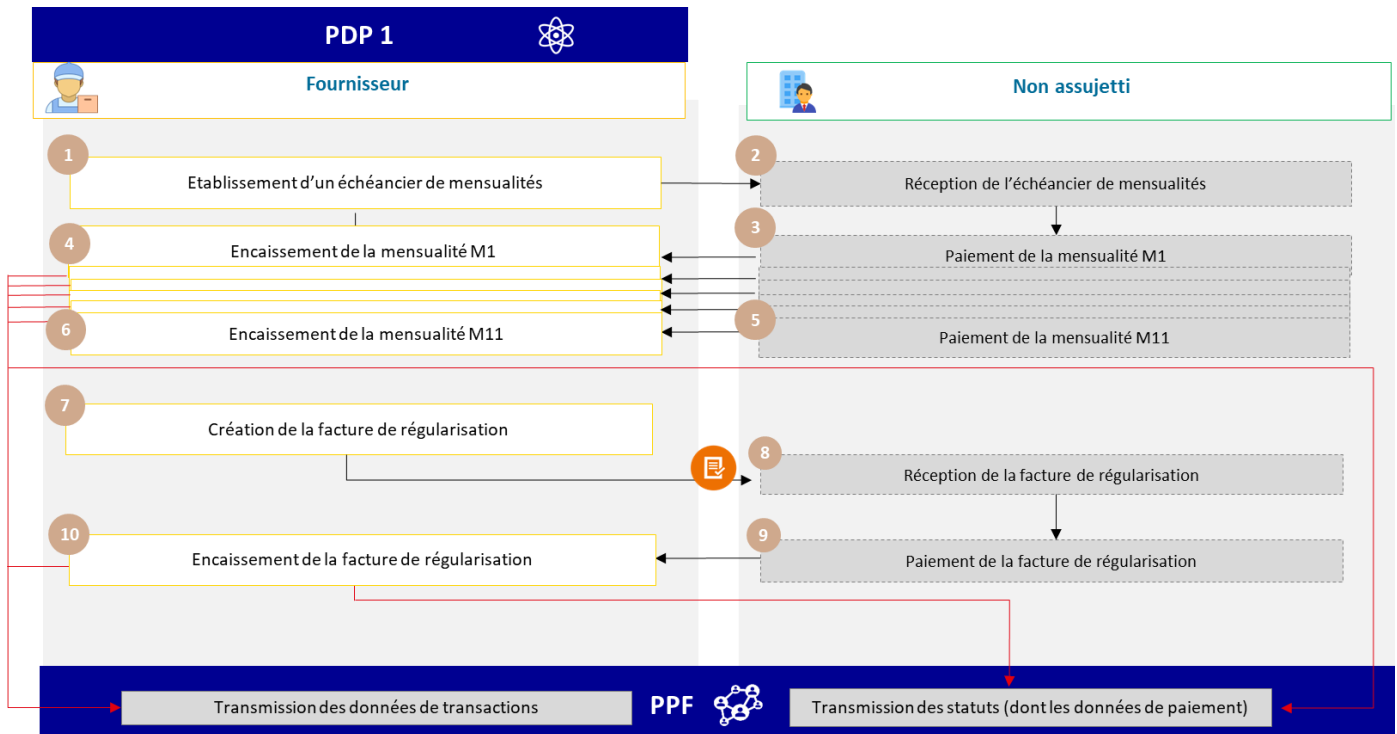


Figure 36 : Paiements mensuels et complément à payer dans le cadre d'un B2C (option 1-a)

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction et paiement sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées sur la période de transactions (flux 10.3) et des paiements (flux 10.4) relatives aux mensualités perçues, le cas échéant ;
- Emission d'une facture de régularisation vers le client (hors plateforme) avec les montants complémentaires à payer le montant HT et TVA totaux et rappelant les mensualités déjà payées. La facture de régularisation peut être une facture comportant des montants négatifs ;
- En parallèle, transmission d'un *e-reporting net* égal au montant de la facture de régularisation diminué de la reprise des acomptes ;
- Transmission des données de paiements (flux 10.4) incluant le montant encaissé correspondant au net de la facture de régularisation.

Cas 1-b : Reste à payer et option pour le paiement de la TVA sur les débits par le fournisseur

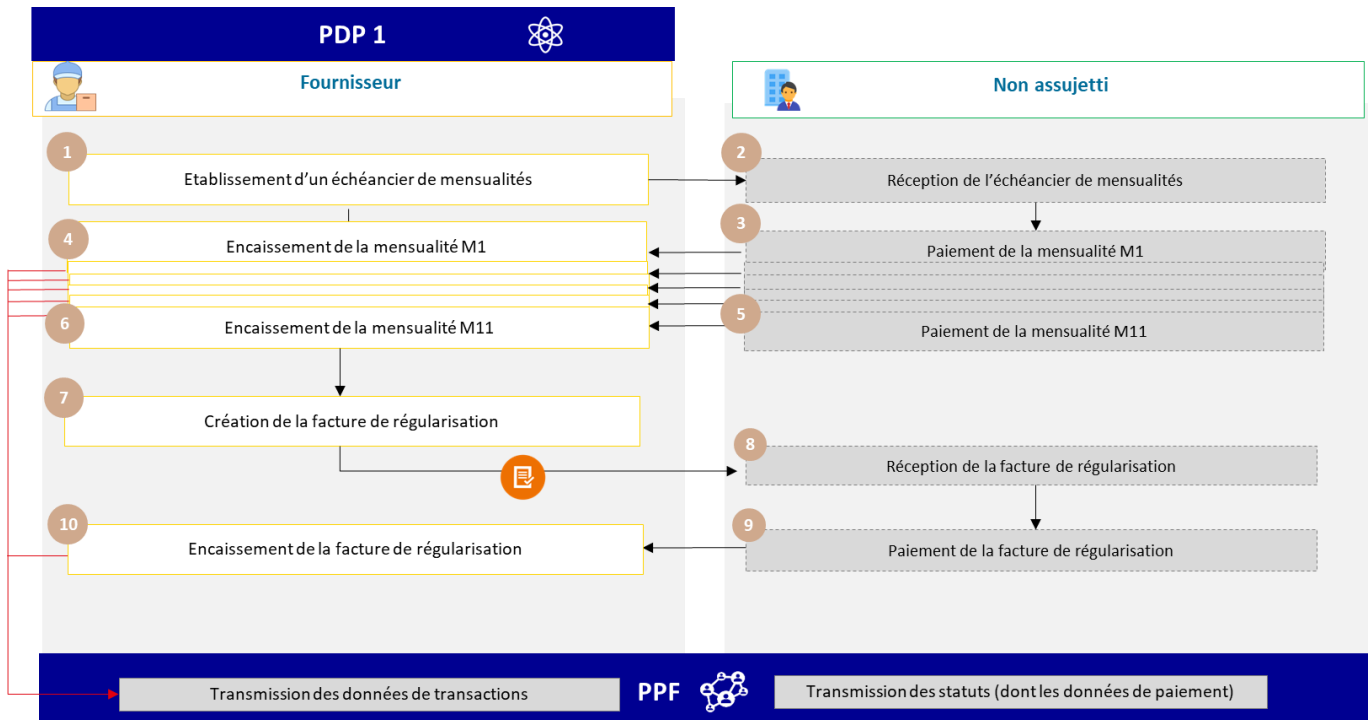


Figure 37 : Paiements mensuels dans le cadre d'un B2C et complément à payer (option 1-b)

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction et paiement sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées sur la période de transactions (flux 10.3) relatives aux mensualités perçues, le cas échéant ;
- Emission d'une facture de régularisation avec les montants complémentaires à payer vers le client (hors plateforme), le montant HT et TVA totaux et rappelant les mensualités déjà payées. La facture de régularisation peut être une facture comportant des montants négatifs ;
- En parallèle, transmission d'un *e-reporting* net égal au montant de la facture de régularisation diminué de la reprise des acomptes.

Dès lors que le fournisseur a opté pour le paiement de la TVA sur les débits, il n'a pas à transmettre les données de paiement, contrairement au cas 1-a.

Cas 2 : La facture de régularisation fait état d'un trop perçu

Cas 2-a : Trop-perçu et absence d'option pour le paiement de la TVA sur les débits par le fournisseur :

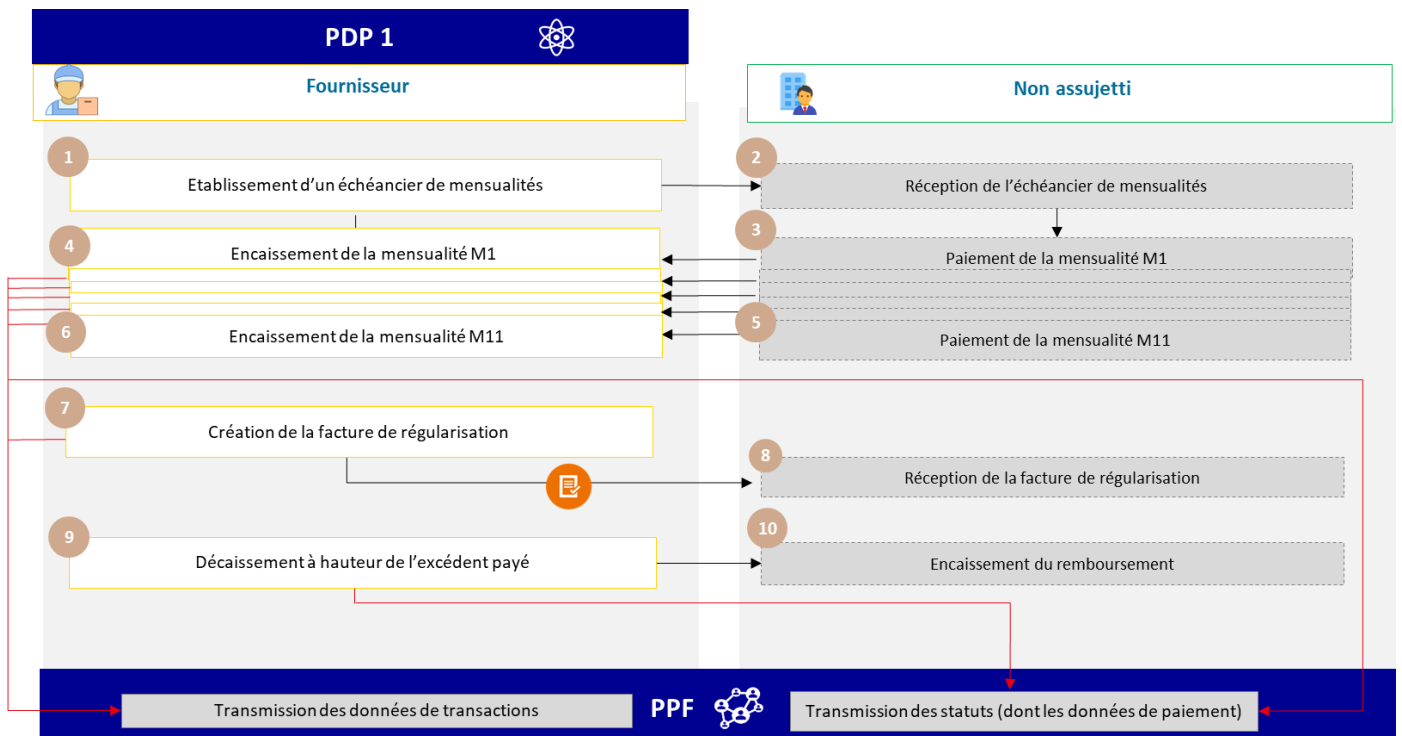


Figure 38 : Paiements mensuels et trop perçu final dans le cadre d'une transaction B2C (option 2-a)

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction et paiement sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées de transaction (flux 10.3) et des paiements (flux 10.4) relatives aux mensualités perçues ;
- Emission d'une facture de régularisation vers le client (hors plateforme) indiquant la consommation réelle et le montant HT et TVA totaux. La facture de régularisation peut être une facture comportant des montants négatifs ;
- En parallèle, transmission d'un *e-reporting* net négatif égal au montant de la facture de régularisation diminué de la reprise des acomptes ;
- Transmission des données de paiements (flux 10.4) incluant le montant décaissé correspondant au trop payé apparaissant sur la facture de régularisation.

Cas 2-b : Trop-perçu et option pour le paiement de la TVA sur les débits par le fournisseur :

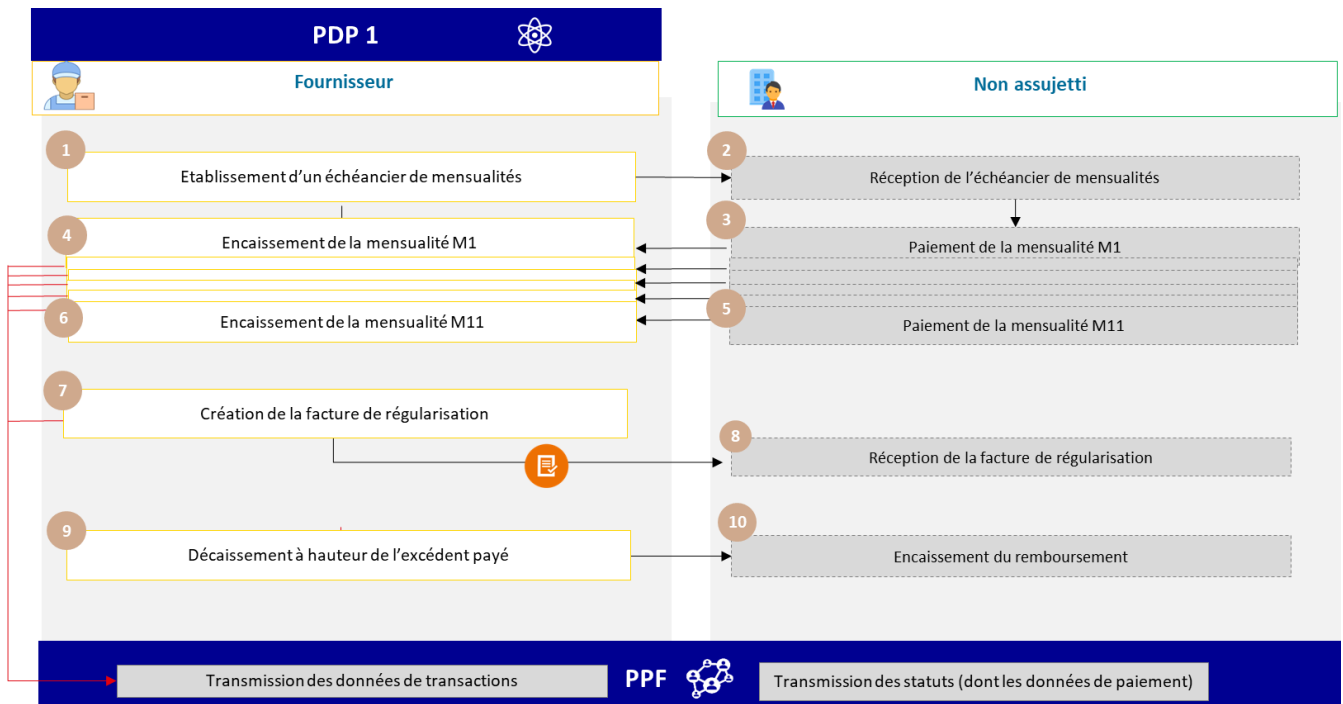


Figure 39 : Paiements mensuels et trop perçu final dans le cadre d'une transaction B2C (option 2.b)

Si le fournisseur a opté pour le paiement de la TVA sur les débits : la facture de régularisation faisant état du montant trop perçu en négatif sera prise en compte. Aucune donnée de paiement ne sera à transmettre malgré le trop-perçu.

Les spécificités de transmission des données de facturation/transaction sont :

- Transmission d'un *e-reporting* des données cumulées de transaction (flux 10.3) relatives aux mensualités perçues ;
- Emission d'une facture de régularisation vers le client (hors plateforme). La facture de régularisation peut être une facture comportant des montants négatifs.
- En parallèle, transmission d'un *e-reporting* net négatif égal au montant de la facture de régularisation diminué de la reprise des acomptes ;

Dès lors que le fournisseur a opté pour le paiement de la TVA sur les débits, il n'a pas à transmettre les données de paiement, contrairement au cas 2-a.

2.2.31 Cas n°33 : Les opérations soumises au régime de la marge

Principe :

La TVA sur la marge n'est pas calculée sur le prix de vente, mais sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Le montant de la TVA sur la marge n'est pas porté sur la facture, ce qui pose une difficulté en *e-invoicing*.

Le régime de la TVA sur la marge s'applique aux opérations visées au e) du 1 de l'article 266 [agences et organisateurs de voyages] et aux articles 268 [terrain à bâtir] et 297 A [biens d'occasion, œuvres d'art, objets de collection ou d'antiquité] du code général des impôts.

Exemple :

Une agence de voyages facture une prestation unique pour l'organisation d'un séminaire (vol – hôtels – salles) à un assujetti.

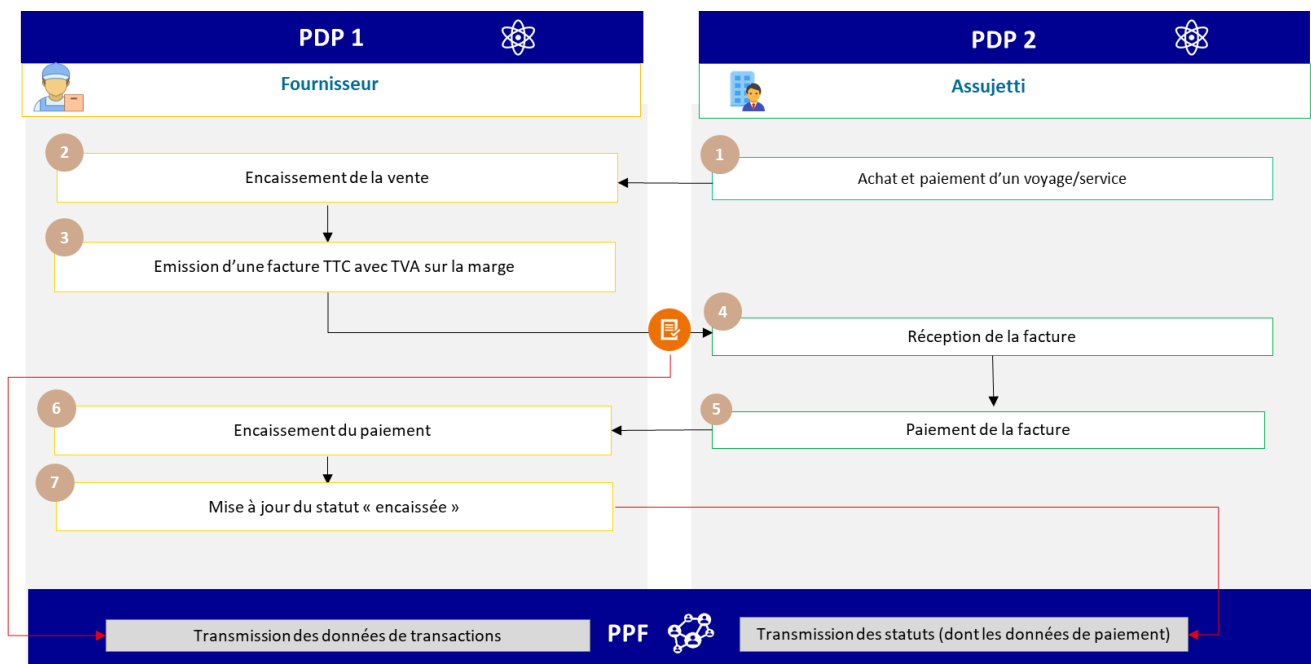


Figure 40 : Opérations soumises au régime de la marge

Les spécificités des données et règles de gestion associées en *e-invoicing* sont :

- Règle de gestion (G1.56) : TVA sur la marge ;
- Code type TVA (BT 118) : E ;
- Code de motif d'exonération de TVA (BT-121) : VATEX-FR-F / VATEX-FR-I / VATEX-FR-J;
- Base d'imposition du type de TVA (BT-116) : le prix de vente TTC (inscrit en lieu et place de la base HT) comme prévu en BT-112 ;
- Montant de TVA de la facture (BT-110) : néant.

Les spécificités de transmission des données de facturation et paiement sont :

- Transmission de la facture (flux 2) ;
- Transmission du statut « Encaissée » du cycle de vie de la facture (flux 6) si exigible.

Une agence de voyage facture un vol + hôtel à un particulier :

Les spécificités des données et règles de gestion associées en *e-reporting* sont :

- Catégorie d'opérations : Opérations soumises à un régime particulier pour lequel le régime de TVA sur la marge a été appliqué (TMA 1) ;
- Base d'imposition du type de TVA : montant de la marge ramenée HT ;
- Montant de TVA de la facture égal au montant de la TVA sur la marge.

2.2.32 Cas n°34 : Encaissement partiel et annulation d'encaissement

Chaque encaissement partiel (en cas d'acompte par exemple) doit être déclaré avec un flux cycle de vie portant le statut « encaissée ». Le champ « montant » portera le montant encaissé.

En cas d'annulation d'encaissement après erreur de rapprochement ou paiement frauduleux (détournement, vol, piratage, ...), il sera possible d'émettre un cycle de vie du statut « encaissée » avec un montant négatif (champ montant).

2.2.33 Cas n°35 : Notes d'auteur

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR L'AUTEUR	ETABLISSEMENT PAYEUR	DISPOSITIF APPLICABLE (EI / ER)
Perception de droits d'auteurs	Éditeurs, sociétés de perception et de répartition de droits ou de producteurs.	Donnant lieu à retenue de la TVA par le payeur* : • <i>E-reporting</i> par l'établissement payeur (pas de facture mais un relevé de droits au profit de l'auteur)
Perception de droits d'auteurs	Autres qu'éditeurs, sociétés de perception et de répartition de droits ou de producteurs.	Ne donnant pas lieu à retenue de la TVA par le payeur • <i>E-invoicing</i> par l'auteur (facture émise par l'auteur) si client B/G • <i>E-reporting</i> si client C (association non assujettie par ex).
Autres opérations ne donnant pas lieu à retenue		• <i>E-invoicing</i> par l'auteur (facture émise par l'auteur) si client B/G • <i>E-reporting</i> par l'auteur si client C.

(*) Montant déclaré sur la déclaration de TVA de l'établissement ayant effectué la retenue de TVA.

- Les relevés de droits n'entrent pas dans le champ du *e-invoicing*.
- Les opérations donnant lieu à une retenue de la TVA par les éditeurs, les sociétés de perception et de répartition de droits et les producteurs entrent dans le champ du *e-reporting* de ces entreprises. Il n'y a donc pas nécessité de créer un cadre de facturation dédié ;
- Pour les droits d'auteur qui ne sont pas versés par ces organismes, les auteurs sont redevables de la TVA, sauf s'ils bénéficient du régime de franchise en base, et sont soumis, comme tout assujetti, aux obligations de *e-invoicing* / *e-reporting* selon la qualité d'assujetti ou non de leur client ;
- Pour les opérations autres que des droits d'auteur, les auteurs restent soumis au régime de droit commun et peuvent entrer dans le champ du *e-invoicing* ou du *e-reporting*.

Le cas des notes d'auteur est présenté afin de préciser l'application de la facturation électronique et du *e-reporting* à ce cas d'usage. Aucune obligation complémentaire par rapport aux dispositions de l'article 285 *bis* du CGI n'est prévue.

2.2.34 Cas n°36 : Opérations soumises au secret professionnel et échanges de données sensibles

Afin de respecter les opérations soumises au secret professionnel (cf. article 226-13 du Code pénal - notamment secret bancaire article L. 511-33 du code monétaire et financier ou secret des affaires article L. 151-1 du Code de commerce) ainsi que les données sensibles couvertes par l'instruction ministérielle n°900/ARM/CAB/NP du 15 mars 2021, les opérateurs concernés peuvent servir une mention générique concernant la dénomination précise du bien ou du service rendu qui doit être mentionnée dans le champ « nom de l'article » (BT-153) des flux 2 et flux 1. Pour répondre à leurs obligations au regard de leur client, ils doivent cependant préciser l'opération réalisée. Cette information pourra être transmise via la balise BT-154 du flux 2 permettant ainsi aux deux parties à l'opération d'avoir le détail de celle-ci. Seules les parties mentionnées sur la facture auront accès à ce champ, présent uniquement dans le flux 2. Seul le champ BT-153 comportant une information très générale sera transmis à l'administration fiscale.

3 Contacts

Pour adresser vos questions concernant la facturation électronique et les spécifications externes, un formulaire de contact est accessible sur le site aife.economie.gouv.fr/formulaire-de-contact-ppf.